5-I (2009-2010) — N° 1

PARLEMENT WALLON

SESSION 2009-2010

18 NOVEMBRE 2009

PREMIER FEUILLETON D'AJUSTEMENT DU BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES DE LA RÉGION WALLONNE POUR L'ANNÉE BUDGÉTAIRE 2009

EXPOSÉ GÉNÉRAL

site internet : www.parlement-wallon.be
email : mail@parlement-wallon.be

MESDAMES, MESSIEURS,

Le Gouvernement wallon a l'honneur de soumettre aux délibérations du Parlement wallon les projets de décret contenant le premier ajustement des budgets des recettes et des dépenses pour l'année 2009.

Après actualisation des prévisions de recettes et intégration des modifications des dépenses, les équilibres budgétaires se présentent globalement comme suit :

		(en milliers d'EUR)
I	Recettes	6.370.957
II	Dépenses	-7.476.330
III	Solde brut à financer	-1.105.373
IV	Amortissements et remboursements de la dette (y compris leasing financier)	34.557
V	Solde net à financer	-1.070.816

LE MINISTRE-PRESIDENT,

RUDY DEMOTTE

LE MINISTRE DU BUDGET,

ANDRE ANTOINE

TABLE DES MATIERES

Pages

I. RAPPEL 4

II. BUDGET INITIAL 2009 4

III. CIRCULAIRE BUDGÉTAIRE 10

IV. TRAVAUX PRÉPARATOIRES 12

V. ACTUALISATION DES RECETTES POUR 2009 13

VI. ACTUALISATION DES DÉPENSES POUR 2009 17

VII. DÉFINITION DES NOUVEAUX ÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES 19

VIII. DÉFINITION DES NOUVEAUX SOLDES 34

IX. EVOLUTION DU PROGRAMME D'INVESTISSEMENT 34

X. EVOLUTION DE L'ENCOURS 37

ANNEXES :

Annexe 1 : - Regroupements fonctionnel et économique des recettes et des dépenses de la Région wallonne
- Ventilation des crédits et allocations de base
Annexe 2 : - Glossaire

I. Rappel

Les décrets contenant les budgets initiaux des recettes et des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2009 ont été votés par le Parlement wallon le 18 décembre 2008 et sanctionnés le jour même ([1]).

La coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat ([2]), prévoit en son article 19 "*qu'il est procédé chaque année, dans le courant du premier trimestre, à un contrôle budgétaire en vue d'ajuster éventuellement le budget des voies et moyens et le budget général des dépenses. Le cas échéant, des projets d'ajustement seront déposés à la Chambre des Représentants et distribués à ses membres au plus tard le 30 avril. Ces ajustements sont approuvés par la Chambre des Représentants avant le 30 juin* ".

Au-delà des adaptations budgétaires autorisées par voie d'arrêtés de réallocation ou de transfert, il est constaté que la Région wallonne ajuste généralement aussi ses budgets afin d'en affiner l'exécution en cours d'exercice.

Il est à relever que si le présent Exposé général se rapporte exclusivement aux ajustements proposés en suite dudit contrôle, il se référera à l'Exposé du budget initial pour en actualiser les principaux éléments de la politique budgétaire de la Région wallonne.

*

* *

II. Budget initial 2009

L'Exposé général du budget initial 2009([3]) a introduit la présentation des projets des budgets dont question.

II. 1. Les recettes

Les recettes courantes et de capital, y compris les recettes des fonds organiques, et le produit des emprunts à émettre, étaient évalués comme suit, globalement :

Titres	Nature	Recettes 2009 initiales
I	Courantes	6.212.151
II	Capital	584.153
III	Emprunt	-
Total général		6.796.304
	dont cv	94.520

Pour ce qui concerne la ventilation des recettes selon les compétences réparties, suivant la répartition ministérielle prévue lors de la précédente législature, elle s'établissait comme suit :

([1]) Documents parlementaires 4-Va, (2008-2009) N[os] 1 et 2 - Moniteur belge du 30 décembre 2008 (recettes) et du 09 avril 2009 (dépenses)

([2]) Arrêté royal du 17 juillet 1991 portant la coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat (MB du 21 août 1991) - Loi du 19 juillet 1996 modifiant les lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, et la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public

([3]) Documents parlementaires 4-Va, (2008-2009) N[os] 1 et 2

Ministre ordonnateur	Exercices antérieurs Imputations trésorerie					
	2004	2005	2006	2007	2008	2009
DEMOTTE						
Totaux	5.128	5.725	5.729	3.940	4.870	4870
Dont CV	5.122	4.716	5.658	3.906	4.870	4870
Hors CV	6	1.009	72	34	0	0
ANTOINE						
Totaux	28.389	26.109	24.297	44.727	15.765	17.811
Dont CV	26.440	23.607	22.020	41.907	14.154	16.200
Hors CV	1.949	2.502	2.277	2.520	1.611	1.611
DAERDEN						
Totaux	5.164.745	5.144.998	5.410.000	2.792.728	5.990.590	6.295.930
Dont CV	8.118	9.682	9.232	8.871	10.675	10.675
Hors CV	5.156.627	5.135.316	5.400.768	5.783858	5.979.915	6.285.255
Titre III	110.105	0	0	0	0	
(Totaux hors titre III)	5.054.640	5.144.998	5.410.000	5.792.728	5.990.590	
Dont CV	8.118	9.682	9.232	8.871	10.675	
Hors CV	5.046.522	5.135.316	5.400.768	5.783.858	5.979.915	
COURARD						
Totaux	5.106	13.032	18.394	12.967	13.150	13.250
Dont CV	0	0	0	0	0	0
Hors CV	5.106	13.032	18.394	12.967	13.150	13.250
MARCOURT						
Totaux	224.245	154.598	349.904	224.386	301.832	383.038
Dont CV	13.960	5.831	5.000	6000	0	0
Hors CV	210.285	148.767	344.904	224.386	301.832	383.038
SIMONET						
Totaux	9.693	4.880	15.561	12.950	9.500	19.500
Dont CV	9.207	4.550	15.319	12.911	9.500	19.500
Hors CV	486	330	242	39	0	0
TARABELLA						
Totaux	0	0	0	0	0	
Dont CV	0	0	0	0	0	
Hors CV	0	0	0	0	0	
DONFUT						
Totaux	0	0	2	0	0	0
Dont CV	0	0	0	0	0	0
Hors CV	0	0	2	0	0	0
LUTGEN						
Totaux	83.355	69.529	60.088	64.521	62.310	61.905
Dont CV	67.159	48.195	37.967	38.812	40.484	43.275

Hors CV	16.195	21.333	22.120	25.710	21.826	18.630
TOTAUX	5.520.661	5.418.871	5.883.976	6.155.920	6.398.017	6.796.304
Dont CV	130.006	86.899	95.196	112.406	79.683	94.520
Hors CV	5.390.655	5.331.972	5.788.780	6.043.513	6.318.334	6.701.784
Titre III	110.105	0	0	0	0	0
Totaux hors titre III	5.410.556	5.418.871	5.883.976	6.155.920	6.398.017	6.796.304
dont CV	130.006	86.899	95.196	112.406	79.683	94.520
Hors CV	5.280.550	5.331.972	5.788.780	6.043.513	6.318.334	6.701.784

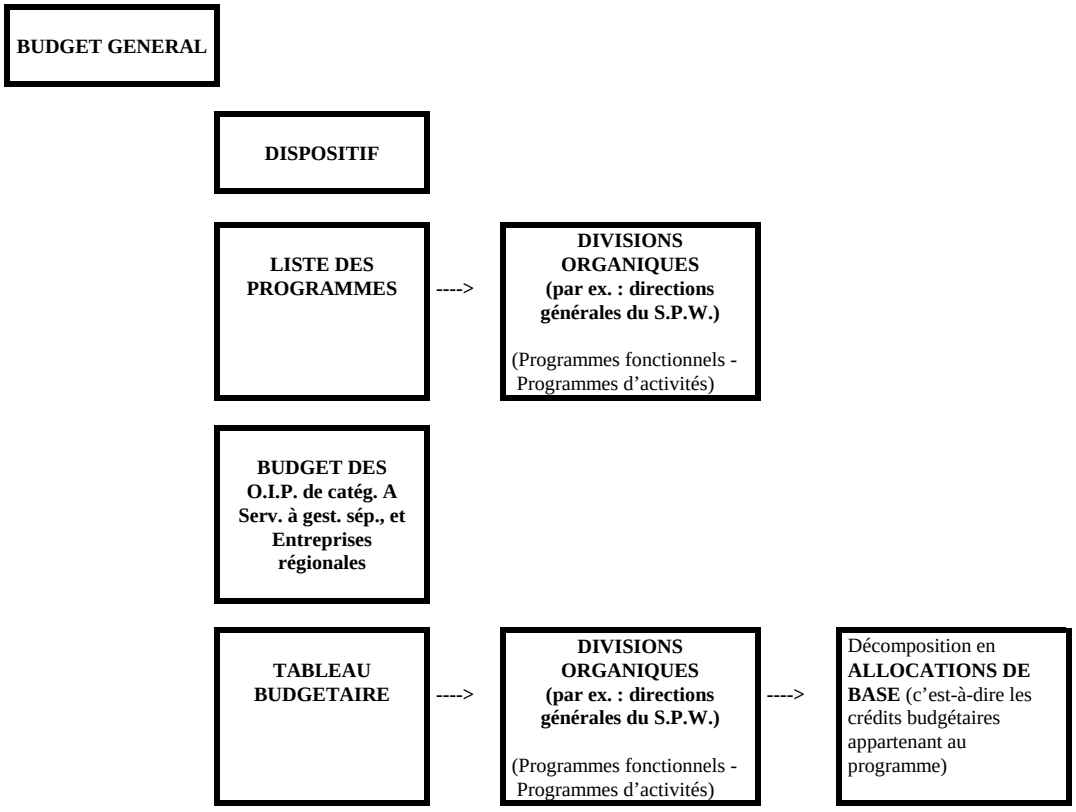
Pour ce qui concerne les recettes afférentes aux Ministres issus des élections de juin 2009, il est renvoyé au chapitre V du présent exposé général. En outre, le tableau I, repris au chapitre V.(ACTUALISATION DES RECETTES POUR 2009) répartit ces recettes par nature,

II. 2. Les dépenses

La justification de l'utilisation des recettes régionales a été réalisée par la présentation des dépenses réparties par programmes.

II. 2. 1. Le budget par programmes

Visant à répondre à la question : "*QUI* (quelle entité administrative) *FAIT QUOI* (à la charge de quels programmes d'activités) *AVEC QUELS MOYENS* (à qui et à quoi se rattache un crédit attribué) ? ", la structure "par programmes" répartit les crédits budgétaires en ensembles et sous-ensembles qui trouvent leur fondement à partir de "divisions organiques" correspondant depuis le 1er janvier 2009 à la nouvelle structure de l'administration, de "programmes d'activités" et d'"allocations de base", selon le schéma ci-dessous.



- *Les divisions organiques* représentent, en principe, les grandes composantes des départements ministériels (secrétariats généraux ou directions générales) et constituent les "centres de gestion" sur lesquels toute l'organisation budgétaire d'une direction générale repose. Les divisions organiques de 10 à 19 correspondent à chacune des 9 directions générales composant le Service Public de Wallonie, soit le secrétariat général, 2 directions générales transversales et 7 directions générales opérationnelles.

- *Les programmes* sont, quant à eux, un ensemble d'activités qui concourt, au sein de chaque division, à la réalisation d'un projet donné. Le programme est donc une unité d'objectif ou d'action en fonction de laquelle des crédits sont mis à disposition. Il est a noter que, depuis le 1er janvier 2009, chaque division organique est introduite par un programme fonctionnel ayant pour objet de mieux mesurer le coût d'une politique prévue dans la division organique auquelle relève ce programme fonctionnel.

- *Les allocations de base* détaillées au tableau budgétaire annexé, détermineront les "outils" (types de dépenses) utilisés en vue de la réalisation des programmes, selon la classification économique traditionnelle.

Ainsi, le budget se veut un instrument de gestion disponible aux différents niveaux de décision (Gouvernement), de contrôle (Parlement wallon) et d'exécution (Administration), et cela en vue d'une utilisation optimale des deniers publics, à chacun de ces niveaux.

II. 2. 2. Les crédits

Les dépenses courantes et de capital, y compris les dépenses des fonds organiques, et les amortissements et remboursements d'emprunts, étaient évalués à l'initial 2009 comme suit, globalement :

Crédits 2009 initial (y compris a.r/a.t)		
Sorte de crédits	Crédits d'engage-ment	Crédits d'ordonnan-cement
CND	3.749.965.000	3.749.965.000
CD	3.918.843.000	3.528.835.000
CV	94.520.000	94.520.000

II. 3. L'équilibre budgétaire régional

Pour la définition des équilibres financiers de la Région wallonne, deux paramètres complémentaires sont actuellement pris en considération. Le premier repose sur ce que l'on appelle les "moyens de payement"; le second sur les "moyens" dits "d'action".

II. 3. 1. Les moyens de paiement

Le premier paramètre qui appréhende les opérations des pouvoirs publics - annuelles (crédits non dissociés) ou pluriannuelles (crédits dissociés) - concerne les équilibres à court terme, appelés également "équilibres budgétaires", lesquels permettent de dégager les soldes budgétaires,"brut" ou "net" à financer (SBF ou SNF).

Ceux-ci s'obtiennent par la comparaison entre ce qu'on appelle à la Région wallonne les moyens de paiement (MP) et les recettes de l'année (R).

Les moyens de payement sont constitués de l'ensemble des crédits qui impliquent des sorties de fonds à charge du budget de l'année : ce sont naturellement les crédits d'ordonnancement (CO) et les crédits non-dissociés (CND), soit
.

MP =	CO { + } CND	= R

II. 3. 2. Les moyens d'action

Par ailleurs, la Région wallonne a mis en place une comptabilité complémentaire visant à l'établissement des équilibres à plus long terme. Ces équilibres visent à permettre une gestion plus prospective des finances régionales.

Ces équilibres se détermineront au départ des "moyens d'action" (MA) mis à la disposition du Gouvernement. Cette notion recouvre l'ensemble des crédits prévus au budget qui portent sur les phases d'engagement des dépenses.

Ce sont naturellement les crédits d'engagement (CE) auxquels s'ajouteront les crédits non-dissociés (CND) qui eux aussi incluent les phases d'engagement se rapportant aux dépenses qu'ils couvrent.

MA =	CE + CND	= MP

Globalement, la Région wallonne vise donc à un double équilibre budgétaire prévisionnel, afin de réaliser l'adéquation maximale des engagements et des ordonnancements avec les recettes.

II. 3. 3. Les moyens 2009 initiaux

Les moyens ([4]) étaient définis comme suit :

Moyens d'action et de paiement	MA	MP
Crédits 2009 initial	7.763.328	7.373.320
dont amortissements	1.756	1.756

Les tableaux II, III et IV, respectivement repris au chapitre VI.(ACTUALISATION DES DEPENSES) détaillent cette globalisation.

II. 4. Les soldes budgétaires initiaux

Compte tenu des recettes et dépenses précitées, les soldes budgétaires ex ante étaient fixés comme suit :

([4]) Moyens d'action (MA) = CND+CE
Moyens de paiement (MP) = CND+CO

(en milliers d'€)	Décret 2009 initial
PARAMETRES	
inflation	**2,70%**
croissance	**1,20%**
indice santé	2,60%
(1) RECETTES	
a. Les moyens IPP transférés	3.566.182
b. Impôts régionaux (total)	2.325.665
Impôts régionaux perçus par le Fédéral	*2.195.591*
Redevance radio-télévision	*130.074*
c. Dotation de la communauté française	336.600
d. Droits de tirage	182.235
e. Recettes diverses	291.102
f. Recettes affectées	94.520
TOTAL	**6.796.304**
(2) DEPENSES	
Rémunérations	1.265.742
Crédits cabinet	28.310
Financements alternatifs	206.334
Dépenses liées à l'inflation	1.750.590
OIP et assimilés	959.802
Cofinancements européens	135.089
Actions prioritaires pour l'avenir wallon	288.423
Plan d'inclusion sociale	30.134
Dette	259.292
Fonds de désendettement	0
Provision conjoncturelle	90.000
Solde des dépenses primaires	2.265.084
Crédits variables	94.520
TOTAL	**7.373.320**
Solde budgétaire brut ((1)-(2))	**-577.016**

Le passage du solde budgétaire au solde de financement SEC 95 s'établit via les corrections suivantes (Voir 1.4.)

Solde ((1)-(2))	**-577.016**
(3) CORRECTIONS SEC	
a. Solde du regroupement économique	-56.836
b. Amortissements	33.636
c. Sous-utilisation des crédits	242.000
d. OCPP nets	375.702
e. Divers	-10.000
(4) SOLDE DE FINANCEMENT SEC	**7.486**

La Région respectait donc strictement ses obligations dans le cadre du Pacte de stabilité.

*

* *

III. Circulaire budgétaire

Les circulaires 2009/01 et 2009/02, approuvées par les Gouvernements wallons les 27 mars 2009 et 27 août 2009, ont fixé notamment les éléments suivants du cadre dans lequel devaient s'inscrire les propositions d'ajustement:

Pour les Lignes générales des propositions ministérielles

Les propositions ministérielles sont introduites par un courrier de synthèse présentant leurs grands axes, ses commentaires se réfèrent aux tableaux complétés selon les modèles présentés en annexe 1, à savoir un tableau de synthèse pour les recettes et un tableau de synthèse pour les dépenses.

Pour les dispositifs

En vue de la confection des dispositifs, il a été relevé que toute proposition de modification (ou ajout) devait faire l'objet notamment d'un commentaire justificatif approprié au programme justificatif, et s'il échet d'une note explicative complémentaire.

Pour le budget des recettes

En vue de la confection du budget des recettes, il a été fourni aux départements ministériels, un tableau récapitulatif qui détaille :

- les recettes réalisées de 2003 à 2008;
- les prévisions de recettes 2009;
- les recettes 2008 imputées.

Les départements devaient le compléter de leurs réestimations pour l'exercice en cours, assorties obligatoirement, aux programmes justificatifs présentés sous la forme parlementaire et notes complémentaires, de leurs commentaires permettant d'appréhender l'ajustement proposé.

Pour le budget général des dépenses

L'ajustement du budget général des dépenses doit être présenté en trois parties distinctes, à savoir :

- le dispositif des dépenses;
- la liste des programmes du budget général des dépenses;
- le tableau budgétaire établissant la ventilation en allocations de base des programmes du budget général des dépenses ;

et complété s'il échet :

- des projets de budgets des entreprises régionales (titre V);
- des projets de budgets des services à gestion séparée (titre VI);
- des projets de budgets des organismes d'intérêts publics – catégories A (titre VII)
- les budgets des autres organismes d'intérêt public.

En vue de la confection de la liste des programmes et du tableau budgétaire du budget général des dépenses, il a été fourni aux départements ministériels un tableau récapitulatif par Ministre des tableaux budgétaires 2009, introduit par ses directives d'utilisation, à compléter de leurs propositions pour l'ajustement 2009, assorties, aux programmes justificatifs présentés sous la forme parlementaire et notes complémentaires, de leurs commentaires qui permettent d'appréhender les propositions et s'il échet de développements à figurer dans l'Exposé général.

Il était spécifié (1), compte tenu de l'évolution estimée de l'indice des prix et des prévisions du budget économique de janvier 2009 qu'aucun dépassement de l'indice-pivot ne devrait intervenir en 2009. Les crédits de rémunération devaient donc être actualisés en conséquence.
Toutefois, il serait livré néanmoins à l'appui des propositions des services concernés, l'estimation du coût engendré par un saut d'index, sur base mensuelle.
Au-delà, les réestimations en dépenses devaient intégrer les adaptations en suite de l'évolution de l'indice-santé, réévalué à 0.9% au lieu de 2,60% tel que prévu à l'initial.

Il devait ainsi être livré à l'appui des propositions des services concernés, l'estimation du coût engendré par un saut d'index, sur base mensuelle

L'identification des allocations de base liées au Plan d'actions prioritaires pour l'Avenir wallon revêtirait la forme d'une mention du type "PAP-AW" pour lesquelles une gestion budgétaire spécifique semblable à celle utilisée pour les crédits relatifs à la programmation 2000-2006 des Fonds structurels a été mise en place par décisions du Gouvernement wallon des 22 septembre 2005 et 26 janvier 2006.

Enfin, l'attention a été attirée:

- sur la nécessité d'adapter les crédits initiaux en fonction des arrêtés de réallocation ou de transfert intervenus (cf. pour modèle les ajustements antérieurs);

- sur le fait, qu'en vue d'assurer une bonne coordination des travaux, aucun arrêté de transfert ou de réallocation ne pourrait être accueilli au-delà de la date de dépôt des propositions ministérielles fixée par le Gouvernement wallon pour les propositions définitives jusqu'au vote du décret contenant l'ajustement des dépenses.

Par ailleurs, il a été rappelé que toute proposition d'augmentation de crédit devait s'inscrire strictement dans les limites des équilibres budgétaires globaux et donc accompagnée de propositions de compensation.

En ce qui concerne les autres dépenses primaires, les propositions devaient s'inscrire strictement dans le respect des masses budgétaires attribuées lors du budget initial revues selon le nouveau paramètre d'indice santé pour l'année 2009, dans le contexte de la suppression de l'indexation de 2.6% estimée lors de l'élaboration du budget 2009 initial, considérant que l'impact des économies préconisées (soit 21,7 millions €) complète l'effort prévu par la circulaire 01/2009 (passage de 2.6% d'inflation à 1.4%).

Concernant les Entreprises régionales, Services à gestion séparée et Organismes d'intérêt public de catégorie A, il était précisé que les projets de budgets seraient établis sous la forme parlementaire. Leur justification serait intégrée au programme justificatif concerné et présentée sous la forme parlementaire, complétée des notes complémentaires et commentaires qui permettent d'appréhender les propositions.

(1) Cfr. circulaire 01/2009 du 27 mars 2009.

Les budgets des O.I.P. concernés devaient être transmis au Parlement wallon dans les délais requis. A défaut, il est fait application de l'article 3,§7, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Les organes de gestion des organismes étaient en conséquence invités à introduire leurs propositions dans les délais fixés, de sorte que ces documents puissent être joints aux propositions des départements et annexés au budget général.

Compte tenu de l'évolution estimée de l'indice des prix et des prévisions du budget économique de janvier 2009, aucun dépassement de l'indice-pivot ne devrait intervenir en 2009.

A ce sujet, les propositions d'ajustement devaient être accompagnées des comptes 2008 (bilan, compte de résultats, compte d'exécution du budget).

Les organismes relevant du périmètre de consolidation publique au sens du SEC (S 13) devaient veiller à limiter le recours à l'emprunt et aux réserves au strict minimum afin de ne pas détériorer le solde financier de la Région.

Leur attention était attirée sur la vérification requise des codifications économiques utilisées dans ce cadre et la nécessité de fournir à l'appui des budgets dont question deux tableaux de synthèse dressant leur présentation selon la classification économique (cf. circulaire 95/02 du 18 mai 1995), respectivement sur quatre et deux positions.

Pour les autres organismes d'intérêts publics, il a été stipulé que les projets d'ajustements des budgets, ainsi que les justifications et commentaires utiles à leur examen qu'il est recommandé d'établir selon le modèle régional, seraient demandés par les Ministres de tutelle, et livrés à l'appui de leurs propositions.

Les organes de gestion des organismes étaient en conséquence invités à introduire leurs propositions dans les délais fixés, de sorte que ces documents puissent être joints à l'examen des propositions des départements, ou transmis par les cabinets concernés pour publication dans le fascicule distinct du Parlement wallon consacré aux Organismes régionaux d'intérêt public.

Concernant les programmes justificatifs, il a été prévu qu'ils seraient établis conformément aux modèles des documents déjà déposés pour l'exercice 2008 et vérifiés compte tenu des directives jointes en annexe de la circulaire.

Il a été rappelé que tout ajout ou modification au dispositif ou au tableau d'un décret fera l'objet d'une complète information présentée sous la forme parlementaire.

Concernant l'établissement des programmes justificatifs définitifs, considérant qu'ils relèvent respectivement de l'Ordonnateur concerné, et afin d'éviter toute équivoque à ce sujet, ils seront déposés par leurs Cabinets pour ce qui les concerne, dès après relecture par celui du Budget et ses services.

*

* *

IV. Travaux préparatoires

En suite des propositions réceptionnées, des rapports de l'Inspection des Finances et de la Division du Budget, le Gouvernement wallon a été saisi des propositions du Ministre chargé du Budget et en a approuvé le cadre budgétaire le 04 octobre 2009.

*

* *

V. Actualisation des recettes pour 2009

V. 1. Le dispositif

Hormis le tableau des recettes réestimant celles-ci pour l'année 2009, il est ajouté un article autorisant l'affectation à l'article 76.02 de la division 15 (Fonds en matière de politique foncière) des soldes de trésorerie de l'ex-OWDR.

V. 2. Les propositions d'ajustement

V. 2.1. Synthèse

Conformément aux termes des deux circulaires précitées, il a été procédé à une réestimation des recettes pour l'année 2009.

Globalement, la réévaluation des recettes entraîne une diminution de -425.347 milliers EUR, dont 0 Eur pour les crédits variables, par rapport aux prévisions initiales.

Titres	Nature	Recettes 2009 initiales	Réévaluation au 1F 2009	#
I	Courantes	6.212.151	5.840.143	-372.008
II	Capital	584.153	530.814	-53.339
III	Emprunt	-	-	-
Total général		6.796.304	6.370.957	-425.347
	dont cv	94.520	94.520	0

V. 2.2. Ventilation par Ministre-ordonnateur

Cette réestimation, ventilée par Ministre-ordonnateur (on comparera les dépenses ajustées 2009 dans les compétences des Ministres désignés suite aux élections de juin 2009 avec les dépenses à l'initial 2009 dans les mêmes compétences, quoique ces dernières aient été attribuées à un autre ou à plusieurs Ministres) et complémentairement commentée aux Programmes justificatifs, peut être résumée comme suit :

		2004	2005	2006	2007	2008	Budget 2009	ajustement	Budget ajusté
DEMOTTE	**Totaux**	**5.122**	**4.716**	**5.658**	**3.906**	**4.868**	**4.995**	**0**	**4.995**
	Dont CV	5.122	4.716	5.658	3.906	4.868	4.870	0	4.870
		0	0	0	0	0	125	0	125
NOLLET	**Totaux**	**40.657**	**42.639**	**56.424**	**68.473**	**34.511**	**49.581**	**-1.306**	**48.275**
	Dont CV	35.463	28.005	36.981	54.722	19.058	35.500	0	35.500
		5.194	14.634	19.442	14.021	15.453	14.081	-1.306	12.775
ANTOINE	**Totaux**	**5.351.227**	**5.281.349**	**5.6+30.961**	**5.972.129**	**6.117.931**	**6.473.533**	**-430388**	**6.043.145**
	Dont CV	9.291	1.440	427	543	0	0	0	0
		5.341.936	5.279.909	5.630.533	5.971.586	6.117.931	6.473.533	-430.388	6.043.145
MARCOURT	**Totaux**	**31.098**	**9.806**	**120.697**	**37.240**	**118.887**	**194.920**	5495	200.415
	Dont CV	5.000	5.000	5.000	6.000	5.000	0	0	0
		26.098	4.806	115.697	31.240	113.887	194.920	5.495	200.415
FURLAN	**Totaux**	**0**	**446**	**0**	**90**	**0**	**0**	0	0
	Dont CV	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	0	0
		0	**446**	**0**	**90**	**0**	**0**	0	0

TILLIEUX	**Totaux**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	40	40
	Dont CV	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	0	0
		0	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	40	40
HENRY	**Totaux**	**67.076**	**43.859**	**38.184**	**38.004**	**43.862**	**42.103**	687	42.790
	Dont CV	**66.287**	**43.209**	**37.683**	**37.623**	**41.876**	**41.923**	0	41.923
		790	**650**	**500**	**381**	**1.986**	**180**	6087	867
LUTGEN	**Totaux**	**33.598**	**45.737**	**41.283**	**44.679**	**38.640**	**31.297**	0	31.297
	Dont CV	**16.960**	**23.892**	**18.707**	**18.483**	**12.038**	**12.227**	0	12.227
		16.638	**21.845**	**22.576**	**26.195**	**26.601**	**19.070**	0	19.070
Total général		5.528.778	5.428.553	5.893.208	6.164.791	6.358.698	6.796.429	-425.472	6.370.957
Dont CV		138.122	106.263	104.457	121.277	82.841	94.520	0	94.520
		5.390.656	5.322.290	5.788.751	6.043.513	6.275.858	6.701.909	-425.472	6.276.437

Cette réestimation des recettes est en outre répartie par nature au tableau 1 de la page suivante.

TABLEAU I - RECETTES

(En milliers EUR)

	2004			2005			2006			2007			2008			2009
	Budget		Recettes imputées	Budget		Recettes imputées	Budget		Recettes imputées	Budget		Recettes imputées	Budget		Recettes imputées	Budget
	initial	ajusté		initial	ajusté		initial	ajusté		initial	ajusté		initial	ajusté		initial	ajusté 1er F
I. RECETTES COURANTES																	
- Recettes fiscales																	
Impôts régionaux																	
Taxe sur les jeux et paris	22.136	22.724	21.022	23.368	23.368	20.372	21.030	22.368	20.942	23.633	21.449	21.705	22.118	24.479	21.894	27.241	23.819
Taxe sur les appareils automatiques de divertissement	7.582	10.156	10.213	9.532	10.310	10.220	10.119	10.546	10.741	11.388	13.054	10.626	13.691	13.006	10.169	13.781	10.832
Taxe d'ouverture des débits de boissons fermentées	3.975	2.023	2.838	3.200	3.200	2.881	3.200	3.200	1.984	0	100	219	0	0	81	0	0
Précompte immobilier	26.922	26.073	25.073	27.246	25.577	24.704	26.344	25.726	26.654	27.179	27.527	27.186	28.515	28.080	28.311	28.066	29.462
Droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles	487.139	511.471	620.841	554.396	560.725	726.773	679.838	708.169	891.511	800.134	777.800	956.031	851.982	852.926	943.412	856.742	678.141
Droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque sur un bien immeuble situé en Belgique	51.889	62.657		66.383	66.383		88.014	93.439		100.668	84.578		93.363	85.359		79.394	72.828
Droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens	8.491	9.275		10.915	11.024		12.606	13.111		15.918	14.351		15.319	15.127		18.928	15.269
Droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles	15.283	14.974		25.919	28.735		30.795	63.060		116.947	111.889		79.921	77.556		68.281	54.399
Taxe de circulation sur les véhicules automobiles	317.147	318.119	309.966	329.308	326.482	338.072	348.674	356.757	332.930	366.818	361.638	366.291	376.537	370.497	363.922	391.055	391.130
Taxe de mise en circulation	66.809	60.469	62.000	65.549	67.508	66.360	73.185	73.192	71.702	80.094	77.889	81.675	83.259	91.983	81.241	97.537	78.011
Redevance radio et télévision	212.307	186.000	162.555	186.000	186.000	183.646	194.000	194.000	172.642	195.000	195.000	183.721	191.727	191.727	170.406	130.074	130.074
Eurovignette	22.410	21.915	25.729	22.837	22.837	43.256	49.649	40.023	33.481	36.440	33.600	35.968	37.810	37.562	17.314	40.734	41.808
Taxe sur la différence d'émission de CO2 par les véhicules automobiles mis en usage par une personne physique (Malus)													8.293	0		0	0
Intérêts et amendes sur impôts régionaux	3.337	10.459	11.040	12.357	12.065	16.143	14.066	15.884	15.617	16.563	14.865	18.178	17.905	17.575	16.998	16.602	17.974
Taxes et redevances perçues par la Région																	
Taxes sur les automates	6.872	6.872	8.688	6.872	6.872	5.949	6.000	6.000	5.807	6.000	6.000	5.944	6.000	6.000	5.514	5.000	5.000
Taxes sur les logements abandonnés	3.720	1.273	13	0	133	172	0	15	51	300	300	69	50	50	88	25	25
(Taxes sur les sites d'activité économique désaffectés)	0	0	0	0	0												
Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 25 juillet 1991 sur les déchets (imputation pour ordre pour compte de l'Office régional wallon des Déchets en 1992)	25.515	25.515	19.703	20.490	20.490	19.616	18.090	17.806	18.613	15.768	15.768	21.472	25.238	25.238	25.783	26.823	26.823
Taxes, redevances et contributions de prélèvement perçues en vertu du décret-programme 1997	67.108	67.108	46.399	17.290	17.290	23.442	15.000	15.000	18.685	15.000	15.000	16.055	13.800	13.800	15.744	14.800	14.800
Taxes et redevances perçues en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure d'octroi du permis d'environnement et du permis unique, aux délégations et aux mesures de police administrative	140	310	597	0	148	441	0	0	297	0	92	301	0	0	297	0	0
Taxes sur les sites d'activité économique désaffectés (recettes affectées au Fonds d'assainissement des sites d'activités économiques à réhabiliter et des sites d'assainissement prioritaire des paysages; allocation de base 01.01., division 15, prog 02)									29	389	389	45	100	100	115	100	100
Total des recettes fiscales	1.348.782	1.357.392	1.326.677	1.381.663	1.389.147	1.482.047	1.590.610	1.658.296	1.621.683	1.828.239	1.771.289	1.745.486	1.865.628	1.851.065	1.701.290	1.815.183	1.590.495
- Recettes non fiscales																	
Partie attribuée de l'impôt sur les personnes physiques, y compris calcul définitif exercice antérieur	2.808.543	2.867.016	2.867.016	3.018.567	2.996.250	2.996.365	3.115.170	3.068.734	3.069.176	3.314.503	3.319.739	3.314.503	3.345.259	3.373.716	3.420.857	3.566.182	3.383.464
Droits de tirage (Ministère de l'Emploi et du Travail - art. 35 de la loi de financement)	182.235	182.235	182.249	182.235	182.235	136.687	182.235	182.235	227.811	182.235	182.235	182.249	182.235	182.235	182.249	182.235	182.235
Moyens transférés par la Communauté française	271.237	270.612	270.612	278.368	278.414	278.415	290.340	287.856	287.857	291.007	289.580	289.580	302.306	309.623	309.609	336.600	312.337
Report de soldes antérieurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres recettes départementales	132.083	379.797	345.302	112.336	130.162	107.833	109.470	137.080	138.685	134.078	144.808	153.060	108.273	112.929	43.471	311.951	371.612
Total des recettes non fiscales	3.484.098	3.699.660	3.665.179	3.591.506	3.587.061	3.519.300	3.697.215	3.675.905	3.723.529	3.921.823	3.936.362	3.939.392	3.938.073	3.978.503	3.956.186	4.396.968	4.249.648
TOTAL DES RECETTES COURANTES (TITRE I)	4.832.880	5.057.052	4.991.856	4.973.168	4.976.208	5.001.347	5.287.825	5.334.201	5.345.212	5.750.062	5.707.651	5.684.878	5.803.701	5.829.568	5.657.476	6.212.151	5.840.143
II. RECETTES DE CAPITAL																	
- Recettes fiscales : impôts régionaux																	
Droits de succession et de mutation par décès	320.957	357.441	395.872	334.806	377.499	377.061	402.091	406.842	418.726	436.954	447.127	441.518	487.012	483.012	521.450	557.230	503.039
- Recettes diverses	62.125	61.442	22.888	18.043	42.293	44.884	106.989	107.813	120.038	16.025	16.622	29.524	107.304	108.385	8.138	26.923	27.775
TOTAL DES RECETTES DE CAPITAL (TITRE II)	383.082	418.883	418.760	352.849	419.792	421.945	509.080	514.655	538.764	452.979	463.749	471.042	594.316	591.397	529.588	584.153	530.814
III. TOTAL DES RECETTES COURANTES ET DE CAPITAL	5.215.962	5.475.935	5.410.616	5.326.017	5.396.000	5.423.292	5.796.905	5.848.856	5.883.976	6.203.041	6.171.400	6.155.920	6.398.017	6.420.965	6.187.064	6.796.304	6.370.957
IV. PRODUITS D'EMPRUNTS	0	0	110.105	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL GENERAL DES RECETTES	5.215.962	5.475.935	5.520.721	5.326.017	5.396.000	5.423.292	5.796.905	5.848.856	5.883.976	6.203.041	6.171.400	6.155.920	6.398.017	6.420.965	6.187.064	6.796.304	6.370.957

Pour mémoire, les recettes durant la législature précédente étaient utilisées de la manière suivante :

Ministre ordonnateur	Imputations trésorerie				
	2005	2006	2007	2008	Prévisions 2009
DEMOTTE					
Totaux	5.725	5.729	3.940	4.925	4.870
Dont CV	4.716	5.658	3.906	4.868	4.870
Hors CV	1.009	72	34	57	0
ANTOINE					
Totaux	26.109	24.297	44.727	17.329	17.811
Dont CV	23.607	22.020	41.907	12.944	16.200
Hors CV	2.502	2.277	2.520	4.384	1.611
DAERDEN					
Totaux	5.144.998	5.410.000	2.792.728	5.941.313	6.295.930
Dont CV	9.682	9.232	8.871	10.337	10.675
Hors CV	5.135.316	5.400.768	5.783858	5.930.977	6.285.255
Titre III	0	0	0		0
(Totaux hors titre III)	5.144.998	5.410.000	5.792.728	5.941.313	6.295.930
Dont CV	9.682	9.232	8.871	10.337	10.675
Hors CV	5.135.316	5.400.768	5.783.858	5.930.977	6.285.255
COURARD					
Totaux	13.032	18.394	12.967	13.833	13.250
Dont CV	0	0	0	0	0
Hors CV	13.032	18.394	12.967	13.833	13.250
MARCOURT					
Totaux	154.598	349.904	224.386	305.442	383.038
Dont CV	5.831	5.000	6000	5.000	0
Hors CV	148.767	344.904	224.386	300.442	383.038
SIMONET					
Totaux	4.880	15.561	12.950	6.458	19.500
Dont CV	4.550	15.319	12.911	6.350	19.500
Hors CV	330	242	39	108	0
TARABELLA					
Totaux	0	0	0	0	0
Dont CV	0	0	0	0	0
Hors CV	0	0	0	0	0
DONFUT					
Totaux	0	2	0		0
Dont CV	0	0	0		0
Hors CV	0	2	0		0
LUTGEN					
Totaux	69.529	60.088	64.521	**69.398**	61.905

Dont CV	48.195	37.967	38.812	43.341	43.275
Hors CV	21.333	22.120	25.710	26.057	18.630
TOTAUX	5.418.871	5.883.976	6.155.920	6.358.698	6.796.304
Dont CV	86.899	95.196	112.406	82.841	94.520
Hors CV	5.331.972	5.788.780	6.043.513	6.275.858	6.701.784
Titre III	0	0	0	0	0
Totaux hors titre III	5.418.871	5.883.976	6.155.920	6.358.698	6.796.304
dont CV	86.899	95.196	112.406	82.841	94.520
Hors CV	5.331.972	5.788.780	6.043.513	6.275.858	6.701.784

*

* *

VI. Actualisation des dépenses pour 2009

VI. 1. Le dispositif

Outre l'ajustement des crédits, divers compléments (ou modifications) sont proposés pour compléter le dispositif décrétal actuel, et justifiés -s'il échet- aux Programmes justificatifs concernés.

VI. 2. Les propositions d'ajustement

VI. 2. 1. Synthèse

Globalement, les propositions d'ajustement s'établissent comme suit, compte tenu de la réévaluation décrite ci-avant des recettes de l'exercice :

	Prop. 2009 ajusté			M A		M P	
	Crédits non dissociés	Crédits d'engage-ment	Crédits d'ordon-nancement	2009 Initial et a.r. / a.t.	# 2009 aj - 2009	2009 Initial et a.r. / a.t.	# 2009 aj - 2009
Totaux généraux	**3.760.974**	**4.113.436**	**3.715.356**	**7.763.328**	**7.874.410**	**7.373.320**	**7.476.330**
Dont programme d'investissement	69.089	307.080	289.347	396.262	376.169	362.777	358.436
Dont crédits variables	0	94.520	94.520	94.520	94.520	94.520	94.520
Solde des fonds organiques au 31 décembre	0	62.199	158.078	96.515	62.199	168.159	158.078
Hors crédits variables	3.760.974	4.018.916	3.620.836	7.668.808	7.779.890	7.278.800	7.381.810

VI. 2. 2. Ventilation par Ministre

Afin de faciliter l'appréhension des ajustements proposés avec les Programmes justificatifs -établis selon les compétences ministérielles dévolues-, ces propositions sont ventilées comme suit, par Membre du Gouvernement (on comparera les dépenses ajustées 2009 dans les compétences des Ministres désignés suite aux élections de juin 2009 avec les dépenses à l'initial 2009 dans les mêmes compétences, quoique ces dernières aient été attribuées à un autre ou à plusieurs Ministres). Les commentaires plus détaillés sont donc quant à eux livrés par programme et allocation ajustée, notamment, auxdits Programmes justificatifs.

Mi-		Prop. 2009aj			M A		M P	
Nistre Ordon - Nateur	L I B E L L E S	Crédits non dissociés	Crédits d'engage- ment	Crédits d'ordon- nancement	2009 Initial et a.r./ a.t.	2009 aj	2009 Initial et a.r./ a.t.	2009aj
DE	Totaux	**112.381**	**149.611**	**53.531**	**263.336**	**261.992**	**169.487**	**165.912**
	Dont programme d'investissement	—	410	410	410	410	410	410
	Dont crédits variables	—	4.870	4.870	4.870	4.870	4.870	4.870
	Solde des fonds organiques au 31 décembre	—	6.623	9.219	7.908	6.623	10.033	9.219
	Hors crédits variables	112.381	144.741	48.661	258.466	257.122	164.617	161.042
NO	Totaux	**775.627**	**629.373**	**525.370**	**1.277.488**	**1.405.000**	**1.180.099**	**1.300.997**
	Dont programme d'investissement	16.661	5.200	4.446	21.981	21.861	21.478	21.107
	Dont crédits variables	—	35.500	35.500	35.500	35.500	35.500	35.500
	Solde des fonds organiques au 31 décembre	—	17.977	63.738	45.068	17.977	88.491	63.738
	Hors crédits variables	775.627	593.873	489.870	1.241.988	1.369.500	1.144.599	1.265.497
AN	Totaux	**418.152**	**1.153.148**	**1.157.514**	**1.636.424**	**1.571.300**	**1.649.103**	**1.575.666**
	Dont programme d'investissement	20.300	—	—	21.500	20.300	21.500	20.300
	Dont crédits variables	—	—	—	—	—	—	—
	Solde des fonds organiques au 31 décembre	—	70	70	70	70	70	70
	Hors crédits variables	418.152	1.153.148	1.157.514	1.636.424	1.571.300	1.649.103	1.575.666
MA	Totaux	**87.081**	**652.725**	**630.378**	**704.498**	**739.806**	**666.718**	**717.459**
	Dont programme d'investissement	0	22.325	15.913	21.095	22.325	15.913	15.913
	Dont crédits variables	0	0	0	0	0	0	0
	Solde des fonds organiques au 31 décembre	0	5.101	5.101	6.101	5.101	6.101	5.101
	Hors crédits variables	87.081	652.725	630.378	704.498	739.806	666.718	717.459
FU	Totaux	**1.351.839**	**230.115**	**181.483**	**1.562.800**	**1.581.954**	**1.511.877**	**1.533.322**
	Dont programme d'investissement	0	65.276	49.690	69.172	65.276	52.828	49.690
	Dont crédits variables	0	0	0	0	0	0	0
	Solde des fonds organiques au 31 décembre	0	0	0	0	0	0	0
	Hors crédits variables	1.351.839	230.115	181.483	1.562.800	1.581.954	1.511.877	1.533.322
TI	Totaux	**789.292**	**69.862**	**62.549**	**863.634**	**859.154**	**857.146**	**851.841**
	Dont programme d'investissement	—	—	—	—	—	—	—
	Dont crédits variables	—	—	—	—	—	—	—
	Solde des fonds organiques au 31 décembre	—	—	—	—	—	—	—
	Hors crédits variables	789.292	69.862	62.549	863.634	859.154	857.146	851.841
HE	Totaux	**114.002**	**546.106**	**537.350**	**659.960**	**660.108**	**653.978**	**651.352**
	Dont programme d'investissement	32.128	42.804	47.249	73.957	74.932	**76.818**	**79.377**
	Dont crédits variables	—	41.923	41.923	41.923	41.923	**41.923**	**41.923**
	Solde des fonds organiques au 31 décembre	—	14.816	54.300	22.372	14.816	**35.343**	**54.300**
	Hors crédits variables	114.002	504.183	495.427	618.037	618.185	612.055	609.429

LU	Totaux	**112.600**	**682.496**	**567.181**	**795.188**	**795.096**	**684.912**	**679.781**
	Dont programme d'investissement	0	171.065	171.639	188.147	171.065	173.830	171.639
	Dont crédits variables	0	12.227	12.227	12.227	12.227	12.227	12.227
	Solde des fonds organiques au 31 décembre	0	17.612	25.650	14.996	17.612	28.121	25.650
	Hors crédits variables	112.600	670.269	554.954	782.961	782.869	672.685	667.554
	Totaux	**3.760.974**	**4.113.436**	**3.715.356**	**7.763.328**	**7.874.410**	**7.373.320**	**7.476.330**
	Dont programme d'investissement	69.089	307.080	289.347	396.262	376.169	362.777	358.436
	Dont crédits variables	0	94.520	94.520	94.520	94.520	94.520	94.520
	Solde des fonds organiques au 31 décembre	0	62.199	158.078	96.515	62.199	168.159	158.078
	Hors crédits variables	3.760.974	4.018.916	3.620.836	7.668.808	7.779.890	7.278.800	7.381.810

VII. Définition des nouveaux équilibres budgétaires

Compte tenu de leur actualisation, le montant total des recettes, hors produit d'emprunts, s'élèverait pour l'exercice 2009 à :

6.370.957 milliers EUR.

Compte tenu des dépenses ajustées, présentées ci-avant et qui évolueraient globalement quant à elles comme suit :

Crédits 2009 (y compris AR/AT)			Propositions d'ajustement			Crédits 2009 ajustés		
Sorte de Crédits	Crédits d'engage-ment	Crédits d'ordonnan-cement	Sorte de Crédits	Crédits d'engage-ment	Crédits d'ordonnan-cement	Sorte de Crédits	Crédits d'engage-ment	Crédits d'ordonnan-cement
CND	3.749.965.000	3.749.965.000	CND	+11.009.000	+11.009.000	CND	3..760.974.000	3.760.974.000
CD	3.918.843.000	3.528.835.000	CD	+100.073.000	+92.001.000	CD	4.018.916.000	3.620.836.000
CV	94.520.000	94.520.000	CV	0	0	CV	94.520.000	94.520.000

les moyens d'action et de paiement évolueraient donc, globalement, comme suit pour l'exercice 2009 :

Moyens d'actions et de paiements	Crédits initiaux 2009 (y compris AR/AT)		Variations		Crédits 2009 ajustés	
	MA	MP	MA	MP	MA	MP
Totaux	7.763.328	7.373.320	+111.082	+103.010	7.874.410	7.476.330
Dont programme d'investissement	391.875	381.115	-15.706	-22.679	376.169	358.436
Dont fonds organiques	94.520	94.520	0	0	94.520	94.520
Cofinancement européen	127.970	127.970	+258.559	+20.827	386.529	148.797
Totaux hors CV	7.668.808	7.278.800	+111.082	+103.010	7.779.890	7.381.810

Les tableaux II et III ci-après fixent en conséquence l'évolution actualisée 2004 à 2009, respectivement des moyens de payement et des moyens d'action des budgets de la Région, par programme d'activité.

TABLEAU II - MOYENS DE PAIEMENT

(En milliers EUR)

(en ce compris les fonds organiques)		*Moyens de paiement* (* : y compris sur crédits reportés)	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	*31.12.05**	*Ajusté*	*31.12.06**	*Ajusté*	*31.12.07**	*Ajusté 1er F*	*31.12.08**	*initial*	*Ajusté 1er F*
		I. DEPENSES COURANTES ET DE CAPITAL.										
		Division organique 01.										
		Parlement wallon.										
Programme	**01.00**	Dotation au Parlement wallon.	40.500	40.500	41.796	41.796	43.509	43.509	44.901	44.901	46.518	46.518
Programme	**01.01**	Dotation au service du médiateur de la Région wallonne	1.629	1.629	1.681	1.681	1.730	1.730	1.786	1.786	1.823	1.823
		Totaux pour la division organique 01.	42.129	42.129	43.477	43.477	45.239	45.239	46.687	46.687	48.341	48.341
		Division organiques 02 à 08.										
		Cabinets ministériels.										
Programmes	**02.**	Subsistance	27.719	26.139	28.170	26.552	28.694	27.145	29.343	29.325	30.104	27.765
		Totaux pour les divisions organiques 02 à 08.	27.719	26.139	28.170	26.552	28.694	27.145	29.343	29.325	30.104	27.765
		Division organique 09.										
		Services du Gouvernement wallon et organismes non rattachés aux divisions organiques.										
Programme	**09.01**	Conseil économique et social de la Région wallonne	4.267	4.217	4.401	4.386	4.513	4.513	4.640	4.640	4.818	4.818
Programme	**09.02**	Service social	2.935	2.799	3.009	3.090	3.026	827	3.087	3.087	3.251	3.229
Programme	**09.03**	Service d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets	4.270	3.960	1.660	1.439	1.700	1.092	1.778	1.778	1.817	3.017
Programme	**09.04**	Commissariat wallon EASI-WAL	289	249	2.770	1.236	3.433	1.795	2.523	2.438	3.959	3.559
Programme	**09.06**	Secrétariat du Gouvernement wallon		0	1.010	632	1.010	671	1.024	1.024	1.034	1.016
Programme	**09.07**	Collaborateurs des Ministres sortis de charge		0	1.034	829	1.048	964	1.254	1.254	725	725
Programme	**09.08**	Commissariat général au Tourisme *(ex programme 18.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	54.910	66.344
(Programme)	*(18 01)*	*(Tourisme)*	*(40.680)*	*(44.234)*	*(39.309)*	*(42.734)*	*(42.834)*	*(43.336)*	*(45.756)*	*(62.346)*		
Programme	**09.09**	Relations extérieures *(partim ex programme 16.02)*	—	—	—	—	—	—	—	—	21.883	23.306
(Programme)	*(16 02)*	*(Action, Promotion et Solidarité de la Région wallonne au niveau international.)*	*(17.161)*	*(16.469)*	*(18.237)*	*(15.739)*	*(17.969)*	*(14.684)*	*(18.773)*	*(19.175)*		
Programme	**09.10**	Commerce extérieur et investisseurs étrangers *(ex programmes 11.05 et 16.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	69.929	69.528
(Programme)	*(11 05)*	*(Promotion des investissements étrangers)*	*3.932*	*3.922*	*4.158*	*4.148*	*4.236*	*4.236*	*4.338*	*(4.338)*		
(Programme)	*(16 01)*	*(Commerce extérieur)*	*54.853*	*54.817*	*58.735*	*59.837*	*61.977*	*64.217*	*62.209*	*(62.209)*		
Programme	**09.11**	Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique *(ex programmes 10.04 et 10.09)*	—	—	—	—	—	—	—	—	5.191	5.145
(Programme)	*(10 04)*	*(Statistiques régionales)*	*(39)*	*(0)*	*(0)*	—	—	—	—	—		
(Programme)	*(10 09)*	*(Evaluation, Prospective et Statistique)*	*3.682*	*3.682*	*4.409*	*4.409*	*4.922*	*4.922*	*5.059*	*(5.059)*		
		Totaux pour la division organique 09.	—	—	—	—	—	—	—	—	167.517	180.687
		Division organique 10.										
		Secrétariat général										
Programme	**10.01**	Fonctionnel *(programme 09.05 et partim ex programmes 10.01 et 50.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	13.288	13.347
(Programme)	*(9 05)*	*(Cellule d'appui pour le plan stratégique 1 "Création d'activités")*	*(365)*	*(49)*	*(403)*	*(433)*	*(400)*	*(298)*	*(690)*	*(655)*	—	
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	*(220.046)*	*(210.656)*	*(225.758)*	*(215.341)*	*(241.748)*	*(222.498)*	*(252.899)*	*(250.611)*	—	
(Programme)	*50.01*	*(Gestion générale du personnel du Ministère)*	*(171.684)*	*(170.884)*	*(182.206)*	*(172.876)*	*(181.744)*	*(173.728)*	*(186.634)*	*(186.934)*	—	
Programme	**10.02**	Secrétariat général *(partim ex programme 10.12)*	—	—	—	—	—	—	—	—	5.645	645
(Programme)	*(10 12)*	*(Secrétariat général)*	*(1.555)*	*(1.298)*	*(1.617)*	*(1.363)*	*(1.073)*	*(1.097)*	*(1.094)*	*(1.167)*	—	
Programme	**10.03**	Service de la Présidence et Chancellerie *(partim ex programmes 10.02 et 16.02)*	—	—	—	—	—	—	—	—	20.509	21.219
(Programme)	*(10 02)*	*(Service de la Présidence et Chancellerie.)*	*(22.667)*	*(17.127)*	*(19.747)*	*(14.359)*	*(19.813)*	*(18.872)*	*(21.259)*	*(21.222)*	—	
(Programme)	*16.02*	*(Action, Promotion et Solidarité de la Région wallonne au niveau international).*	*(17.161)*	*(16.469)*	*(18.237)*	*(15.739)*	*(17.969)*	*(14.684)*	*(18.773)*	*(19.175)*	—	
Programme	**10.04**	Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels *(ex programme 11.07)*	—	—	—	—	—	—	—	—	1.558	1.649
(Programme)	*(11 07)*	*(Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels)*	*(3.946)*	*(2.720)*	*(1.972)*	*(1.828)*	*(2.369)*	*(514)*	*(3.206)*	*(3.206)*		
Programme	**10.05**	Audits *(partim ex programme 10.07)*	—	—	—	—	—	—	—	—	567	595
(Programme)	*(10 07)*	*(Budget)*	*(3.245)*	*(2.401)*	*(88.514)*	*(1.356)*	*(33.451)*	*(1.878)*	*(2.814)*	*(2.376)*	—	
Programme	**10.06**	Communication *(partim ex programmes 10.05 et 10.12)*	—	—	—	—	—	—	—	—	913	913
(Programme)	*(10 05)*	*(Direction juridique)*	*(0)*	*(0)*	—	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(10 12)*	*(Secrétariat général)*	*(1.555)*	*(1.298)*	*(1.617)*	*(1.363)*	*(1.073)*	*(1.097)*	*(1.094)*	*(1.167)*	—	
Programme	**10.07**	(Nouveau) Géomatique *(partim ex programme 53.03)*	—	—	—	—	—	—	—	—	6.584	6.413
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	*(29.444)*	*(21.865)*	*(32.754)*	*(37.342)*	*(25.841)*	*(25.385)*	*(38.332)*	*(24.993)*	—	
		Totaux pour la division organique 10.	—	—	—	—	—	—	—	—	49.064	44.781

(en ce compris les fonds organiques)		Moyens de paiement (* : y compris sur crédits reportés)	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	31.12.05*	Ajusté	31.12.06*	Ajusté	31.12.07*	Ajusté 1er F	31.12.08*	initial	Ajusté 1er F
		Division organique 11.										
		Personnel et affaires générales										
Programme	**11.01**	Fonctionnel *(partim ex programmes 10.01 et 50.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	13.176	15.243
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	*(220.046)*	*(210.656)*	*(225.758)*	*(215.341)*	*(241.748)*	*(222.498)*	*(252.899)*	*(250.611)*		
(Programme)	*50.01*	*(Gestion générale du personnel du Ministère)*	*(171.684)*	*(170.884)*	*(182.206)*	*(172.876)*	*(181.744)*	*(173.728)*	*(186.634)*	*(186.934)*		
Programme	**11.02**	Ressources humaines, gestion administrative et pécuniaire *(partim ex programmes 10.01, 10.06 et 50.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	71.248	63.163
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	*(220.046)*	*(210.656)*	*(225.758)*	*(215.341)*	*(241.748)*	*(222.498)*	*(252.899)*	*(250.611)*		
(Programme)	*(10 06)*	*(Fonction publique et Gestion des Ressources humaines)*	*(1.810)*	*(990)*	*(2.597)*	*(749)*	*(2.525)*	*(1.139)*	*(2.868)*	*(2.868)*		
(Programme)	*(50 01)*	*Gestion générale du personnel du Ministère*	*(171.684)*	*(170.884)*	*(182.206)*	*(172.876)*	*(181.744)*	*(173.728)*	*(186.634)*	*(186.934)*		
Programme	**11.04**	Affaires générales, recrutement, formation *(partim ex programmes 10.01, 10.06 et 50.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	4.406	4.406
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	*(220.046)*	*(210.656)*	*(225.758)*	*(215.341)*	*(241.748)*	*(222.498)*	*(252.899)*	*(250.611)*		
(Programme)	*(10 06)*	*(Fonction publique et Gestion des Ressources humaines)*	*(1.810)*	*(990)*	*(2.597)*	*(749)*	*(2.525)*	*(1.139)*	*(2.868)*	*(2.868)*		
(Programme)	*(50 01)*	*(Gestion générale du personnel du Ministère)*	*(171.684)*	*(170.884)*	*(182.206)*	*(172.876)*	*(181.744)*	*(173.728)*	*(186.634)*	*(186.934)*		
Programme	**11.06**	Affaires juridiques *(partim ex programme 10.12)*	—	—	—	—	—	—	—	—	107	107
(Programme)	*(10 12)*	*(Secrétariat général)*	*(1.555)*	*(1.298)*	*(1.617)*	*(1.363)*	*(1.073)*	*(1.097)*	*(1.094)*	*(1.167)*		
		Totaux pour la division organique 11.	—	—	—	—	—	—	—	—	88.937	82.919
		Division organique 12.										
		Budget, logistique et technologie de l'information et de la communication										
Programme	**12.01**	Fonctionnel *(partim ex programmes 10.01 et 50.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	23.198	32.234
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	*(220.046)*	*(210.656)*	*(225.758)*	*(215.341)*	*(241.748)*	*(222.498)*	*(252.899)*	*(250.611)*		
(Programme)	*50.01*	*(Gestion générale du personnel du Ministère)*	*(171.684)*	*(170.884)*	*(182.206)*	*(172.876)*	*(181.744)*	*(173.728)*	*(186.634)*	*(186.934)*		
Programme	**12.02**	Budget-Comptabilité-Trésorerie *(partim ex programmes 10.07 et 40.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	135.307	2.187
(Programme)	*(10 07)*	*(Budget)*	*(3.345)*	*(2.401)*	*(88.514)*	*(1.556)*	*(33.451)*	*(1.878)*	*(2.814)*	*(2.376)*		
(Programme)	*(40 01)*	*(Gestion du Trésor)*	*(716)*	*(809)*	*(1.158)*	*(517)*	*(795)*	*(904)*	*(832)*	*(634)*		
Programme	**12.05**	Gestion du Trésor *(partim ex programme 40.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	1.069	734
(Programme)	*(40 01)*	*(Gestion du Trésor)*	*(716)*	*(809)*	*(1.158)*	*(517)*	*(795)*	*(904)*	*(832)*	*(634)*		
Programme	**12.07**	Dettes et garanties										
Programme	**12.07**	Gestion du Trésor *(partim ex programmes 40.02, 40.03, 40.04 et 40.05)*	—	—	—	—	—	—	—	—	265.592	259.292
(Programme)	*(40 02)*	*(Dette directe)*	*(144.728)*	*(141.990)*	*(173.701)*	*(147.697)*	*(178.649)*	*(159.597)*	*(181.587)*	*(178.491)*		
(Programme)	*(40 03)*	*(Dette indirecte ou reprise par la Région)*	*(47.481)*	*(46.676)*	*(14.461)*	*(14.753)*	*(15.249)*	*(15.171)*	*(15.126)*	*(17.099)*		
(Programme)	*(40 04)*	*(Fodels)*	*(22.535)*	*(20.438)*	*(26.608)*	*(24.401)*	*(33.798)*	*(33.797)*	*(37.735)*	*(37.735)*		
(Programme)	*(40 05)*	*(Sociétés patrimoniales wallonnes)*	*(24.000)*	*(18.374)*	*(24.000)*	*(16.324)*	*(24.000)*	*(20.703)*	*(24.000)*	*(24.000)*		
Programme	**12.09**	Finance et Comptabilité *(ex programme 40.06)*	—	—	—	—	—	—	—	—	1.528	1.472
(Programme)	*(40 06)*	*(Finance et Comptabilité)*			*(910)*	*(483)*	*(1.032)*	*(814)*	*(1.170)*	*(1.125)*		
Programme	**12.11**	Fiscalité (ex programme 40.07)	—	—	—	—	—	—	—	—	49.932	73.825
(Programme)	(40 07)	(Fiscalité)	*(14.045)*	*(17.607)*	*(14.602)*	*(14.070)*	*(15.304)*	*(14.674)*	*(46.432)*	*(46.432)*		
Programme	**12.21**	Gestion informatique de la Région wallonne *(partim ex programmes 10.03, 50.06, 53.03 et 53.04)*	—	—	—	—	—	—	—	—	35.842	35.462
(Programme)	*(10 03)*	*(Informatique administrative)*	*(22.755)*	*(14.084)*	*(24.048)*	*(20.090)*	*(26.601)*	*(19.390)*	*(20.905)*	*(25.641)*		
(Programme)	*(50 06)*	*(Gestion informatique du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)*	*(9.754)*	*(10.061)*	*(10.196)*	*(10.239)*	*(10.736)*	*(10.262)*	*(10.567)*	*(10.567)*		
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	*(29.444)*	*(21.865)*	*(32.754)*	*(37.342)*	*(25.841)*	*(25.385)*	*(28.332)*	*(24.993)*		
(Programme)	*(53 04)*	*(Equipement du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)*	*(3.451)*	*(2.986)*	*(2.992)*	*(2.067)*	*(2.193)*	*(1.719)*	*(3.600)*	*(2.947)*		
Programme	**12.22**	Equipement et fournitures *(ex programme 50.05)*	—	—	—	—	—	—	—	—	16.204	16.019
(Programme)	*(50 05)*	*(Equipement et fournitures)*	*(8.886)*	*(8.122)*	*(8.263)*	*(8.109)*	*(8.309)*	*(7.208)*	*(7.948)*	*(7.948)*		
Programme	**12.23**	Gestion immobilière et bâtiments *(ex programme 50.03)*	—	—	—	—	—	—	—	—	37.181	36.974
(Programme)	*(50 03)*	*(Gestion immobilière et bâtiments)*	*(32.814)*	*(32.318)*	*(33.712)*	*(32.033)*	*(36.947)*	*(33.180)*	*(37.940)*	*(37.267)*		
Programme	**12.31**	Implantation immobilière *(ex programme 50.04)*	—	—	—	—	—	—	—	—	35.107	33.452
(Programme)	*(50 04)*	*I(mplantation immobilière)*	*(29.051)*	*(28.078)*	*(33.882)*	*(28.305)*	*(32.006)*	*(28.874)*	*(33.580)*	*(37.321)*		
		Totaux pour la division organique 12.	—	—	—	—	—	—	—	—	600.960	491.651

(en ce compris les fonds organiques)		Moyens de paiement (* : y compris sur crédits reportés)	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	31.12.05*	Ajusté	31.12.06*	Ajusté	31.12.07*	Ajusté 1er F	31.12.08*	Initial	Ajusté 1er F
		Division organique 13.										
		Routes et bâtiments										
Programme	13.01	Fonctionnel *(partim ex programmes 10.01 et 50.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	86.854	86.854
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	*(220.046)*	*(210.656)*	*(225.758)*	*(215.341)*	*(241.748)*	*(222.498)*	*(252.899)*	*(250.611)*		
(Programme)	*50.01*	*(Gestion générale du personnel du Ministère)*	*(171.684)*	*(170.884)*	*(182.206)*	*(172.876)*	*(181.744)*	*(173.728)*	*(186.634)*	*(186.934)*		
Programme	13.02	(Modifié) Réseau routier et autoroutier - Construction et entretien du réseau - partie génie civil *(partim ex programmes 50.02 et 51.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	252.657	273.015
(Programme)	*(50 02)*	*(Frais de fonctionnement et prestations de tiers)*	*(50.300)*	*(49.480)*	*(67.704)*	*(60.155)*	*(66.591)*	*(63.243)*	*(13.207)*	*(14.107)*		
(Programme)	*(51 01)*	*(Construction et entretien du réseau du réseau - partie génie civil)*	*(61.828)*	*(63.524)*	*(202.648)*	*(200.352)*	*(188.582)*	*(187.924)*	*(243.363)*	*(244.023)*		
Programme	13.03	(Modifié) Réseau routier et autoroutier de la Région - Construction et entretien du réseau - partie électromécanique *(partim ex programmes 51.02, 53.03 et 53.04)*	—	—	—	—	—	—	—	—	55.554	54.604
(Programme)	*(51 02)*	*(Construction et entretien du réseau - partie électromécanique)*	*(132.574)*	*(134.628)*	*(46.349)*	*(44.118)*	*(52.515)*	*(45.475)*	*(49.566)*	*(48.684)*		
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	*(29.444)*	*(21.865)*	*(32.754)*	*(37.342)*	*(25.841)*	*(25.385)*	*(28.332)*	*(24.993)*		
(Programme)	*(53 04)*	*(Equipement du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)*	*(3.451)*	*(2.986)*	*(2.992)*	*(2.067)*	*(2.193)*	*(1.719)*	*(3.600)*	*(2.947)*		
Programme	13.04	Développement des télécommunications - Routes *(partim ex programme 53.03)*	—	—	—	—	—	—	—	—	4.460	4.428
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	*(29.444)*	*(21.865)*	*(32.754)*	*(37.342)*	*(25.841)*	*(25.385)*	*(28.332)*	*(24.993)*		
Programme	13.11	Infrastructures sportives *(partim ex programme 14.05)*	—	—	—	—	—	—	—	—	33.293	40.683
(Programme)	*(14 05)*	*(Infrastructures sportives)*	*(29.408)*	*(27.772)*	*(24.435)*	*(24.269)*	*(30.038)*	*(30.094)*	*(32.401)*	*(35.844)*		
Programme	13.12	Travaux subsidiés *(partim ex programme 14.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	60.871	57.558
(Programme)	*(14 01)*	*(Affaires intérieures)*	*(1.229.664)*	*(1.245.509)*	*(1.284.922)*	*(1.248.706)*	*(1.321.028)*	*(1.329.321)*	*(1.364.342)*	*(1.399.837)*		
		Totaux pour la division organique 13.	—	—	—	—	—	—	—	—	493.689	517.142
		Division organique 14.										
		Mobilité et voies hydrauliques										
Programme	14.01	Fonctionnel *(partim ex programmes 10.01 et 50.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	70.130	70.239
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	*(220.046)*	*(210.656)*	*(225.758)*	*(215.341)*	*(241.748)*	*(222.498)*	*(252.899)*	*(250.611)*		
(Programme)	*50.01*	*(Gestion générale du personnel du Ministère)*	*(171.684)*	*(170.884)*	*(182.206)*	*(172.876)*	*(181.744)*	*(173.728)*	*(186.634)*	*(186.934)*		
Programme	14.02	Actions pour une mobilité conviviale et coordination des politiques de mobilité *(partim ex programmes 50.07 et 54.04)*	—	—	—	—	—	—	—	—	19.018	16.219
(Programme)	*(50 07)*	*(Observatoire de la mobilité)*	*(340)*	*(340)*	*(230)*	*(0)*	*(0)*	*(0)*	*(0)*	*(0)*		
(Programme)	*(54 04)*	*(Actions pour une mobilité conviviale et coordination des politiques de mobilité)*	*(11.036)*	*(7.984)*	*(15.519)*	*(12.059)*	*(13.524)*	*(8.705)*	*(16.280)*	*(14.128)*		
Programme	14.03	Transport urbain, interurbain et scolaire *(ex programme 54.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	437.776	442.679
(Programme)	*(54 01)*	*(Transport urbain, interurbain et scolaire)*	*(360.189)*	*(357.144)*	*(368.984)*	*(368.322)*	*(382.714)*	*(379.003)*	*(403.221)*	*(406.836)*		
Programme	14.04	Aéroports et aérodromes régionaux *(ex programme 54.02)*	—	—	—	—	—	—	—	—	80.734	79.453
(Programme)	*(54 02)*	*(Aéroports et aérodromes régionaux)*	*(65.500)*	*(64.290)*	*(75.337)*	*(70.289)*	*(82.155)*	*(81.697)*	*(81.829)*	*(81.829)*		
Programme	14.11	(Modifié) Voies hydrauliques de la Région - Construction et entretien du réseau - partie génie civil *(partim ex programmes 50.02 et 52.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	74.365	72.122
(Programme)	*(50 02)*	*(Frais de fonctionnement et prestations de tiers)*	*(50.300)*	*(49.480)*	*(67.704)*	*(60.155)*	*(66.591)*	*(63.243)*	*(13.207)*	*(14.107)*		
(Programme)	*(52 02)*	*(Construction et entretien du réseau - partie électromécanique)*	*(32.670)*	*(31.330)*	*(15.110)*	*(19.262)*	*(15.823)*	*(12.880)*	*(16.773)*	*(17.891)*		
Programme	14.12	(Modifié) Voies hydrauliques de la Région - Construction et entretien du réseau - partie électromécanique *(partim ex programmes 52.02, 53.03 et 53.04)*	—	—	—	—	—	—	—	—	17.737	18.718
(Programme)	*(52 02)*	*(Construction et entretien du réseau - partie électromécanique)*	*(32.670)*	*(31.330)*	*(15.110)*	*(19.262)*	*(15.823)*	*(12.880)*	*(16.773)*	*(73.736)*		
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	*(29.444)*	*(21.865)*	*(32.754)*	*(37.342)*	*(25.841)*	*(25.385)*	*(28.332)*	*(24.993)*		
(Programme)	*(53 04)*	*(Equipement du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)*	*(3.451)*	*(2.986)*	*(2.992)*	*(2.067)*	*(2.193)*	*(1.719)*	*(3.600)*	*(2.947)*		
Programme	14.13	Développement des télécommunications - Voies hydrauliques (partim ex programme 53.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	42	42
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	*(29.444)*	*(21.865)*	*(32.754)*	*(37.342)*	*(25.841)*	*(25.385)*	*(28.332)*	*(24.993)*		
		Totaux pour la division organique 14.	—	—	—	—	—	—	—	—	699.802	699.472
		Division organique 15.										
		Agriculture, ressources naturelles et environnement										
Programme	15.01	Fonctionnel *(partim ex programme 10.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	100.122	100.281
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	*(220.046)*	*(210.656)*	*(225.758)*	*(215.341)*	*(241.748)*	*(222.498)*	*(252.899)*	*(250.611)*		

(en ce compris les fonds organiques)		Moyens de paiement (* : y compris sur crédits reportés)	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	31.12.05*	Ajusté	31.12.06*	Ajusté	31.12.07*	Ajusté 1er F	31.12.08*	Initial	Ajusté 1er F
Programme	15.02	Coordination des politiques agricole et environnementale (partim ex programmes 13.01, 13.03, 13.05, 19.01 et 19.05)	—	—	—	—	—	—	—	—	11.825	15.309
(Programme)	(13 01)	(Nature, Forêt, Chasse-pêche)	(27.560)	(22.043)	(30.274)	(26.214)	(28.357)	(23.039)	(27.182)	(26.530)		
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	(80.764)	(77.071)	(89.872)	(88.826)	(88.283)	(82.137)	(99.157)	(97.799)		
(Programme)	(13 05)	(Eau (contrôle, gestion, production et protection))	(49.456)	(54.226)	(51.750)	(55.789)	(51.838)	(45.134)	(47.908)	(43.247)		
(Programme)	(19 01)	(Politique agricole)	(2.607)	(2.247)	(2.435)	(2.127)	(2.283)	(1.691)	(2.587)	(2.473)		
(Programme)	(19 05)	(Cofinancement européen)	(9.386)	(7.253)	(10.547)	(8.289)	(1.943)	(1.576)	(1.381)	(1.350)		
Programme	15.03	Recherche, Qualité, Développement et Vulgarisation (partim ex programmes 13.02, 13.03, 19.01, 19.03 et 19.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	83.754	83.477
(Programme)	(13 02)	(Centre de Recherche de la Nature, des Forêts et du Bois)	(585)	(2.342)	(665)	(595)	(714)	(650)	(747)	(747)		
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	(80.764)	(77.071)	(89.872)	(88.826)	(88.283)	(82.137)	(99.157)	(97.799)		
(Programme)	(19 01)	(Politique agricole)	(2.607)	(2.247)	(2.435)	(2.127)	(2.283)	(1.691)	(2.587)	(2.473)		
(Programme)	(19 03)	(Aides à l'agriculture)	(68.065)	(71.305)	(71.347)	(62.021)	(80.350)	(59.165)	(83.698)	(82.473)		
(Programme)	(19 04)	Recherche, Qualité, Développement	(45.663)	(41.677)	(46.379)	(40.467)	(48.516)	(43.001)	(49.212)	(52.195)		
Programme	15.04	Aides à l'Agriculture (partim ex programmes 13.05 et 19.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	89.316	83.799
(Programme)	(13 05)	(Eau (contrôle, gestion, production et protection))	(49.456)	(54.226)	(51.750)	(55.789)	(51.838)	(45.134)	(47.908)	(43.247)		
(Programme)	(19 03)	(Aides à l'agriculture)	(68.065)	(71.305)	(71.347)	(62.021)	(80.350)	(59.165)	(83.698)	(82.473)		
Programme	15.11	Nature, Forêt, Chasse-pêche (partim ex programme 13.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	22.634	21.923
(Programme)	(13 01)	(Nature, Forêt, Chasse-pêche)	(27.560)	(22.043)	(30.274)	(26.214)	(28.357)	(23.039)	(27.182)	(2.473)		
Programme	15.12	Espace rural et naturel (partim ex programmes 13.01, 13.03, 13.05 et 19.02)	—	—	—	—	—	—	—	—	46.197	41.083
(Programme)	(13 01)	(Nature, Forêt, Chasse-pêche)	(27.560)	(22.043)	(30.274)	(26.214)	(28.357)	(23.039)	(27.182)	(26.530)		
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	(80.764)	(77.071)	(89.872)	(88.826)	(88.283)	(82.137)	(99.157)	(97.799)		
(Programme)	(13 05)	(Eau (contrôle, gestion, production et protection))	(49.456)	(54.226)	(51.750)	(55.789)	(51.838)	(45.134)	(47.908)	(43.247)		
(Programme)	(19 01)	(Politique agricole)	(2.607)	(2.247)	(2.435)	(2.127)	(2.283)	(1.691)	(2.587)	(2.473)		
(Programme)	(19 02)	(Gestion de l'Espace rural)	(27.348)	(21.036)	(27.228)	(23.714)	(28.486)	(23.783)	(27.866)	(27.271)		
Programme	15.13	Prévention et Protection : Air, Eau, Sol (partim ex programmes 13.03, 13.04 et 13.05)	—	—	—	—	—	—	—	—	102.918	100.697
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	(80.764)	(77.071)	(89.872)	(88.826)	(88.283)	(82.137)	(99.157)	(97.799)		
(Programme)	(13 04)	Autorisations, Gestion de l'air, Ressources du sous-sol et Prévention des pollutions	(6.261)	(5.342)	(6.273)	(6.018)	(7.501)	(3.225)	(10.928)	(10.928)		
(Programme)	(13 05)	(Eau (contrôle, gestion, production et protection))	(49.456)	(54.226)	(51.750)	(55.789)	(51.838)	(45.134)	(47.908)	(43.247)		
Programme	15.14	Police et contrôle (partim ex programmes 13.03 et 13.06)	—	—	—	—	—	—	—	—	1.959	1.793
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	(80.764)	(77.071)	(89.872)	(88.826)	(88.283)	(82.137)	(99.157)	(97.799)		
(Programme)	(13 06)	(Contrôle des pollutions)	(991)	(874)	(875)	(896)	(890)	(857)	(1.305)	(1.305)		
		Totaux pour la division organique 15.	—	—	—	—	—	—	—	—	458.725	448.362
		Division organique 16.										
		Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie										
Programme	16.01	Fonctionnel (partim ex programme 10.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	41.698	42.032
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(210.656)	(225.758)	(215.341)	(241.748)	(222.498)	(252.899)	(250.611)		
Programme	16.02	Aménagement du territoire et urbanisme (ex programme 15.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	12.877	12.846
(Programme)	(15 01)	(Aménagement du territoire et urbanisme)	(11.477)	(6.520)	(11.267)	(9.770)	(14.283)	(8.679)	(13.403)	(13.043)		
Programme	16.03	Rénovation et revitalisation urbaine et sites d'activité économique désaffectés (ex programme 15.02)	—	—	—	—	—	—	—	—	44.129	52.922
(Programme)	(15 02)	(Rénovation et revitalisation urbaine et sites d'activité économique désaffectés)	(26.833)	(20.825)	(37.686)	(39.753)	(37.286)	(59.603)	(43.815)	(44.195)		
Programme	16.04	Recherches et Actions pour le développement territorial et le développement durable et leur intégration (ex programme 15.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	4.018	4.084
(Programme)	(15 03)	(Recherches et actions pour le développement territorial et le développement durable et leur intégration)	(4.933)	(4.348)	(4.450)	(4.128)	(4.580)	(3.593)	(4.121)	(4.025)		
Programme	16.11	Logement : secteur privé (ex programme 15.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	155.395	230.766
(Programme)	(15 04)	(Logement : secteur privé)	(109.405)	(109.142)	(113.819)	(115.779)	(120.946)	(114.805)	(147.921)	(143.964)		
Programme	16.12	Logement : secteur public (ex programme 15.05)	—	—	—	—	—	—	—	—	139.742	169.068
(Programme)	(15 05)	(Logement : secteur public)	(130.957)	(123.834)	(123.221)	(143.548)	(141.787)	(142.635)	(142.755)	(152.030)		
Programme	16.21	Monuments, sites et fouilles (ex programme 15.06)	—	—	—	—	—	—	—	—	39.390	41.557
(Programme)	(15 06)	(Monuments, sites et fouilles)	(38.845)	(35.774)	(36.885)	(36.975)	(39.829)	(35.260)	(39.430)	(39.875)		

(en ce compris les fonds organiques)		Moyens de paiement (* : y compris sur crédits reportés)	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	31.12.05*	Ajusté	31.12.06*	Ajusté	31.12.07*	Ajusté 1er F	31.12.08*	initial	Ajusté 1er F
Programme	16.31	Energie (ex programmes 12.01 et 12.06)	—	—	—	—	—	—	—	—	66.798	103.508
(Programme)	(12 01)	(Energie)	(26.169)	(24.294)	(25.403)	(23.196)	(28.312)	(25.508)	(33.294)	(70.441)		
(Programme)	(12 06)	(Organisation du marché intérieur de l'énergie)	(13.200)	(10.302)	(13.954)	(13.325)	(21.346)	(32.563)	(13.954)	(13.954)		
		Totaux pour la division organique 16.	—	—	—	—	—	—	—	—	504.047	656.783
		Division organique 17.										
		Pouvoir locaux, action sociale et santé										
Programme	17.01	Fonctionnel (partim ex programme 10.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	23.755	22.464
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(210.656)	(225.758)	(215.341)	(241.748)	(222.498)	(252.899)	(250.611)		
Programme	17.02	Affaires intérieures (partim ex programme 14.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	1.366.035	1.385.357
(Programme)	(14 01)	(Affaires intérieures)	(1.229.664)	(1.245.509)	(1.284.922)	(1.248.706)	(1.321.028)	(1.329.321)	(1.364.342)	(1.399.837)		
Programme	17.11	Politiques transversales dans le domaine socio-sanitaire (ex programme 17.02)	—	—	—	—	—	—	—	—	33.665	4.821
(Programme)	(17 02)	(Politiques transversales dans le domaine socio-sanitaire)	(1.020)	(725)	(4.180)	(744)	(3.650)	(740)	(9.188)	(1.669)		
Programme	17.12	Santé (ex programme 17.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	78.620	79.806
(Programme)	(17 01)	(Santé)	(63.568)	(61.081)	(50.762)	(47.952)	(56.979)	(53.108)	(68.699)	(75.282)		
Programme	17.13	Action sociale (ex programme 17.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	63.565	64.772
(Programme)	(17 03)	(Action sociale)	(51.277)	(45.008)	(49.577)	(45.106)	(52.943)	(47.923)	(57.597)	(58.109)		
Programme	17.14	Famille et Troisième âge (ex programme 17.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	178.261	182.063
(Programme)	(17 04)	(Famille et Troisième âge)	(139.929)	(135.310)	(150.328)	(145.172)	(153.686)	(147.770)	(163.235)	(174.187)		
Programme	17.15	Personnes handicapées (ex programme 17.06)	—	—	—	—	—	—	—	—	503.706	520.326
(Programme)	(17 06)	(Personnes handicapées)	(406.388)	(405.460)	(434.783)	(436.613)	(462.646)	(461.031)	(485.271)	(488.614)		
		Totaux pour la division organique 17.	—	—	—	—	—	—	—	—	2.247.607	2.259.609
		Division organique 18.										
		Entreprises, emploi et recherche										
Programme	18.01	Fonctionnel (partim ex programme 10.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	26.544	25.465
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(210.656)	(225.758)	(215.341)	(241.748)	(222.498)	(252.899)	(250.611)		
Programme	18.02	Expansion économique (ex programme 11.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	43.972	58.451
(Programme)	(11 01)	(Expansion économique)	(77.760)	(61.339)	(59.746)	(46.087)	(58.955)	(46.531)	(68.367)	(54.095)		
Programme	18.03	Restructuration et développement (ex programme 11.02)	—	—	—	—	—	—	—	—	228.933	288.004
(Programme)	(11 02)	(Restructuration et développement)	(53.450)	(55.547)	(110.316)	(120.914)	(52.390)	(95.343)	(96.830)	(141.041)		
Programme	18.04	Zonings (ex programme 11.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	30.539	53.737
(Programme)	(11 03)	(Zonings)	(29.090)	(21.947)	(28.859)	(30.288)	(36.593)	(43.304)	(39.347)	(42.260)		
Programme	18.05	Politique économique, coordination, réglementation, labels et information des aides (ex programme 11.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	13.362	14.845
(Programme)	(11 04)	(Politique économique, coordination, réglementation, labels et information des aides)	(3.157)	(1.924)	(4.541)	(5.066)	(11.103)	(8.727)	(12.737)	(13.717)		
Programme	18.06	P.M.E. et Classes moyennes (ex programme 11.06)	—	—	—	—	—	—	—	—	147.054	193.124
(Programme)	(11 06)	(P.M.E. et Classes moyennes)	(115.672)	(109.299)	(137.997)	(138.401)	(142.539)	(134.304)	(143.997)	(145.878)		
Programme	18.11	Promotion de l'Emploi (ex programme 11.08)	—	—	—	—	—	—	—	—	33.795	32.077
(Programme)	(11 08)	(Promotion de l'emploi)	(29.692)	(27.731)	(28.420)	(27.311)	(30.795)	(27.349)	(31.947)	(32.443)		
Programme	18.12	Forem (ex programme 11.09)	—	—	—	—	—	—	—	—	152.396	154.374
(Programme)	(11 09)	(Forem)	(125.889)	(126.721)	(136.159)	(133.371)	(149.237)	(142.337)	(149.005)	(146.464)		
Programme	18.13	Plan de résorption du chômage géré par l'administration, mais dont la prise en charge est assurée par l'intermédiaire du Forem (ex programme 11.10)	—	—	—	—	—	—	—	—	593.126	588.626
(Programme)	(11 10)	(Plan de résorption du chômage géré par l'administration, mais dont la prise en charge financière est assurée par l'intermédiaire du Forem)	(474.694)	(474.694)	(508.999)	(503.430)	(552.431)	(552.431)	(569.855)	(365.916)		
Programme	18.14	Plan de résorption du chômage géré directement par l'administration (ex programme 11.11)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0
(Programme)	(11 11)	(Plan de résorption du chômage géré directement par l'administration)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)		
Programme	18.15	Economie sociale (ex programme 11.12)	—	—	—	—	—	—	—	—	15.483	20.994
(Programme)	(11 12)	(Economie sociale)		(0)	(10.248)	(10.603)	(15.369)	(12.671)	(17.580)	(19.934)		
Programme	18.21	(Modifié) Formation professionnelle (ex programmes 11.13 et partim 11.14)	—	—	—	—	—	—	—	—	42.493	64.323
(Programme)	(11 13)	(Formation des salariés et appointés hors Forem)	(46.016)	(31.338)	(53.236)	(38.606)	(69.989)	(52.188)	(88.071)	(83.001)		
(Programme)	(11 14)	(Forem - Formation)	(122.547)	(122.547)	(135.128)	(135.128)	(149.836)	(164.905)	(168.013)	(170.833)		

(en ce compris les fonds organiques)		Moyens de paiement (* : y compris sur crédits reportés)	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	31.12.05*	Ajusté	31.12.06*	Ajusté	31.12.07*	Ajusté 1er F	31.12.08*	Initial	Ajusté 1er F
Programme	18.22	Forem - Formation *(ex programmes 11.14 et partim 11.13)*	—	—	—	—	—	—	—	—	212.667	209.504
(Programme)	*(11 13)*	*(Formation des salariés et appointés hors Forem)*	*(46.016)*	*(31.338)*	*(53.236)*	*(38.606)*	*(69.989)*	*(52.188)*	*(88.071)*	*(83.001)*		
(Programme)	*(11 14)*	*(Forem - Formation)*	*(122.547)*	*(122.547)*	*(135.128)*	*(135.128)*	*(149.836)*	*(164.905)*	*(168.013)*	*(170.833)*		
Programme	18.23	Formation agricole *(ex programme 11.15)*	—	—	—	—	—	—	—	—	1.208	1.177
(Programme)	*(11 15)*	*(Formation agricole)*	*(1.025)*	*(613)*	*(1.075)*	*(845)*	*(995)*	*(1.056)*	*(1.133)*	*(1.133)*		
Programme	18.24	(Modifié) IFAPME *(ex programme 11.16)*	—	—	—	—	—	—	—	—	50.916	50.592
(Programme)	*(11 16)*	*(Formation des indépendants)*	*(33.968)*	*(33.968)*	*(37.158)*	*(37.158)*	*(41.474)*	*(41.474)*	*(44.639)*	*(44.639)*		
Programme	18.25	Politiques croisées dans le cadre de la formation *(partim ex programmes 11.13, 11.16 et 53.03)*	—	—	—	—	—	—	—	—	19.567	19.214
(Programme)	*(11 13)*	*(Formation des salariés et appointés hors Forem)*	*(46.016)*	*(31.338)*	*(53.236)*	*(38.606)*	*(69.989)*	*(52.188)*	*(88.071)*	*(83.001)*		
(Programme)	*(11 16)*	*(Formation des indépendants)*	*(33.968)*	*(33.968)*	*(37.158)*	*(37.158)*	*(41.474)*	*(41.474)*	*(44.639)*	*(44.639)*		
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	*(29.444)*	*(21.865)*	*(32.754)*	*(37.342)*	*(25.841)*	*(25.385)*	*(28.332)*	*(24.993)*		
Programme	18.31	Recherche *(ex programme 12.02)*	—	—	—	—	—	—	—	—	93.764	109.492
(Programme)	*(12 02)*	*(Recherche)*	*(64.067)*	*(62.057)*	*(71.405)*	*(75.972)*	*(80.455)*	*(69.559)*	*(77.744)*	*(88.856)*		
Programme	18.32	Aides aux entreprises (Recherche et Technologie) *(ex programme 12.03)*	—	—	—	—	—	—	—	—	98.272	91.700
(Programme)	*(12 03)*	*(Aides aux entreprises)*	*(73.721)*	*(61.016)*	*(74.561)*	*(61.598)*	*(83.286)*	*(43.480)*	*(79.140)*	*(84.479)*		
Programme	18.33	Promotion, diffusion et valorisation de la Recherche *(ex programme 12.04)*	—	—	—	—	—	—	—	—	10.555	10.636
(Programme)	*(12 04)*	*(Promotion, diffusion et valorisation de la Recherche)*	*(9.342)*	*(9.398)*	*(9.474)*	*(9.167)*	*(9.800)*	*(9.782)*	*(10.568)*	*(10.568)*		
Programme	18.34	(Modifié) Fonds de la Recherche, du développement et de l'innovation *(ex programme 12.05)*	—	—	—	—	—	—	—	—	19.500	19.500
(Programme)	*(12 05)*	*(Fonds d'aide et d'interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies)*	*(9.000)*	*(4.985)*	*(9.500)*	*(8.176)*	*(9.500)*	*(6.361)*	*(9.500)*	*(9.500)*		
		Totaux pour la division organique 18.	—	—	—	—	—	—	—	—	1.834.146	2.005.835
		Division organique 19.										
		Fiscalité										
Programme	19.01	Fonctionnel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3.400
		Totaux pour la division organique 19.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3.400
		Division organique 30.										
		Provisions interdépartementales pour la programmation 2000 - 2006 des cofinancements européens										
Programme	30.01	Cofinancements européens du Ministre-Président	1.126		2.276	0	0	0	0	0	0	0
Programme	30.02	Cofinancements européens du Ministre chargé du Logement, des Transports et du Développement territorial	3.708		0	0	11.783	0	11.771	0	1.309	0
Programme	30.03	Cofinancements européens du Ministre chargé du Budget, des Finances et de l'Equipement	278		4.951	0	1.090	0	4.672	37	3.827	0
Programme	30.04	Cofinancements européens de la Ministre de la Formation	2.703		203	0	466	0	30	30	5.642	0
Programme	30.05	Cofinancements européens du Ministre chargé des Affaires intérieures et de la Fonction publique	1.077		1.504	0	1.551	0	2.891	0	3.788	0
Programme	30.06	Cofinancements européens de la Ministre chargée de la Recherche, des Technolgies nouvelles et des Relations extérieures	3.478		458	0	5.073	0	1.999	0	7.199	0
Programme	30.07	Cofinancements européens du Ministre chargé de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine	12.914		15	0	9.113	0	4.561	0	3.577	0
Programme	30.08	Cofinancements européens de la Ministre chargée de la Santé et de l'Action sociale	0		1	0	24	0	258	0	25	0
Programme	30.09	Cofinancements européens du Ministre chargé de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme	1.067		0	0	5.891	0	1.124	0	2.500	0
		Totaux pour la division organique 30.(hors amort.)	26.351	0	9.408	0	34.991	0	27.306	67	27.867	0
		Division organique 31.										
		Provision interdépartementale relative aux fonds d'impulsion économique et rural										
Programme	31.01	Fonds d'impulsion économique et rural	0	0	8.769	0	8.401	0	6.762	2008	21.411	0
Programme	31.02	"Pôles de compétitivité" - Actions prioritaires pour l'Avenir wallon		0	71.638	50.000	39.376	0	8.655	0	1.000	387
		Totaux pour la division organique 31	0	0	80.407	50.000	47.777	0	15.417	2008	22.411	387
		Division organique 32.										
		Provisions interdépartementales relatives aux fonds d'impulsion économique et rural										
Programme	32.01	Cofinancements européens 2007 - 2013				0	10.000	0	15.137	60	100.103	9.196
		Totaux pour la division organique 32				0	10.000	0	15.137	60	100.103	9.196

(en ce compris les fonds organiques)		*Moyens de paiement* (* : y compris sur crédits reportés)	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	*31.12.05**	*Ajusté*	*31.12.06**	*Ajusté*	*31.12.07**	*Ajusté 1er F*	*31.12.08**	*initial*	*Ajusté 1er F*
		Totaux dépenses courantes et de capital									7.373.320	7.476.330

TABLEAU III - MOYENS D'ACTION

(En milliers EUR)

(en ce compris les fonds organiques)		*Moyens d'action*	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	*31.12.05**	*Ajusté*	*31.12.06**	*Ajusté*	*31.12.07**	*Ajusté 1er F*	*31.12.08**	*initial*	*Ajusté 1er F*
		I. DEPENSES COURANTES ET DE CAPITAL.										
		Division organique 01.										
		Parlement wallon.										
Programme	**01.00**	Dotation au Parlement wallon.	40.500	40.500	41.796	41.796	43.509	43.509	44.901	44.901	46.518	46.518
Programme	**01.01**	Dotation au service du médiateur de la Région wallonne	1.629	1.629	1.681	1.681	1.730	1.730	1.786	1.786	1.823	1.823
		Totaux pour la division organique 01.	42.129	42.129	43.477	43.477	45.239	45.239	46.687	46.687	48.341	48.341
		Division organiques 02 à 08.										
		Cabinets ministériels.										
Programmes	**02.**	Subsistance	27.719	26.139	28.170	26.552	28.694	27.145	29.343	29.325	30.104	27.765
		Totaux pour les divisions organiques 02 à 08.	27.719	26.139	28.170	26.552	28.694	27.145	29.343	29.325	30.104	27.765
		Division organique 09.										
		Services du Gouvernement wallon et organismes non rattachés aux divisions organiques.										
Programme	**09.01**	Conseil économique et social de la Région wallonne	4.267	4.217	4.401	4.386	4.513	4.513	4.640	4.640	4.818	4.818
Programme	**09.02**	Service social	2.935	2.799	3.009	3.090	3.026	827	3.087	3.087	3.251	3.229
Programme	**09.03**	Service d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets	4.270	3.960	1.660	1.439	1.700	1.092	1.778	1.178	1.817	3.017
Programme	**09.04**	Commissariat wallon EASI-WAL	289	249	2.770	1.236	3.433	1.795	2.523	2.921	3.652	3.222
Programme	**09.06**	Secrétariat du Gouvernement wallon		0	1.010	632	1.010	671	1.024	1.024	1.034	1.016
Programme	**09.07**	Collaborateurs des Ministres sortis de charge		0	1.034	829	1.048	964	1.254	1.254	725	725
Programme	**09.08**	Commissariat général au Tourisme *(ex programme 18.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	54.910	60.868
(Programme)	*(18 01)*	*(Tourisme)*	*(40.680)*	*(44.234)*	*(39.309)*	*(42.734)*	*(42.834)*	*(43.336)*	*(45.756)*	*(95.149)*		
Programme	**09.09**	Relations extérieures *(partim ex programme 16.02)*	—	—	—	—	—	—	—	—	21.848	22.449
(Programme)	*(16 02)*	*(Action, Promotion et Solidarité de la Région wallonne au niveau international.)*	*(17.369)*	*(17.080)*	*(17.281)*	*(16.613)*	*(16.900)*	*(17.069)*	*(17.380)*	*(22.003)*		
Programme	**09.10**	Commerce extérieur et investisseurs étrangers *(ex programmes 11.05 et 16.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	69.929	69.528
(Programme)	*(11 05)*	*(Promotion des investissements étrangers)*	*(3.932)*	*(3.922)*	*(4.158)*	*(4.148)*	*(4.236)*	*(4.236)*	*(4.338)*	*(4.338)*		
(Programme)	*(16 01)*	*(Commerce extérieur)*	*(54.853)*	*(54.817)*	*(58.735)*	*(59.837)*	*(61.977)*	*(64.217)*	*(62.209)*	*(62.209)*		
Programme	**09.11**	Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique *(ex programmes 10.04 et 10.09)*	—	—	—	—	—	—	—	—	5.191	5.145
(Programme)	*(10 04)*	*(Statistiques régionales)*	*(39)*	*(0)*	*(0)*		*(0)*	*(0)*	*(0)*	*(0)*		
(Programme)	*(10 09)*	*(Evaluation, Prospective et Statistique)*	*(3.682)*	*(3.682)*	*(4.409)*	*(4.409)*	*(4.922)*	*(4.922)*	*(5.059)*	*(5.059)*		
		Totaux pour la division organique 09.	—	—	—	—	—	—	—	—	167.175	174.017
		Division organique 10.										
		Secrétariat général										
Programme	**10.01**	Fonctionnel *(programme 09.05 et partim ex programmes 10.01 et 50.01)*	—	—	—	—	—	—	—	—	13.288	13.347
(Programme)	*(9 05)*	*(Cellule d'appui pour le plan stratégique 1 "Création d'activités")*	*(365)*	*(186)*	*(403)*	*(332)*	*(400)*	*(372)*	*(690)*	*(655)*	—	
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	*(220.046)*	*(216.781)*	*(225.758)*	*(225.588)*	*(241.748)*	*(237.598)*	*(252.899)*	(250.611)	—	
(Programme)	*50.01*	*(Gestion générale du personnel du Ministère)*	*(171.684)*	*(174.935)*	*(182.206)*	*(182.045)*	*(181.744)*	*(179.445)*	*(186.634)*	*(186.934)*	—	
Programme	**10.02**	Secrétariat général *(partim ex programme 10.12)*	—	—	—	—	—	—	—	—	5.645	645
(Programme)	*(10 12)*	*(Secrétariat général)*	*(1.555)*	*(1.533)*	*(1.617)*	*(1.582)*	*(1.073)*	*(1.042)*	*(1.094)*	*(1.167)*	—	
Programme	**10.03**	Service de la Présidence et Chancellerie *(partim ex programmes 10.02 et 16.02)*	—	—	—	—	—	—	—	—	20.509	21.219
(Programme)	*(10 02)*	*(Service de la Présidence et Chancellerie.)*	*(22.066)*	*(18.779)*	*(19.410)*	*(13.984)*	*(19.813)*	*(18.252)*	*(21.259)*	(21.222)	—	
(Programme)	*(16 02)*	*(Action, Promotion et Solidarité de la Région wallonne au niveau international).*	*(17.369)*	*(17.080)*	*(17.281)*	*(16.613)*	*(16.900)*	*(17.069)*	*(17.380)*	*(22.003)*	—	
Programme	**10.04**	Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels *(ex programme 11.07)*	—	—	—	—	—	—	—	—	1.645	1.847
(Programme)	*(11 07)*	*(Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels)*	*(2.194)*	*(1.154)*	*(1.610)*	*(962)*	*(2.006)*	*(582)*	*(2.870)*	*(2.772)*		
Programme	**10.05**	Audits *(partim ex programme 10.07)*	—	—	—	—	—	—	—	—	509	502
(Programme)	*(10 07)*	*(Budget)*	*(3.245)*	*(2.383)*	*(88.514)*	*(2.079)*	*(33.601)*	*(2.192)*	*(2.764)*	*(2.326)*	—	

(en ce compris les fonds organiques)		Moyens d'action	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	31.12.05*	Ajusté	31.12.06*	Ajusté	31.12.07*	Ajusté 1er F	31.12.08*	initial	Ajusté 1er F
Programme	10.06	Communication (partim ex programmes 10.05 et 10.12)	—	—	—	—	—	—	—	—	913	913
(Programme)	(10 05)	(Direction juridique)	(0)	(0)							—	
(Programme)	(10 12)	(Secrétariat général)	(1.555)	(1.533)	(1.617)	(1.582)	(1.073)	(1.042)	(1.094)	(1.167)	—	
Programme	10.07	(Nouveau) Géomatique (partim ex programme 53.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	4.980	4.851
(Programme)	(53 03)	(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)	(25.946)	(25.025)	(26.380)	(25.744)	(26.057)	(24.238)	(24.634)	(22.420)	—	
		Totaux pour la division organique 10.	—	—	—	—	—	—	—	—	47.489	43.324
		Division organique 11.										
		Personnel et affaires générales										
Programme	11.01	Fonctionnel (partim ex programmes 10.01 et 50.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	13.176	15.243
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(216.781)	(225.758)	(225.588)	(241.748)	(237.598)	(252.899)	(250.611)		
(Programme)	50.01	(Gestion générale du personnel du Ministère)	(171.684)	(170.884)	(182.206)	(172.876)	(181.744)	(173.728)	(186.634)	(186.934)		
Programme	11.02	Ressources humaines, gestion administrative et pécuniaire (partim ex programmes 10.01, 10.06 et 50.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	71.248	63.163
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(216.781)	(225.758)	(225.588)	(241.748)	(237.598)	(252.899)	(186.234)		
(Programme)	(10 06)	(Fonction publique et Gestion des Ressources humaines)	(1.810)	(1.070)	(2.226)	(929)	(2.362)	(1.592)	(3.682)	(3.682)		
(Programme)	(50 01)	Gestion générale du personnel du Ministère	(171.684)	(174.935)	(182.206)	(182.045)	(181.744)	(179.445)	(186.634)	(186.934)		
Programme	11.04	Affaires générales, recrutement, formation (partim ex programmes 10.01, 10.06 et 50.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	4.718	4.718
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(216.781)	(225.758)	(225.588)	(241.748)	(237.598)	(252.899)	(186.234)		
(Programme)	(10 06)	(Fonction publique et Gestion des Ressources humaines)	(1.810)	(1.070)	(2.226)	(929)	(2.362)	(1.592)	(3.682)	(3.682)		
(Programme)	(50 01)	(Gestion générale du personnel du Ministère)	(171.684)	(174.935)	(182.206)	(182.045)	(181.744)	(179.445)	(186.634)	(186.934)		
Programme	11.06	Affaires juridiques (partim ex programme 10.12)	—	—	—	—	—	—	—	—	107	107
(Programme)	(10 12)	(Secrétariat général)	(1.555)	(1.533)	(1.617)	(1.582)	(1.073)	(1.042)	(1.094)	(1.167)		
		Totaux pour la division organique 11.	—	—	—	—	—	—	—	—	89.249	83.231
		Division organique 12.										
		Budget, logistique et technologie de l'information et de la communication										
Programme	12.01	Fonctionnel (partim ex programmes 10.01 et 50.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	23.198	32.234
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(216.781)	(225.758)	(225.588)	(241.748)	(237.598)	(252.899)	(250.611)		
(Programme)	50.01	(Gestion générale du personnel du Ministère)	(171.684)	(174.935)	(182.206)	(182.045)	(181.744)	(179.445)	(186.634)	(186.934)		
Programme	12.02	Budget-Comptabilité-Trésorerie (partim ex programmes 10.07 et 40.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	135.307	2.187
(Programme)	(10 07)	(Budget)	(3.245)	(2.583)	(88.514)	(2.079)	(33.601)	(2.192)	(2.764)	(2.326)		
(Programme)	(40 01)	(Gestion du Trésor)	(716)	(533)	(1.158)	(1.076)	(795)	(320)	(1.582)	(1.384)		
Programme	12.05	Gestion du Trésor (partim ex programme 40.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	1.669	1.534
(Programme)	(40 01)	(Gestion du Trésor)	(716)	(533)	(1.158)	(1.076)	(795)	(320)	(1.582)	(1.384)		
Programme	12.07	Dettes et garanties										
Programme	12.07	Gestion du Trésor (partim ex programmes 40.02, 40.03,40.04 et 40.05)	—	—	—	—	—	—	—	—	265.592	259.292
(Programme)	(40 02)	(Dette directe)	(144.728)	(142.040)	(173.701)	(147.722)	(178.649)	(159.575)	(181.587)	(178.491)		
(Programme)	(40 03)	(Dette indirecte ou reprise par la Région)	(47.481)	(46.604)	(14.461)	(14.753)	(15.249)	(15.171)	(15.126)	(17.099)		
(Programme)	(40 04)	(Fadels)	(47.481)	(46.604)	(14.461)	(14.753)	(15.249)	(15.171)	(15.126)	(37.735)		
(Programme)	(40 05)	(Sociétés patrimoniales wallonnes)	(22.535)	(20.438)	(26.608)	(24.401)	(33.798)	(33.797)	(37.735)	(24.000)		
Programme	12.09	Finance et Comptabilité (ex programme 40.06)	—	—	—	—	—	—	—	—	1.528	1.472
(Programme)	(40 06)	(Finance et Comptabilité)			(910)	(603)	(1.032)	(854)	(1.170)	(1.125)		
Programme	12.11	Fiscalité (ex programme 40.07)	—	—	—	—	—	—	—	—	49.932	73.825
(Programme)	(40 07)	(Fiscalité)	(14.045)	(13.529)	(14.602)	(14.137)	(15.304)	(14.779)	(46.432)	(46.432)		
Programme	12.21	Gestion informatique de la Région wallonne (partim ex programmes 10.03, 50.06, 53.03 et 53.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	32.696	32.346
(Programme)	(10 03)	(Informatique administrative)	(20.369)	(21.400)	(21.715)	(22.223)	(23.039)	(23.340)	(15.922)	(25.414)		
(Programme)	(50 06)	(Gestion informatique du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)	(9.387)	(9.741)	(10.034)	(10.642)	(10.686)	(11.306)	(10.567)	(10.567)		
(Programme)	(53 03)	(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)	(25.946)	(25.025)	(26.380)	(25.744)	(26.057)	(24.238)	(24.634)	(22.420)		
(Programme)	(53 04)	(Equipement du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)	(3.160)	(2.900)	(2.526)	(1.963)	(2.164)	(1.400)	(3.691)	(3.538)		

(en ce compris les fonds organiques)		Moyens d'action	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	31.12.05*	Ajusté	31.12.06*	Ajusté	31.12.07*	Ajusté 1er F	31.12.08*	initial	Ajusté 1er F
Programme	12.22	Equipement et fournitures (ex programme 50.05)	—	—	—	—	—	—	—	—	16.204	16.019
(Programme)	(50 05)	(Equipement et fournitures)	(8.886)	(8.847)	(8.263)	(8.263)	(8.309)	(7.910)	(7.948)	(7.948)		
Programme	12.23	Gestion immobilière et bâtiments (ex programme 50.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	37.181	37.002
(Programme)	(50 03)	(Gestion immobilière et bâtiments)	(32.814)	(32.276)	(33.713)	(34.248)	(36.947)	(35.233)	(37.940)	(37.267)		
Programme	12.31	Implantation immobilière (ex programme 50.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	32.883	32.608
(Programme)	(50 04)	(Implantation immobilière)	(28.821)	(27.499)	(31.615)	(29.476)	(30.517)	(28.917)	(31.761)	(35.502)		
		Totaux pour la division organique 12.	—	—	—	—	—	—	—	—	596.190	488.519
		Division organique 13.										
		Routes et bâtiments										
Programme	13.01	Fonctionnel (partim ex programmes 10.01 et 50.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	86.854	86.854
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(216.781)	(225.758)	(225.588)	(241.748)	(237.598)	(252.899)	(250.611)		
(Programme)	50.01	(Gestion générale du personnel du Ministère)	(171.684)	(174.935)	(182.206)	(182.045)	(181.744)	(179.445)	(186.634)	(186.934)		
Programme	13.02	(Modifié) Réseau routier et autoroutier - Construction et entretien du réseau - partie génie civil (partim ex programmes 50.02 et 51.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	252.657	280.671
(Programme)	(50 02)	(Frais de fonctionnement et prestations de tiers)	(50.300)	(50.219)	(67.704)	(68.958)	(66.591)	(65.588)	(13.207)	(13.507)		
(Programme)	(51 01)	(Construction et entretien du réseau du réseau - partie génie civil)	(60.927)	(61.482)	(196.881)	(193.715)	(187.759)	(185.228)	(235.293)	(235.293)		
Programme	13.03	(Modifié) Réseau routier et autoroutier de la Région - Construction et entretien du réseau - partie électromécanique (partim ex programmes 51.02, 53.03 et 53.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	55.554	50.704
(Programme)	(51 02)	(Construction et entretien du réseau - partie électromécanique)	(140.075)	(139.019)	(44.968)	(42.825)	(49.534)	(48.895)	(49.534)	(49.407)		
(Programme)	(53 03)	(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)	(25.946)	(25.025)	(26.380)	(25.744)	(26.057)	(24.238)	(24.634)	(22.420)		
(Programme)	(53 04)	(Equipement du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)	(3.160)	(2.900)	(2.526)	(1.963)	(2.164)	(1.400)	(3.691)	(3.538)		
Programme	13.04	Développement des télécommunications - Routes (partim ex programme 53.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	4.460	4.523
(Programme)	(53 03)	(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)	(25.946)	(25.025)	(26.380)	(25.744)	(26.057)	(24.238)	(24.634)	(22.420)		
Programme	13.11	Infrastructures sportives (partim ex programme 14.05)	—	—	—	—	—	—	—	—	35.124	41.579
(Programme)	(14 05)	(Infrastructures sportives)	(31.339)	(29.824)	(26.222)	(26.230)	(31.966)	(31.939)	(34.412)	(37.792)		
Programme	13.12	Travaux subsidiés (partim ex programme 14.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	74.352	70.933
(Programme)	(14 01)	(Affaires intérieures)	(1.251.172)	(1.250.640)	(1.297.713)	(1.300.972)	(1.335.340)	(1.326.063)	(1.379.409)	(1.456.288)		
		Totaux pour la division organique 13.	—	—	—	—	—	—	—	—	509.001	535.264
		Division organique 14.										
		Mobilité et voies hydrauliques										
Programme	14.01	Fonctionnel (partim ex programmes 10.01 et 50.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	70.130	70.468
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(216.781)	(225.758)	(225.588)	(241.748)	(237.598)	(252.899)	(250.611)		
(Programme)	50.01	(Gestion générale du personnel du Ministère)	(171.684)	(174.935)	(182.206)	(182.045)	(181.744)	(179.445)	(186.634)	(186.934)		
Programme	14.02	Actions pour une mobilité conviviale et coordination des politiques de mobilité (partim ex programmes 50.07 et 54.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	19.003	18.192
(Programme)	(50 07)	(Observatoire de la mobilité)	(140)	(140)	(230)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)		
(Programme)	(54 04)	(Actions pour une mobilité conviviale et coordination des politiques de mobilité)	(10.936)	(11.009)	(12.034)	(10.817)	(13.096)	(12.304)	(13.572)	(14.315)		
Programme	14.03	Transport urbain, interurbain et scolaire (ex programme 54.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	437.776	440.868
(Programme)	(54 01)	(Transport urbain, interurbain et scolaire)	(362.072)	(359.794)	(372.800)	(374.499)	(384.399)	(383.393)	(401.320)	(404.515)		
Programme	14.04	Aéroports et aérodromes régionaux (ex programme 54.02)	—	—	—	—	—	—	—	—	80.534	79.334
(Programme)	(54 02)	(Aéroports et aérodromes régionaux)	(65.107)	(64.549)	(75.431)	(74.933)	(75.881)	(75.821)	(77.064)	(75.905)		
Programme	14.11	(Modifié) Voies hydrauliques de la Région - Construction et entretien du réseau - partie génie civil (partim ex programmes 50.02 et 52.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	78.586	114.172
(Programme)	(50 02)	(Frais de fonctionnement et prestations de tiers)	(50.300)	(50.219)	(67.704)	(68.958)	(66.591)	(65.588)	(13.207)	(37.207)		
(Programme)	(52 02)	(Construction et entretien du réseau - partie électromécanique)	(39.219)	(28.956)	(16.869)	(18.728)	(16.786)	(17.143)	(18.581)	(13.507)		
Programme	14.12	(Modifié) Voies hydrauliques de la Région - Construction et entretien du réseau - partie électromécanique (partim ex programmes 52.02, 53.03 et 53.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	19.468	19.443
(Programme)	(52 02)	(Construction et entretien du réseau - partie électromécanique)	(39.219)	(28.956)	(16.869)	(18.728)	(16.786)	(17.143)	(18.581)	(13.507)		
(Programme)	(53 03)	(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)	(25.946)	(25.025)	(26.380)	(25.744)	(26.057)	(24.238)	(24.634)	(22.420)		

(en ce compris les fonds organiques)		Moyens d'action	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	31.12.05*	Ajusté	31.12.06*	Ajusté	31.12.07*	Ajusté 1er F	31.12.08*	initial	Ajusté 1er F
(Programme)	(53 04)	(Equipement du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)	(3.160)	(2.900)	(2.526)	(1.963)	(2.164)	(1.400)	(3.691)	(3.538)		
Programme	14.13	Développement des télécommunications - Voies hydrauliques (partim ex programme 53.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	42	42
(Programme)	(53 03)	(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)	(25.946)	(25.025)	(26.380)	(25.744)	(26.057)	(24.238)	(24.634)	(22.420)		
		Totaux pour la division organique 14.	—	—	—	—	—	—	—	—	705.539	742.519
		Division organique 15.										
		Agriculture, ressources naturelles et environnement										
Programme	15.01	Fonctionnel (partim ex programme 10.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	100.022	100.181
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(216.781)	(225.758)	(225.588)	(241.748)	(237.598)	(252.899)	(250.611)		
Programme	15.02	Coordination des politiques agricole et environnementale (partim ex programmes 13.01, 13.03, 13.05, 19.01 et 19.05)	—	—	—	—	—	—	—	—	13.673	85.160
(Programme)	(13 01)	(Nature, Forêt, Chasse-pêche)	(26.715)	(25.148)	(25.796)	(24.281)	(25.835)	(24.353)	(27.943)	(27.773)		
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	(88.180)	(96.112)	(80.593)	(81.782)	(80.720)	(83.439)	(95.692)	(94.741)		
(Programme)	(13 05)	(Eau (contrôle, gestion, production et protection))	(47.612)	(49.780)	(44.529)	(49.160)	(46.142)	(41.842)	(50.265)	(42.196)		
(Programme)	(19 01)	(Politique agricole)	(2.603)	(2.012)	(2.305)	(1.904)	(2.244)	(1.831)	(4.517)	(4.346)		
(Programme)	(19 05)	(Cofinancement européen)	(1.549)	(1.759)	(362)	(386)	(759)	(510)	(39)	(724)		
Programme	15.03	Recherche, Qualité, Développement et Vulgarisation (partim ex programmes 13.02, 13.03, 19.01, 19.03 et 19.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	85.310	82.669
(Programme)	(13 02)	(Centre de Recherche de la Nature, des Forêts et du Bois)	(585)	(585)	(625)	(625)	(714)	(713)	(747)	(747)		
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	(88.180)	(96.112)	(80.593)	(81.782)	(80.720)	(83.439)	(95.692)	(94.741)		
(Programme)	(19 01)	(Politique agricole)	(2.603)	(2.012)	(2.305)	(1.904)	(2.244)	(1.831)	(4.517)	(4.346)		
(Programme)	(19 03)	(Aides à l'agriculture)	(69.094)	(67.840)	(72.790)	(71.159)	(79.013)	(74.679)	(73.997)	(75.088)		
(Programme)	(19 04)	Recherche, Qualité, Développement	(44.799)	(43.339)	(45.441)	(44.083)	(46.393)	(45.510)	(48.229)	(51.185)		
Programme	15.04	Aides à l'Agriculture (partim ex programmes 13.05 et 19.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	70.719	76.031
(Programme)	(13 05)	(Eau (contrôle, gestion, production et protection))	(47.612)	(49.780)	(44.529)	(49.160)	(46.142)	(41.842)	(50.265)	(42.196)		
(Programme)	(19 03)	(Aides à l'agriculture)	(69.094)	(67.840)	(72.790)	(71.159)	(79.013)	(74.679)	(73.997)	(75.088)		
Programme	15.11	Nature, Forêt, Chasse-pêche (partim ex programme 13.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	21.806	19.868
(Programme)	(13 01)	(Nature, Forêt, Chasse-pêche)	(26.715)	(25.148)	(25.796)	(24.281)	(25.835)	(24.353)	(27.943)	(27.773)		
Programme	15.12	Espace rural et naturel (partim ex programmes 13.01, 13.03, 13.05 et 19.02)	—	—	—	—	—	—	—	—	54.977	52.400
(Programme)	(13 01)	(Nature, Forêt, Chasse-pêche)	(26.715)	(25.148)	(25.796)	(24.281)	(25.835)	(24.353)	(27.943)	(27.773)		
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	(88.180)	(96.112)	(80.593)	(81.782)	(80.720)	(83.439)	(95.692)	(94.741)		
(Programme)	(13 05)	(Eau (contrôle, gestion, production et protection))	(47.612)	(49.780)	(44.529)	(49.160)	(46.142)	(41.842)	(50.265)	(42.196)		
(Programme)	(19 01)	(Politique agricole)	(2.603)	(2.012)	(2.305)	(1.904)	(2.244)	(1.831)	(4.517)	(4.346)		
(Programme)	(19 02)	(Gestion de l'Espace rural)	(32.006)	(24.436)	(26.920)	(24.043)	(26.491)	(25.534)	(31.641)	(31.046)		
Programme	15.13	Prévention et Protection : Air, Eau, Sol (partim ex programmes 13.03, 13.04 et 13.05)	—	—	—	—	—	—	—	—	102.208	99.927
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	(88.180)	(96.112)	(80.593)	(81.782)	(80.720)	(83.439)	(95.692)	(94.741)		
(Programme)	(13 04)	Autorisations, Gestion de l'air, Ressources du sous-sol et Prévention des pollutions	(5.411)	(5.331)	(5.423)	(5.119)	(6.701)	(6.267)	(11.828)	(11.828)		
(Programme)	(13 05)	(Eau (contrôle, gestion, production et protection))	(47.612)	(49.780)	(44.529)	(49.160)	(46.142)	(41.842)	(50.265)	(42.196)		
Programme	15.14	Police et contrôle (partim ex programmes 13.03 et 13.06)	—	—	—	—	—	—	—	—	1.784	1.618
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	(88.180)	(96.112)	(80.593)	(81.782)	(80.720)	(83.439)	(95.692)	(94.741)		
(Programme)	(13 06)	(Contrôle des pollutions)	(1.030)	(678)	(1.900)	(1.800)	(725)	(546)	(1.140)	(1.140)		
(Programme)	(13 09)	(Prévention des pollutions)		(0)								
(Programme)	(13 10)	(Chasse, pêche et pisciculture)		(0)								
		Totaux pour la division organique 15.	—	—	—	—	—	—	—	—	450.499	517.854
		Division organique 16.										
		Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie										
Programme	16.01	Fonctionnel (partim ex programme 10.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	41.698	42.032
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(216.781)	(225.758)	(225.588)	(241.748)	(237.598)	(252.899)	(250.611)		
Programme	16.02	Aménagement du territoire et urbanisme (ex programme 15.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	13.335	14.504

(en ce compris les fonds organiques)		Moyens d'action	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	31.12.05*	Ajusté	31.12.06*	Ajusté	31.12.07*	Ajusté 1er F	31.12.08*	initial	Ajusté 1er F
(Programme)	(15 01)	(Aménagement du territoire et urbanisme)	(13.169)	(10.281)	(12.129)	(9.253)	(14.838)	(12.359)	(13.460)	(12.974)		
Programme	16.03	Rénovation et revitalisation urbaine et sites d'activité économique désaffectés (ex programme 15.02)	—	—	—	—	—	—	—	—	38.892	99.987
(Programme)	(15 02)	(Rénovation et revitalisation urbaine et sites d'activité économique désaffectés).	(42.957)	(43.466)	(41.807)	(43.597)	(43.263)	(63.328)	(47.896)	(45.746)		
Programme	16.04	Recherches et Actions pour le développement territorial et le développement durable et leur intégration (ex programme 15.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	4.130	3.789
(Programme)	(15 03)	(Recherches et actions pour le développement territorial et le développement durable et leur intégration)	(4.925)	(4.562)	(3.870)	(3.779)	(4.010)	(3.921)	(4.265)	(4.313)		
Programme	16.11	Logement : secteur privé (ex programme 15.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	155.910	228.213
(Programme)	(15 04)	(Logement : secteur privé)	(104.407)	(104.376)	(112.750)	(114.301)	(118.092)	(118.507)	(147.363)	(143.470)		
Programme	16.12	Logement : secteur public (ex programme 15.05)	—	—	—	—	—	—	—	—	148.495	185.790
(Programme)	(15 05)	(Logement : secteur public)	(137.307)	(137.281)	(124.571)	(122.587)	(148.980)	(148.353)	(149.695)	(162.202)		
Programme	16.21	Monuments, sites et fouilles (ex programme 15.06)	—	—	—	—	—	—	—	—	41.755	40.949
(Programme)	(15 06)	(Monuments, sites et fouilles)	(36.788)	(33.602)	(37.606)	(36.295)	(40.030)	(39.185)	(43.714)	(61.272)		
Programme	16.31	Energie (ex programmes 12.01 et 12.06)	—	—	—	—	—	—	—	—	63.932	107.820
(Programme)	(12 01)	(Energie)	(20.462)	(20.233)	(24.712)	(24.241)	(26.974)	(27.472)	(36.574)	(75.690)		
(Programme)	(12 06)	(Organisation du marché intérieur de l'énergie)	(13.200)	(19.324)	(13.954)	(23.121)	(21.346)	(38.790)	(13.954)	(13.954)		
		Totaux pour la division organique 16.	—	—	—	—	—	—	—	—	508.147	723.084
		Division organique 17.										
		Pouvoirs locaux, action sociale et santé										
Programme	17.01	Fonctionnel (partim ex programme 10.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	23.755	23.448
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(216.781)	(225.758)	(225.588)	(241.748)	(237.598)	(252.899)	(250.611)		
Programme	17.02	Affaires intérieures (partim ex programme 14.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	1.367.488	1.386.505
(Programme)	(14 01)	(Affaires intérieures)	(1.251.172)	(1.250.640)	(1.297.713)	(1.300.972)	(1.335.340)	(1.326.063)	(1.379.409)	(1.456.288)		
Programme	17.11	Politiques transversales dans le domaine socio-sanitaire (ex programme 17.02)	—	—	—	—	—	—	—	—	33.665	4.821
(Programme)	(17 02)	(Politiques transversales dans le domaine socio-sanitaire)	(1.020)	(669)	(4.180)	(863)	(3.650)	(1.078)	(9.188)	(1.669)		
Programme	17.12	Santé (ex programme 17.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	81.270	83.491
(Programme)	(17 01)	(Santé)	(68.056)	(64.387)	(52.238)	(46.740)	(59.293)	(53.940)	(69.754)	(76.846)		
Programme	17.13	Action sociale (ex programme 17.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	63.615	66.367
(Programme)	(17 03)	(Action sociale)	(46.156)	(45.864)	(48.947)	(47.941)	(53.528)	(52.239)	(58.442)	(59.049)		
Programme	17.14	Famille et Troisième âge (ex programme 17.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	181.300	183.478
(Programme)	(17 04)	(Famille et Troisième âge)	(149.305)	(139.832)	(151.626)	(145.976)	(155.949)	(152.935)	(167.773)	(178.725)		
Programme	17.15	Personnes handicapées (ex programme 17.06)	—	—	—	—	—	—	—	—	503.706	520.209
(Programme)	(17 06)	(Personnes handicapées)	(406.735)	(405.982)	(434.511)	(436.407)	(462.440)	(462.539)	(485.293)	(489.066)		
		Totaux pour la division organique 17.	—	—	—	—	—	—	—	—	2.254.799	2.268.319
		Division organique 18.										
		Entreprises, emploi et recherche										
Programme	18.01	Fonctionnel (partim ex programme 10.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	26.544	25.465
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	(220.046)	(216.781)	(225.758)	(225.588)	(241.748)	(237.598)	(252.899)	(250.611)		
Programme	18.02	Expansion économique (ex programme 11.01)	—	—	—	—	—	—	—	—	59.222	87.897
(Programme)	(11 01)	(Expansion économique)	(73.395)	(58.477)	(70.193)	(83.669)	(45.142)	(37.952)	(103.503)	(11.316)		
Programme	18.03	Restructuration et développement (ex programme 11.02)	—	—	—	—	—	—	—	—	228.933	248.939
(Programme)	(11 02)	(Restructuration et développement)	(53.450)	(55.133)	(110.316)	(118.741)	(52.390)	(94.696)	(94.575)	(177.784)		
Programme	18.04	Zonings (ex programme 11.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	30.906	53.840
(Programme)	(11 03)	(Zonings	(32.660)	(34.671)	(32.030)	(33.210)	(31.692)	(43.436)	(33.317)	(82.873)		
Programme	18.05	Politique économique, coordination, réglementation, labels et information des aides (ex programme 11.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	11.501	12.654
(Programme)	(11 04)	(Politique économique, coordination, réglementation, labels et information des aides)	(3.257)	(3.189)	(4.541)	(7.804)	(13.562)	(11.020)	(12.648)	(13.513)		
Programme	18.06	P.M.E. et Classes moyennes (ex programme 11.06)	—	—	—	—	—	—	—	—	153.499	214.315

(en ce compris les fonds organiques)		Moyens d'action	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	31.12.05*	Ajusté	31.12.06*	Ajusté	31.12.07*	Ajusté 1er F	31.12.08*	initial	Ajusté 1er F
(Programme)	(11 06)	(P.M.E. et Classes moyennes)	(164.187)	(185.254)	(217.285)	(213.514)	(164.381)	(180.845)	(150.664)	(174.160)		
Programme	18.11	Promotion de l'Emploi (ex programme 11.08)	—	—	—	—	—	—	—	—	33.550	32.281
(Programme)	(11 08)	(Promotion de l'emploi)	(29.701)	(29.052)	(26.854)	(26.263)	(29.538)	(29.285)	(31.542)	(32.038)		
Programme	18.12	Forem (ex programme 11.09)	—	—	—	—	—	—	—	—	152.396	154.374
(Programme)	(11 09)	(Forem)	(125.889)	(126.721)	(136.159)	(133.371)	(149.237)	(142.337)	(149.005)	(146.464)		
Programme	18.13	Plan de résorption du chômage géré par l'administration, mais dont la prise en charge est assurée par l'intermédiaire du Forem (ex programme 11.10)	—	—	—	—	—	—	—	—	593.126	588.626
(Programme)	(11 10)	(Plan de résorption du chômage géré par l'administration, mais dont la prise en charge financière est assurée par l'intermédaire du Forem)	(478.598)	(478.598)	(508.999)	(503.430)	(552.431)	(552.431)	(569.855)	(565.916)		
Programme	18.14	Plan de résorption du chômage géré directement par l'administration (ex programme 11.11)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0
(Programme)	(11 11)	(Plan de résorption du chômage géré directement par l'administration)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)	(0)		
Programme	18.15	Economie sociale (ex programme 11.12)	—	—	—	—	—	—	—	—	15.013	20.107
(Programme)	(11 12)	(Economie sociale)		(0)	(6.927)	(8.879)	(13.780)	(13.776)	(19.374)	(22.541)		
Programme	18.21	(Modifié) Formation professionnelle (ex programmes 11.13 et partim 11.14)	—	—	—	—	—	—	—	—	40.172	50.643
(Programme)	(11 13)	(Formation des salariés et appointés hors Forem)	(31.880)	(31.203)	(40.258)	(39.878)	(57.132)	(54.612)	(111.167)	(114.466)		
(Programme)	(11 14)	(Forem - Formation)	(122.547)	(122.547)	(135.128)	(140.988)	(149.836)	(159.167)	(168.513)	(171.333)		
Programme	18.22	Forem - Formation (ex programmes 11.14 et partim 11.13)	—	—	—	—	—	—	—	—	220.329	217.166
(Programme)	(11 13)	(Formation des salariés et appointés hors Forem)	(31.880)	(31.203)	(40.258)	(39.878)	(57.132)	(54.612)	(111.167)	(114.466)		
(Programme)	(11 14)	(Forem - Formation)	(122.547)	(122.547)	(135.128)	(140.988)	(149.836)	(159.167)	(168.513)	(171.333)		
Programme	18.23	Formation agricole (ex programme 11.15)	—	—	—	—	—	—	—	—	1.208	1.177
(Programme)	(11 15)	(Formation agricole)	(1.025)	(972)	(1.075)	(922)	(995)	(994)	(1.133)	(1.133)		
Programme	18.24	(Modifié) IFAPME (ex programme 11.16)	—	—	—	—	—	—	—	—	50.916	50.592
(Programme)	(11 16)	(Formation des indépendants)	(33.968)	(33.968)	(37.158)	(37.158)	(41.474)	(41.474)	(44.639)	(44.639)		
Programme	18.25	Politiques croisées dans le cadre de la formation (partim ex programmes 11.13, 11.16 et 53.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	19.531	19.178
(Programme)	(11 13)	(Formation des salariés et appointés hors Forem)	(31.880)	(31.203)	(40.258)	(39.878)	(57.132)	(54.612)	(111.167)	(114.466)		
(Programme)	(11 16)	(Formation des indépendants)	(33.968)	(33.968)	(37.158)	(37.158)	(41.474)	(41.474)	(44.639)	(44.639)		
(Programme)	(53 03)	(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)	(25.946)	(25.025)	(26.380)	(25.744)	(26.057)	(24.238)	(24.634)	(22.420)		
Programme	18.31	Recherche (ex programme 12.02)	—	—	—	—	—	—	—	—	133.762	171.391
(Programme)	(12 02)	(Recherche)	(58.613)	(58.939)	(66.050)	(80.461)	(96.494)	(105.100)	(92.549)	(190.433)		
Programme	18.32	Aides aux entreprises (Recherche et Technologie) (ex programme 12.03)	—	—	—	—	—	—	—	—	125.924	116.324
(Programme)	(12 03)	(Aides aux entreprises)	(67.452)	(71.008)	(69.955)	(74.896)	(89.581)	(93.047)	(90.077)	(97.261)		
Programme	18.33	Promotion, diffusion et valorisation de la Recherche (ex programme 12.04)	—	—	—	—	—	—	—	—	10.555	10.674
(Programme)	(12 04)	(Promotion, diffusion et valorisation de la Recherche)	(8.565)	(9.547)	(8.706)	(8.584)	(9.732)	(9.484)	(10.110)	(10.110)		
Programme	18.34	(Modifié) Fonds de la Recherche, du développement et de l'innovation (ex programme 12.05)	—	—	—	—	—	—	—	—	19.500	19.500
(Programme)	(12 05)	(Fonds d'aide et d'interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies)	(9.000)	(3.738)	(9.500)	(9.477)	(9.500)	(15.434)	(9.500)	(9.500)		
		Totaux pour la division organique 18.	—	—	—	—	—	—	—	—	1.926.587	2.095.143
		Division organique 19.										
		Fiscalité										
Programme	19.01	Fonctionnel	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3.400
		Totaux pour la division organique 19.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	3.400
		Division organique 30.										
		Provisions interdépartementales pour la programmation 2000 - 2006 des cofinancements européens										
Programme	30.01	Cofinancements européens du Ministre-Président	1.126		2.276	0	0	0	0	0	0	0
Programme	30.02	Cofinancements européens du Ministre chargé du Logement, des Transports et du Développement territorial	3.708		0	0	11.783	0	11.771	0	0	0
Programme	30.03	Cofinancements européens du Ministre chargé du Budget, des Finances et de l'Equipement	278		4.951	0	1.090	0	4.672	3.363	0	0

(en ce compris les fonds organiques)		*Moyens d'action*	2005		2006		2007		2008		2009	
			Ajusté	*31.12.05**	*Ajusté*	*31.12.06**	*Ajusté*	*31.12.07**	*Ajusté 1er F*	*31.12.08**	*initial*	*Ajusté 1er F*
Programme	**30.04**	Cofinancements européens de la Ministre de la Formation	2.703		203	0	466	0	30	21	0	0
Programme	**30.05**	Cofinancements européens du Ministre chargé des Affaires intérieures et de la Fonction publique	1.077		1.504	0	1.551	0	2.891	0	0	0
Programme	**30.06**	Cofinancements européens de la Ministre chargée de la Recherche, des Technolgies nouvelles et des Relations extérieures	3.478		458	0	5.073	0	1.999	0	0	0
Programme	**30.07**	Cofinancements européens du Ministre chargé de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine	12.914		15	0	9.113	0	4.561	0	0	0
Programme	**30.08**	Cofinancements européens de la Ministre chargée de la Santé et de l'Action sociale	0		1	0	24	0	258	0	0	0
Programme	**30.09**	Cofinancements européens du Ministre chargé de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme	1.067		0	0	5.891	0	1.124	1.860	0	0
		Totaux pour la division organique 30.(hors amort.)	26.351	0	9.408	0	34.991	0	27.306	5.244	0	0
		Division organique 31.										
		Provision interdépartementale relative aux fonds d'impulsion économique et rural										
Programme	**31.01**	Fonds d'impulsion économique et rural	0	0	8.769	0	8.401	0	6.762	3.177	24.109	0
Programme	**31.02**	"Pôles de compétitivité" - Actions prioritaires pour l'Avenir wallon		0	71.638	50.000	39.376	0	8.655	76.978	26.099	14.042
		Totaux pour la division organique 31	0	0	80.407	50.000	47.777	0	15.417	80.155	50.208	14.042
		Division organique 32.										
		Provisions interdépartementales relatives aux fonds d'impulsion économique et rural										
Programme	**32.01**	Cofinancements européens 2007 - 2013				0	10.000	0	15.137	148.464	380.000	109.588
		Totaux pour la division organique 32				0	10.000	0	15.137	148.464	380.000	109.588
		Totaux dépenses courantes et de capital									7.763.328	7.874.410

*

* *

VIII. Définition des nouveaux soldes

Compte tenu des recettes et dépenses précitées, les soldes budgétaires ex ante sont fixés comme suit:

Soldes "classiques"	*Crédits initiaux 2009*	**Prop. d'ajust.**	*Crédits aj. 1erF 2009*
Recettes	**6.796.304**	-425.347	6.370.957
Dépenses	- 7.373.320	+103.010	7.476.330
Solde du budget	**-577.016**	**-528.357**	**-1.105.373**
Amortissements et remboursement de la dette	+ 33.636	921	34.557
Solde net à financer	**-543.380**	**-527.436**	**-1.070.816**

Le solde de financement selon l'optique du SEC 95 s'établit comme suit :

Solde budgétaire brut	**-1.105.373**
PASSAGE AU SOLDE DE FINANCEMENT	
Périmètre de consolidation	
Solde du regroupement économique	-56.836
Amortissements	34.557
Solde net consolidé	**-1.127.652**
Corrections de passage	
Sous-utilisation des crédits	242.000
Divers	-10.000
OCPP nets	495.204
Solde de financement SEC	**-400.448**

*

* *

IX. Evolution du programme d'investissement

Le programme d'investissement de la Région wallonne recouvre tous les secteurs d'activité du budget qui, directement ou indirectement, contribuent à l'accroissement du patrimoine régional.

Il en résulte en conséquence que sont visés les travaux réalisés :

- par le Service publique de wallonie. (SPW);
- par les organismes régionaux d'intérêt public, au travers de subventions en capital allouées par la Région;
- par les pouvoirs subordonnés ou les intercommunales dans le contexte des travaux subsidiés.

Sur cette base, le programme d'investissement est actuellement présenté sous deux volets :

- le volet "engagements"(CND + CE), qui se réfère à la date de conclusion des contrats;
- le volet "ordonnancements" (CND + CO), qui vise les paiements versés chaque année pour la réalisation des investissements régionaux .

La présentation du programme d'investissement suivante (cf tableau IV) est réalisée par division organique (direction générale) et par programme d'activités (compétence régionale). Elle permet au lecteur d'identifier au mieux les divers secteurs concernés par sa mise en oeuvre, tant sur le plan des engagements pris que sur le poids financier qu'ils représentent d'année en année.

Accompagnée de la statistique qui en est donnée, pareille présentation du programme d’investissement taille en outre une facette complémentaire de la contribution de la Région à l'activité économique régionale.

*

* *

TABLEAU IV - PROGRAMME D'INVESTISSEMENT

(En milliers EUR)

		Optique ordonnancement	2005		2006		2007		2008		2009	
(en ce compris les fonds organiques)			Ajusté	31.12.05*	Ajusté	31.12.06*	Ajusté	31.12.07*	Ajusté	31.12.08*	Initial	Ajusté
		Division organique 12. Budget, logistique et technologie de l'information et de la communication										
Programme	**12.21**	Gestion informatique de la Région wallonne *(partim ex programmes 10.03, 50.06, 53.05 et 53.04)*	—	—	—	—	—	—	—		410	410
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	*(2.578)*	*(1.265)*	*(2.119)*	*(1.838)*	*(1.439)*	*(1.113)*	*(940)*	*(582)*		
(Programme)	*(53 04)*	*(Equipement du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)*	*(0)*		*(0)*	*(0)*	*(0)*	*(0)*	*(0)*			
Programme	**12.31**	Implantation immobilière *(ex programme 50.04)*	—	—	—	—	—	—	—		21.228	21.057
(Programme)	*(50 04)*	*(Implantation immobilière)*	*(17.331)*	*(18.070)*	*(21.810)*	*(18.649)*	*(20.731)*	*(18.567)*	*(19.367)*	*(19.570)*		
		Totaux pour la division organique 12.	—	—	—	—	—	—	—	—	21.638	21.467
		Division organique 13. Routes et bâtiments										
Programme	**13.02**	(Modifié) Réseau routier et autoroutier - Construction et entretien du réseau - partie génie civil *(partim ex programmes 50.02 et 51.01)*	—	—	—	—	—	—	—		103.300	93.710
(Programme)	*(50 02)*	*(Frais de fonctionnement et prestations de tiers)*			*(17.200)*	*(8.237)*	*(11.975)*	*(7.984)*	*(0)*	*(0)*		
(Programme)	*(51 01)*	*(Construction et entretien du réseau du réseau - partie génie civil)*	*(58.756)*	*(61.159)*	*(121.351)*	*(119.400)*	*(108.261)*	*(117.972)*	*(122.337)*	*(114.577)*		
Programme	**13.03**	(Modifié) Réseau routier et autoroutier de la Région - Construction et entretien du réseau - partie électromécanique *(partim ex programmes 51.02, 53.03 et 53.04)*	—	—	—	—	—	—	—		16.540	14.690
Programme	**13.12**	Travaux subsidiés *(partim ex programme 14.01)*	—	—	—	—	—	—	—		40.226	37.069
(Programme)	*(14 01)*	*(Affaires intérieures)*	*(30.942)*	*(35.631)*	*(35.765)*	*(37.165)*	*(32.457)*	*(38.889)*	*(40.035)*	*(59.143)*		
		Totaux pour la division organique 13.	—	—	—	—	—	—	—	—	160.066	145.469
		Division organique 14. Mobilité et voies hydrauliques										
Programme	**14.03**	Transport urbain, interurbain et scolaire *(ex programme 54.01)*	—	—	—	—	—	—	—		54.860	57.488
(Programme)	*(54 01)*	*(Transport urbain, interurbain et scolaire)*	*(44.502)*	*(38.794)*	*(41.165)*	*(40.415)*	*(44.552)*	*(44.765)*	*(49.801)*	*(49.165)*		
Programme	**14.04**	Aéroports et aérodromes régionaux *(ex programme 54.02)*	—	—	—	—	—	—	—		21.500	20.300
(Programme)	*(54 02)*	*(Aéroports et aérodromes régionaux)*	*(19.754)*	*(19.754)*	*(20.188)*	*(20.188)*	*(20.524)*	*(20.524)*	*(20.956)*	*(20.956)*		
Programme	**14.11**	(Modifié) Voies hydrauliques de la Région - Construction et entretien du réseau - partie génie civil *(partim ex programmes 50.02 et 52.01)*	—	—	—	—	—	—	—		34.010	34.820
(Programme)	*(50 02)*	*(Frais de fonctionnement et prestations de tiers)*			*(17.200)*	*(8.237)*	*(11.975)*	*(7.984)*	*(0)*	*(0)*		
(Programme)	*(52 02)*	*(Construction et entretien du réseau - partie électromécanique)*	*(17.595)*	*(16.920)*	*(7.918)*	*(11.165)*	*(9.018)*	*(8.001)*	*(10.847)*	*(10.847)*		
Programme	**14.12**	(Modifié) Voies hydrauliques de la Région - Construction et entretien du réseau - partie électromécanique *(partim ex programmes 52.02, 53.05 et 53.04)*	—	—	—	—	—	—	—		10.640	11.067
(Programme)	*(52 02)*	*(Construction et entretien du réseau - partie électromécanique)*	*(17.595)*	*(16.920)*	*(7.918)*	*(11.165)*	*(9.018)*	*(8.001)*	*(10.847)*	*(10.847)*		
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	*(2.578)*	*(1.265)*	*(2.119)*	*(1.838)*	*(1.439)*	*(1.113)*	*(940)*	*(582)*		
(Programme)	*(55 04)*	*(Equipement du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)*	0		0	0	0	0	0			
		Totaux pour la division organique 14.	—	—	—	—	—	—	—	—	121.010	123.675
		Division organique 15. Agriculture, ressources naturelles et environnement										
Programme	**15.11**	Nature, Forêt, Chasse-pêche *(partim ex programme 13.01)*	—	—	—	—	—	—	—		210	210
(Programme)	*(13 01)*	*(Nature, Forêt, Chasse-pêche)*	*(3.208)*	*(2.896)*	*(3.019)*	*(1.901)*	*(3.160)*	*(2.419)*	*(2.884)*	*(2.517)*		
Programme	**15.12**	Espace rural et naturel *(partim ex programmes 13.01, 13.03, 13.05 et 19.02)*	—	—	—	—	—	—	—		22.700	17.142
(Programme)	*(13 01)*	*(Nature, Forêt, Chasse-pêche)*	*(3.208)*	*(2.896)*	*(3.019)*	*(1.901)*	*(3.160)*	*(2.419)*	*(2.884)*	*(2.517)*		
(Programme)	*(13 05)*	*(Actions et sensibilisation en environnement)*	0		3.814	3.814	0	0	0	0		
(Programme)	*(13 05)*	*(Eau (contrôle, gestion, production et protection))*	*(21.341)*	*(28.747)*	*(19.065)*	*(25.553)*	*(18.500)*	*(18.358)*	*(17.595)*	*(16.632)*		
(Programme)	*(19 01)*	*(Politique agricole)*	0		0	0	0	0	0			
(Programme)	*(19 02)*	*(Gestion de l'Espace rural)*	*(11.249)*	*(11.452)*	*(14.200)*	*(14.051)*	*(16.040)*	*(12.127)*	*(14.220)*	*(13.960)*		
Programme	**15.13**	Prévention et Protection : Air, Eau, Sol *(partim ex programmes 13.03, 13.04 et 13.05)*	—	—	—	—	—	—	—		14.800	14.800
(Programme)	*(13 03)*	*(Actions et sensibilisation en environnement)*	0		3.814	3.814	0	0	0	0		
(Programme)	*(13 04)*	*Autorisations, Gestion de l'air, Ressources du sous-sol et Prévention des pollutions*	0		0	0	0	0	0	0		
(Programme)	*(13 05)*	*(Eau (contrôle, gestion, production et protection))*	*(21.341)*	*(28.747)*	*(19.065)*	*(25.553)*	*(18.500)*	*(18.358)*	*(17.595)*	*(16.632)*		
		Totaux pour la division organique 15.	—	—	—	—	—	—	—	—	37.710	32.152
		Division organique 16. Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie										
Programme	**16.03**	Rénovation et revitalisation urbaine et sites d'activité économique désaffectés (ex programme 15.02)	—	—	—	—	—	—	—		19.857	19.710
(Programme)	*(15 02)*	*(Rénovation et revitalisation urbaine et sites d'activité économique désaffectés)*	*(18.853)*	*(15.201)*	*(19.185)*	*(18.039)*	*(17.623)*	*(17.258)*	*(18.781)*	*(19.923)*		
Programme	**16.12**	Logement : secteur public *(ex programme 15.05)*	—	—	—	—	—	—	—		50	50
(Programme)	*(15 05)*	*(Logement : secteur public)*	*(1.520)*	*(535)*	*(200)*	*(230)*	*(200)*	*(21)*	*(100)*	*(100)*		
		Totaux pour la division organique 16.	—	—	—	—	—	—	—	—	19.907	19.760
		Division organique 18. Entreprises, emploi et recherche										
Programme	**18.04**	Zonings *(ex programme 11.05)*	—	—	—	—	—	—	—		20.784	15.913
(Programme)	*(11 05)*	*(Zonings*	*(18.852)*	*(19.220)*	*(22.480)*	*(19.724)*	*(20.010)*	*(21.097)*	*(21.600)*	*(21.322)*		
		Totaux pour la division organique 18.	—	—	—	—	—	—	—	—	20.784	15.913
		Totaux dépenses courantes et de capital	—	—	—	—	—	—	—	—	381.115	358.436

X. Evolution de l'encours

X. 1. **L'encours des engagements** (rappel)

L'ensemble des programmes pluriannuels, mis en oeuvre par la Région wallonne, que ce soit sous la forme de marchés (travaux publics, acquisition de matériel, etc.) ou de subventions (aides aux entreprises,...) impose une gestion rigoureuse, que seule une bonne approche statistique du phénomène permet de réaliser.

Sans cette approche, il ne peut y avoir de confection sérieuse d'un budget et le risque serait pris de sous-estimer les crédits nécessaires pour apurer le stock de créances constitué par un pouvoir public.

Il convient en outre de noter que l'encours des engagements concerne des dettes virtuelles, subordonnées à l'exécution physique des programmes concernés. L'encours représente donc un stock naturel d'obligations contractées par un pouvoir public, mais qui ne sont pas encore exécutables, et qui peut porter sur des périodes parfois longues comme en matière de travaux subsidiés.

L'encours dont question sera donc celui qui porte sur des engagements à caractère pluriannuel (c'est-à-dire l'encours à charge de crédits dissociés).

Il convient de relever que la statistique de l'encours inclut les données qui se rapportent aux engagements contractés dans le cadre des "crédits variables", c'est-à-dire des secteurs financés par des recettes affectées.

Celles-ci concernent plus particulièrement les secteurs de l'épuration des eaux usées et du traitement des déchets dont le financement pour l'essentiel est assuré par le produit des taxes régionales, ou le secteur de la recherche et des technologies.

X. 2. **Une vision pluriannuelle**

Afin d'appréhender les efforts poursuivis par la Région en ce domaine, le regard portera ci-après sur plusieurs années.

Au tableau V suivant, l'encours des engagements est ventilé par division organique (direction générale) et par programme d'activités (compétences).

Le système informatique de la Région wallonne permet bien entendu d'appréhender aussi le phénomène par allocation de base, c'est-à-dire en fonction des diverses actions mises en oeuvre chaque année. Les programmes justificatifs des budgets administratifs peuvent en donner le détail et tenter de déterminer la programmation de l'apurement de l'encours constitué.

Les autorités régionales sont soucieuses de maîtriser l'évolution des dépenses publiques, et spécifiquement l'évolution de l'encours dont question.

Depuis plusieurs années, diverses opérations de surveillance ont été engagées.

Ainsi, par circulaire budgétaire n° 95/03 du 18 mai 1995, le Gouvernement a attiré l'attention de ses services sur la nécessité d'annuler ponctuellement les soldes des visas dont les dossiers sont clôturés et requis de la Direction du Budget et de la Direction du contrôle budgétaire un rapport annuel sur l'encours des différents programmes de chaque division, relevant les visas d'engagement qui n'ont plus connu de mouvement depuis trois ans ou antérieurs à cinq ans, à soumettre à l'examen des services concernés.

Ces opérations annuelles ont généré des réductions d'encours à concurrence ([5]) de quelque 1.506 millions EUR, soit pour 1995: 92 millions EUR; pour 1996: 92 millions EUR, pour 1997: 85 millions EUR, pour 1998: 56 millions EUR, pour 1999 : 93 millions EUR, pour 2000 : 289 millions EUR ([6]), pour 2001 : 142 millions EUR, pour 2002 : 103 millions EUR, pour 2003 : 138 millions EUR, pour 2004 : 75 millions EUR, pour 2005 : 78 millions EUR, pour 2006 : 82 millions EUR, pour 2007 : 85 millions Eur et pour 2008 : 96 millions EUR.

Elles sont bien entendu poursuivies en 2009, mais leurs résultats ne pourront être connus qu'à l'issue de l'exercice en cours.

([5]) CD et CV
([6]) dont 193 de visas transférés à la SPGE

TABLEAU V - ENCOURS DES ENGAGEMENTS

(En milliers EUR)

			31.12.03	31.12.04	31.12.05	31.12.06	31.12.07	31.12.08	17.11.09
		Division organique 01.							
		Parlement wallon.							
Programme	**01.00**	Dotation au Parlement wallon.							
Programme	**01.01**	Dotation au service du médiateur de la Région wallonne							
		Totaux pour la division organique 01.	–	–	–	–	–	–	
		Division organiques 02 à 08.							
		Cabinets ministériels.							
Programmes	**02.**	Subsistance							
		Totaux pour les divisions organiques 02 à 08.	–	–	–	–	–	–	
		Division organique 09.							
		Services du Gouvernement wallon et organismes non rattachés aux divisions organiques.							
Programme	**09.01**	Conseil économique et social de la Région wallonne							
Programme	**09.02**	Service social							
Programme	**09.03**	Service d'assistance en matière administrative et pécuniaire des Cabinets							
Programme	**09.04**	Commissariat wallon EASI-WAL				2.312	3.155	3.893	2.488
Programme	**09.06**	Secrétariat du Gouvernement wallon							
Programme	**09.07**	Collaborateurs des Ministres sortis de charge							
Programme	**09.08**	Commissariat général au Tourisme *(ex programme 18.01)*	–	–	–	–	–	–	46.662
(Programme)	*(18 01)*	*(Tourisme)*	58.084	60.367	60.847	60.172	59.223	91.762	
Programme	**09.09**	Relations extérieures *(partim ex programme 16.02)*	–	–	–	–	–	–	*4.039*
(Programme)	*(16 02)*	*(Action, Promotion et Solidarité de la Région wallonne au niveau international.)*	6.481	6.729	6.829	7.595	7.573	11.317	
Programme	**09.10**	Commerce extérieur et investisseurs étrangers *(ex programmes 11.05 et 16.01)*	–	–	–	–	–	–	1.230
(Programme)	*(11 05)*	*(Promotion des investissements étrangers)*	53	53	53	–	–	–	
(Programme)	*(16 01)*	*(Commerce extérieur)*	1.155	1.155	1.155	1.230	1.230	1.230	
Programme	**09.11**	Institut Wallon de l'Evaluation, de la Prospective et de la Statistique *(ex programmes 10.04 et 10.09)*	–	–	–	–	–	–	
(Programme)	*(10 04)*	*(Statistiques régionales)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	*(10 09)*	*(Evaluation, Prospective et Statistique)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
		Totaux pour la division organique 09.	–	–	–	–	–	–	54.419
		Division organique 10.							
		Secrétariat général							
Programme	**10.01**	Fonctionnel *(programme 09.05 et partim ex programmes 10.01 et 50.01)*	–	–	–	–	–	–	
(Programme)	(09 05)	*(Cellule d'appui pour le plan stratégique 1 "Création d'activités")*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	*(50.01)*	*(Gestion générale du personnel du Ministère)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**10.02**	Secrétariat général *(partim ex programme 10.12)*	–	–	–	–	–	–	
(Programme)	*(10 12)*	*(Secrétariat général)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**10.03**	Service de la Présidence et Chancellerie *(partim ex programmes 10.02 et 16.02)*	–	–	–	–	–	–	2.424
(Programme)	*(10 02)*	*(Service de la Présidence et Chancellerie.)*	3.417	3.556	4.713	2.569	2.246	2.660	
(Programme)	*(16 02)*	*(Action, Promotion et Solidarité de la Région wallonne au niveau international).*	6.481	6.729	6.829	7.595	7.573		
Programme	**10.04**	Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels *(ex programme 11.07)*	–	–	–	–	–	–	395
(Programme)	*(11 07)*	*(Coordination des dossiers relatifs aux Fonds structurels)*	2.203	3.171	1.600	734	801		
Programme	**10.05**	Audits *(partim ex programme 10.07)*	–	–	–	–	–	–	70
(Programme)	*(10 07)*	*(Budget)*	17	7	–	–	108	108	
Programme	**10.06**	Communication *(partim ex programmes 10.05 et 10.12)*	–	–	–	–	–	–	
(Programme)	*(10 05)*	*(Direction juridique)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	*(10 12)*	*(Secrétariat général)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**10.07**	(Nouveau) Géomatique *(partim ex programme 53.03)*	–	–	–	–	–	–	6.833
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	30.563	25.098	20.382	14.434	12.756		
		Totaux pour la division organique 10.							9.722
		Division organique 11.							
		Personnel et affaires générales							
Programme	**11.01**	Fonctionnel *(partim ex programmes 10.01 et 50.01)*	–	–	–	–	–	–	
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	*50.01*	*(Gestion générale du personnel du Ministère)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

P45

TABLEAU V - ENCOURS DES ENGAGEMENTS

(En milliers EUR)

			31.12.03	31.12.04	31.12.05	31.12.06	31.12.07	31.12.08	17.11.09
Programme	**11.02**	Ressources humaines, gestion administrative et pécuniaire *(partim ex programmes 10.01, 10.06 et 50.01)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	*(10 06)*	*(Fonction publique et Gestion des Ressources humaines)*	534	838	928	838	1.449		
(Programme)	*(50 01)*	*Gestion générale du personnel du Ministère*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**11.04**	Affaires générales, recrutement, formation *(partim ex programmes 10.01, 10.06 et 50.01)*	—	—	—	—	—	—	1.399
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	*(10 06)*	*(Fonction publique et Gestion des Ressources humaines)*	534	838	928	838	1.449	2.063	
(Programme)	*(50 01)*	*(Gestion générale du personnel du Ministère)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**11.06**	Affaires juridiques *(partim ex programme 10.12)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(10 12)*	*(Secrétariat général)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
		Totaux pour la division organique 11.	—	—	—	—	—	—	1.399
		Division organique 12.							
		Budget, logistique et technologie de l'information et de la communication							
Programme	**12.01**	Fonctionnel *(partim ex programmes 10.01 et 50.01)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	*(50.01)*	*(Gestion générale du personnel du Ministère)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**12.02**	Budget-Comptabilité-Trésorerie *(partim ex programmes 10.07 et 40.01)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(10 07)*	*(Budget)*	17	7	—	—	108	108	
(Programme)	*(40 01)*	*(Gestion du Trésor)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**12.05**	Gestion du Trésor *(partim ex programme 40.01)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(40 01)*	*(Gestion du Trésor)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**12.07**	Dettes et garanties	—	—	—	—	—	—	
Programme	**12.07**	Gestion du Trésor *(partim ex programmes 40.02, 40.03,40.04 et 40.05)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(40 02)*	*(Dette directe)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	*(40 03)*	*(Dette indirecte ou reprise par la Région)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	*(40 04)*	*(Fadels)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	*(40 05)*	*(Sociétés patrimoniales wallonnes)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**12.09**	Finance et Comptabilité *(ex programme 40.06)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(40 06)*	*(Finance et Comptabilité)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**12.11**	Fiscalité (ex programme 40.07)	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	(40 07)	(Fiscalité)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**12.21**	Gestion informatique de la Région wallonne *(partim ex programmes 10.03, 50.06, 53.03 et 53.04)*	—	—	—	—	—	—	16.942
(Programme)	*(10 03)*	*(Informatique administrative)*	3.720	5.814	6.870	10.196	10.024	14.632	
(Programme)	*(50 06)*	*(Gestion informatique du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)*	10	589	223	50	—		
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	30.563	25.098	20.382	14.434	12.756	11.095	
(Programme)	*(53 04)*	*(Equipement du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)*	2.295	1.575	1.102	677	394	918	
Programme	**12.22**	Equipement et fournitures *(ex programme 50.05)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(50 05)*	*(Equipement et fournitures)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**12.23**	Gestion immobilière et bâtiments *(ex programme 50.03)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(50 03)*	*(Gestion immobilière et bâtiments)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**12.31**	Implantation immobilière *(ex programme 50.04)*	—	—	—	—	—	—	8.570
(Programme)	*(50 04)*	*(Implantation immobilière)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
		Totaux pour la division organique 12.	—	—	—	—	—	—	25.512
		Division organique 13.							
		Routes et bâtiments							
Programme	**13.01**	Fonctionnel *(partim ex programmes 10.01 et 50.01)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	*50.01*	*(Gestion générale du personnel du Ministère)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**13.02**	(Modifié) Réseau routier et autoroutier - Construction et entretien du réseau - partie génie civil *(partim ex programmes 50.02 et 51.01)*	—	—	—	—	—	—	162.021
(Programme)	*(50 02)*	*(Frais de fonctionnement et prestations de tiers)*	10	10	397	12.049	13.655	391	
(Programme)	*(51 01)*	*(Construction et entretien du réseau du réseau - partie génie civil)*	121.050	104.629	101.237	190.915	182.045	183.255	
Programme	**13.03**	(Modifié) Réseau routier et autoroutier de la Région - Construction et entretien du réseau - partie électromécanique *(partim ex programmes 51.02, 53.03 et 53.04)*	—	—	—	—	—	—	43.917
(Programme)	*(51 02)*	*(Construction et entretien du réseau - partie électromécanique)*	88.771	99.177	102.140	49.817	52.535	50.842	
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	30.563	25.098	20.382	14.434	12.756	11.095	

TABLEAU V - ENCOURS DES ENGAGEMENTS

(En milliers EUR)

			31.12.03	31.12.04	31.12.05	31.12.06	31.12.07	31.12.08	17.11.09
(Programme)	(53 04)	(Equipement du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)	2.295	1.575	1.102	677	394	918	
Programme	13.04	Développement des télécommunications - Routes (partim ex programme 53.03)	—	—	—	—	—	—	1.380
(Programme)	(53 03)	(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)	30.563	25.098	20.382	14.434	12.756	11.095	
Programme	13.11	Infrastructures sportives (partim ex programme 14.05)	30.563	25.098	20.382	14.434	12.756		44.821
(Programme)	(14 05)	(Infrastructures sportives)	42.879	42.132	43.538	45.237	45.920	46.952	
Programme	13.12	Travaux subsidiés (partim ex programme 14.01)	—	—	—	—	—	—	228.514
(Programme)	(14 01)	(Affaires intérieures)	211.620	221.650	236.219	245.071	240.138	299.072	
		Totaux pour la division organique 13.	—	—	—	—	—	—	480.653
		Division organique 14.							
		Mobilité et voies hydrauliques							
Programme	14.01	Fonctionnel (partim ex programmes 10.01 et 50.01)	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
(Programme)	(50.01)	(Gestion générale du personnel du Ministère)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	14.02	Actions pour une mobilité conviviale et coordination des politiques de mobilité (partim ex programmes 50.07 et 54.04)	—	—	—	—	—	—	22.274
(Programme)	(50 07)	(Observatoire de la mobilité)	80	280	80	80	80		
(Programme)	(54 04)	(Actions pour une mobilité conviviale et coordination des politiques de mobilité)	958	18.083	20.734	19.070	21.968	24.486	
Programme	14.03	Transport urbain, interurbain et scolaire (ex programme 54.01)	—	—	—	—	—	—	25.409
(Programme)	(54 01)	(Transport urbain, interurbain et scolaire)	10.990	26.011	28.305	33.595	32.239	30.386	
Programme	14.04	Aéroports et aérodromes régionaux (ex programme 54.02)	—	—	—	—	—	—	29.572
(Programme)	(54 02)	(Aéroports et aérodromes régionaux)	26.303	28.376	22.446	27.015	21.311	15.430	
Programme	14.11	(Modifié) Voies hydrauliques de la Région - Construction et entretien du réseau - partie génie civil (partim ex programmes 50.02 et 52.01)	—	—	—	—	—	—	72.254
(Programme)	(50 02)	(Frais de fonctionnement et prestations de tiers)	10	10	397	12.049	13.655	391	
(Programme)	(52 02)	(Construction et entretien du réseau - partie électromécanique)	35.394	43.942	41.390	32.334	36.496		
Programme	14.12	(Modifié) Voies hydrauliques de la Région - Construction et entretien du réseau - partie électromécanique (partim ex programmes 52.02, 53.03 et 53.04)	—	—	—	—	—	—	34.940
(Programme)	(52 02)	(Construction et entretien du réseau - partie électromécanique)	35.394	43.942	41.390	32.334	36.496	39.086	
(Programme)	(53 03)	(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)	30.563	25.098	20.382	14.434	12.756	11.095	
(Programme)	(53 04)	(Equipement du Ministère wallon de l'Equipement et des Transports)	2.295	1.575	1.102	677	394	918	
Programme	14.13	Développement des télécommunications - Voies hydrauliques (partim ex programme 53.03)	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	(53 03)	(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)	30.563	25.098	20.382	14.434	12.756	11.095	
		Totaux pour la division organique 14.	—	—	—	—	—	—	184.449
		Division organique 15.							
		Agriculture, ressources naturelles et environnement							
Programme	15.01	Fonctionnel (partim ex programme 10.01)	—	—	—	—	—	—	41
(Programme)	(10 01)	(Secrétariat général)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	15.02	Coordination des politiques agricole et environnementale (partim ex programmes 13.01, 13.03, 13.05, 19.01 et 19.05)	—	—	—	—	—	—	11.814
(Programme)	(13 01)	(Nature, Forêt, Chasse-pêche)	10.019	28.423	29.668	26.103	23.563	24.178	
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	20.024	13.877	30.576	16.841	14.022	36.864	
(Programme)	(13 05)	(Eau (contrôle, gestion, production et protection))	43.500	45.004	39.720	32.391	28.330	25.377	
(Programme)	(19 01)	(Politique agricole)	1.201	1.004	925	757	661	2.744	
(Programme)	(19 05)	(Cofinancement européen)	25.438	23.583	17.841	9.071	2.613	1.465	
Programme	15.03	Recherche, Qualité, Développement et Vulgarisation (partim ex programmes 13.02, 13.03, 19.01, 19.03 et 19.04)	—	—	—	—	—	—	17.603
(Programme)	(13 02)	(Centre de Recherche de la Nature, des Forêts et du Bois)	14.349	—	40	5	3	5	
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	20.024	13.877	30.576	16.841	14.022	36.864	
(Programme)	(19 01)	(Politique agricole)	1.201	1.004	925	757	661	2.744	
(Programme)	(19 03)	(Aides à l'agriculture)	202.633	197.206	201.119	207.319	221.034		
(Programme)	(19 04)	Recherche, Qualité, Développement	24.356	21.452	20.253	16.946	15.855		
Programme	15.04	Aides à l'Agriculture (partim ex programmes 13.05 et 19.03)	—	—	—	—	—	—	192.801
(Programme)	(13 05)	(Eau (contrôle, gestion, production et protection))	43.500	45.004	39.720	32.391	28.330	25.377	
(Programme)	(19 03)	(Aides à l'agriculture)	202.633	197.206	201.119	207.319	221.034		
Programme	15.11	Nature, Forêt, Chasse-pêche (partim ex programme 13.01)	—	—	—	—	—	—	16.129
(Programme)	(13 01)	(Nature, Forêt, Chasse-pêche)	10.019	28.423	29.668	26.103	23.563	24.178	
Programme	15.12	Espace rural et naturel (partim ex programmes 13.01, 13.03, 13.05 et 19.02)	—	—	—	—	—	—	96.402
(Programme)	(13 01)	(Nature, Forêt, Chasse-pêche)	10.019	28.423	29.668	26.103	23.563	24.178	
(Programme)	(13 03)	(Actions et sensibilisation en environnement)	20.024	13.877	30.576	16.841	14.022	36.864	

TABLEAU V - ENCOURS DES ENGAGEMENTS

(En milliers EUR)

			31.12.03	*31.12.04*	*31.12.05*	*31.12.06*	*31.12.07*	*31.12.08*	*17.11.09*
(Programme)	*(13 05)*	*(Eau (contrôle, gestion, production et protection))*	43.500	45.004	39.720	32.391	28.330	25.377	
(Programme)	*(19 01)*	*(Politique agricole)*	1.201	1.004	925	757	661	2.744	
(Programme)	*(19 02)*	*(Gestion de l'Espace rural)*	62.119	66.164	69.030	68.174	69.970	75.660	
Programme	**15.13**	Prévention et Protection : Air, Eau, Sol *(partim ex programmes 13.03, 13.04 et 13.05)*	—	—	—	—	—	—	20.902
(Programme)	*(13 03)*	*(Actions et sensibilisation en environnement)*	20.024	13.877	30.576	16.841	14.022	36.864	
(Programme)	*(13 04)*	*Autorisations, Gestion de l'air, Ressources du sous-sol et Prévention des pollutions*	2.249	3.864	3.546	2.777	2.542	3.664	
(Programme)	*(13 05)*	*(Eau (contrôle, gestion, production et protection))*	43.500	45.004	39.720	32.391	28.330	25.377	
Programme	**15.14**	Police et contrôle *(partim ex programmes 13.03 et 13.06)*	—	—	—	—	—	—	376
(Programme)	*(13 03)*	*(Actions et sensibilisation en environnement)*	20.024	13.877	30.576	16.841	14.022	36.864	
(Programme)	*(13 06)*	*(Contrôle des pollutions)*	835	534	311	1.261	937	645	
(Programme)	*(13 09)*	*(Prévention des pollutions)*		—	—				
(Programme)	*(13 10)*	*(Chasse, pêche et pisciculture)*	*3.424*	—	—				
		Totaux pour la division organique 15.	—	—	—	—	—	—	356.068
		Division organique 16.							
		Aménagement du territoire, logement, patrimoine et énergie							
Programme	**16.01**	Fonctionnel *(partim ex programme 10.01)*	—	—	—	—	—	—	217
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**16.02**	Aménagement du territoire et urbanisme *(ex programme 15.01)*	—	—	—	—	—	—	14.203
(Programme)	*(15 01)*	*(Aménagement du territoire et urbanisme)*	9.244	8.924	11.016	9.798	12.541	14.415	
Programme	**16.03**	Rénovation et revitalisation urbaine et sites d'activité économique désaffectés (ex programme 15.02)	—	—	—	—	—	—	191.375
(Programme)	*(15 02)*	*(Rénovation et revitalisation urbaine et sites d'activité économique désaffectés).*	129.419	149.634	170.509	174.827	176.821	178.884	
Programme	**16.04**	Recherches et Actions pour le développement territorial et le développement durable et leur intégration *(ex programme 15.03)*	—	—	—	—	—	—	2.967
(Programme)	*(15 03)*	*(Recherches et actions pour le développement territorial et le développement durable et leur intégration)*	4.423	4.001	4.216	3.988	4.052	4.347	
Programme	**16.11**	Logement : secteur privé *(ex programme 15.04)*	—	—	—	—	—	—	18.008
(Programme)	*(15 04)*	*(Logement : secteur privé)*	30.468	23.540	18.418	14.095	19.298	18.412	
Programme	**16.12**	Logement : secteur public *(ex programme 15.05)*	—	—	—	—	—	—	216.289
(Programme)	*(15 05)*	*(Logement : secteur public)*	175.785	171.389	175.591	180.450	181.237	195.893	
Programme	**16.21**	Monuments, sites et fouilles *(ex programme 15.06)*	—	—	—	—	—	—	106.747
(Programme)	*(15 06)*	*(Monuments, sites et fouilles)*	76.702	77.197	74.598	71.575	74.650	101.555	
Programme	**16.31**	Energie *(ex programmes 12.01 et 12.06)*	—	—	—	—	—	—	66.044
(Programme)	*(12 01)*	*(Energie)*	37.667	35.337	30.474	31.000	31.826	38.755	
(Programme)	*(12 06)*	*(Organisation du marché intérieur de l'énergie)*	29	1.032	10.004	19.633	25.461	27.800	
		Totaux pour la division organique 16.	—	—	—	—	—	—	615.850
		Division organique 17.							
		Pouvoir locaux, action sociale et santé							
Programme	**17.01**	Fonctionnel *(partim ex programme 10.01)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**17.02**	Affaires intérieures *(partim ex programme 14.01)*	—	—	—	—	—	—	41.401
(Programme)	*(14 01)*	*(Affaires intérieures)*	211.620	221.650	236.219	245.071	240.138	299.072	
Programme	**17.11**	Politiques transversales dans le domaine socio-sanitaire (ex programme 17.02)	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(17 02)*	*(Politiques transversales dans le domaine socio-sanitaire)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Programme	**17.12**	Santé (ex programme 17.01)	—	—	—	—	—	—	5.770
(Programme)	*(17 01)*	*(Santé)*	6.473	9.031	10.738	8.385	7.117	7.366	
Programme	**17.13**	Action sociale (ex programme 17.03)	—	—	—	—	—	—	12.372
(Programme)	*(17 03)*	*(Action sociale)*	7.819	7.574	6.884	6.573	6.386	6.910	
Programme	**17.14**	Famille et Troisième âge (ex programme 17.04)	—	—	—	—	—	—	8.139
(Programme)	*(17 04)*	*(Famille et Troisième âge)*	5.812	10.614	10.654	6.147	5.242	8.267	
Programme	**17.15**	Personnes handicapées (ex programme 17.06)	—	—	—	—	—	—	467
(Programme)	*(17 06)*	*(Personnes handicapées)*	1.468	340	341	207	75	527	
		Totaux pour la division organique 17.	—	—	—	—	—	—	68.149
		Division organique 18.							
		Entreprises, emploi et recherche							
Programme	**18.01**	Fonctionnel *(partim ex programme 10.01)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(10 01)*	*(Secrétariat général)*	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

TABLEAU V - ENCOURS DES ENGAGEMENTS

(En milliers EUR)

			31.12.03	31.12.04	31.12.05	31.12.06	31.12.07	31.12.08	17.11.09
Programme	18.02	Expansion économique *(ex programme 11.01)*	—	—	—	—	—	—	225.068
(Programme)	*(11 01)*	*(Expansion économique)*	208.780	197.591	177.525	196.304	182.993	227.000	
Programme	18.03	Restructuration et développement *(ex programme 11.02)*	—	—	—	—	—	—	16.042
(Programme)	*(11 02)*	*(Restructuration et développement)*	5.959	12.564	12.034	9.859	9.114	45.856	
Programme	18.04	Zonings *(ex programme 11.03)*	—	—	—	—	—	—	98.458
(Programme)	*(11 03)*	*(Zonings)*	55.060	55.248	67.516	70.108	69.564	112.011	
Programme	18.05	Politique économique, coordination, réglementation, labels et information des aides *(ex programme 11.04)*	—	—	—	—	—	—	5.367
(Programme)	*(11 04)*	*(Politique économique, coordination, réglementation, labels et information des aides)*	189	294	670	3.494	6.197	7.260	
Programme	18.06	P.M.E. et Classes moyennes *(ex programme 11.06)*	—	—	—	—	—	—	395.571
(Programme)	*(11 06)*	*(P.M.E. et Classes moyennes)*	210.276	215.834	275.483	332.411	362.754	383.544	
Programme	18.11	Promotion de l'Emploi *(ex programme 11.08)*	—	—	—	—	—	—	11.908
(Programme)	*(11 08)*	*(Promotion de l'emploi)*	8.020	14.152	14.800	5.638	6.508	9.086	
Programme	18.12	Forem *(ex programme 11.09)*							33.110
(Programme)	*(11 09)*	*(Forem)*	3.477	3.477	3.477	3.477	3.477	3.477	
Programme	18.13	Plan de résorption du chômage géré par l'administration, mais dont la prise en charge est assurée par l'intermédiaire du Forem *(ex programme 11.10)*	—	—	—	—	—	—	143.781
(Programme)	*(11 10)*	*(Plan de résorption du chômage géré par l'administration, mais dont la prise en charge financière est assurée par l'intermédiaire du Forem)*	—	—	3.904	3.904	3.904	3.924	
Programme	18.14	Plan de résorption du chômage géré directement par l'administration *(ex programme 11.11)*	—	—	—	—	—	—	2.880
(Programme)	*(11 11)*	*(Plan de résorption du chômage géré directement par l'administration)*	3.869	2.880	2.880	2.880	2.880	2.880	
Programme	18.15	Economie sociale *(ex programme 11.12)*	—	—	—	—	—	—	9.374
(Programme)	*(11 12)*	*(Economie sociale)*				3.328	3.676	8.782	
Programme	18.21	(Modifié) Formation professionnelle *(ex programmes 11.13 et partim 11.14)*	—	—	—	—	—	—	66.839
(Programme)	*(11 13)*	*(Formation des salariés et appointés hors Forem)*	41.539	45.117	41.260	38.997	35.039	71.002	
(Programme)	*(11 14)*	*(Forem - Formation)*	5.174	5.174	5.174	11.034	5.296	5.674	
Programme	18.22	Forem - Formation *(ex programmes 11.14 et partim 11.13)*	—	—	—	—	—	—	48.807
(Programme)	*(11 13)*	*(Formation des salariés et appointés hors Forem)*	41.539	45.117	41.260	38.997	35.039	71.002	
(Programme)	*(11 14)*	*(Forem - Formation)*	5.174	5.174	5.174	11.034	5.296	5.674	
Programme	18.23	Formation agricole *(ex programme 11.15)*	—	—	—	—	—	—	
(Programme)	*(11 15)*	*(Formation agricole)*	—	—	—	—	—	—	
Programme	18.24	(Modifié) IFAPME *(ex programme 11.16)*	—	—	—	—	—	—	978
(Programme)	*(11 16)*	*(Formation des indépendants)*	978	978	978	978	978	978	
Programme	18.25	Politiques croisées dans le cadre de la formation *(partim ex programmes 11.13, 11.16 et 53.03)*	—	—	—	—	—	—	537
(Programme)	*(11 13)*	*(Formation des salariés et appointés hors Forem)*	41.539	45.117	41.260	38.997	35.039	71.002	
(Programme)	*(11 16)*	*(Formation des indépendants)*	978	978	978	978	978	978	
(Programme)	*(53 03)*	*(Réseaux de télétransmission et systèmes d'information)*	30.563	25.098	20.382	14.434	12.756	11.095	
Programme	18.31	Recherche *(ex programme 12.02)*	—	—	—	—	—	—	257.332
(Programme)	*(12 02)*	*(Recherche)*	145.372	144.351	139.412	143.226	174.883	277.788	
Programme	18.32	Aides aux entreprises (Recherche et Technologie) *(ex programme 12.03)*	—	—	—	—	—	—	122.502
(Programme)	*(12 03)*	*(Aides aux entreprises)*	88.052	78.690	88.031	99.377	141.492	163.113	
Programme	18.33	Promotion, diffusion et valorisation de la Recherche *(ex programme 12.04)*	—	—	—	—	—	—	3.541
(Programme)	*(12 04)*	*(Promotion, diffusion et valorisation de la Recherche)*	4.960	4.878	5.119	4.406	3.869	3.672	
Programme	18.34	(Modifié) Fonds de la Recherche, du développement et de l'innovation *(ex programme 12.05)*	—	—	—	—	—	—	13.462
(Programme)	*(12 05)*	*(Fonds d'aide et d'interventions de la Région wallonne pour la recherche et les technologies)*	34.888	9.924	8.649	9.630	17.961	22.269	
		Totaux pour la division organique 18.	—	—	—	—	—	—	1.455.557
		Division organique 30. Provisions interdépartementales pour la programmation 2000 - 2006 des cofinancements européens							
Programme	30.01	Cofinancements européens du Ministre-Président							
Programme	30.02	Cofinancements européens du Ministre chargé du Logement, des Transports et du Développement territorial							
Programme	30.03	Cofinancements européens du Ministre chargé du Budget, des Finances et de l'Equipement							
Programme	30.04	Cofinancements européens de la Ministre de la Formation							
Programme	30.05	Cofinancements européens du Ministre chargé des Affaires intérieures et de la Fonction publique							
Programme	30.06	Cofinancements européens de la Ministre chargée de la Recherche, des Technolgies nouvelles et des Relations extérieures							

TABLEAU V - ENCOURS DES ENGAGEMENTS

(En milliers EUR)

			31.12.03	*31.12.04*	*31.12.05*	*31.12.06*	*31.12.07*	*31.12.08*	*17.11.09*
Programme	**30.07**	Cofinancements européens du Ministre chargé de l'Economie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine							
Programme	**30.08**	Cofinancements européens de la Ministre chargée de la Santé et de l'Action sociale							
Programme	**30.09**	Cofinancements européens du Ministre chargé de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme							
		Totaux pour la division organique 30.(hors amort.)	—	—	—	—	—	—	
		Division organique 31.							
		Provision interdépartementale relative aux fonds d'impulsion économique et rural							
Programme	**31.01**	Fonds d'impulsion économique et rural							
Programme	**31.02**	"Pôles de compétitivité" - Actions prioritaires pour l'Avenir wallon							
		Totaux pour la division organique 31	—	—	—	—	—	—	
		Division organique 32.							
		Provisions interdépartementales relatives aux fonds d'impulsion économique et rural							
Programme	**32.01**	Cofinancements européens 2007 - 2013							
		Totaux pour la division organique 32	—	—	—	—	—	—	
		TOTAUX GENERAUX							3.251.778

ANNEXES

ANNEXE 1

Regroupements fonctionnel et économique des recettes et des dépenses de la Région wallonne

ANNEXE 2

Glossaire

Regroupements fonctionnel et économique des recettes et des dépenses de la Région wallonne

Regroupements fonctionnel et économique des recettes et des dépenses de la Région wallonne

L’annexe 1 fait l’objet d’une transmission différée.

Glossaire

GLOSSAIRE DES TERMES UTILISES EN COMPTABILITE PUBLIQUE

*

* *

Le présent glossaire vise à expliquer des termes parfois peu connus du grand public, sans prétendre à une précision absolue, en définissant des termes fréquemment utilisés dans la pratique budgétaire de la Région.

Il est introduit par une table des définitions qu'il contient.

*

* *

Table des définitions

Activité
Allocation de base (cf. aussi Article budgétaire)
Article budgétaire
Autorisation d'engagement
Budget
Budget des recettes
Budget général des dépenses
Cavalier budgétaire
Charge fiscale
Classification économique
Classification fonctionnelle
Comptabilité économique
Compte de la trésorerie
Compte des variations du patrimoine
Compte d'exécution du budget
Compte général
Contrôle budgétaire
Crédits annulés
Crédits budgétaires
Crédits complémentaires
Crédits corrélatifs (voir Autorisation d'engagement)
Crédits d'engagement (cf. Crédits dissociés)
Crédits dissociés
Crédits d'ordonnancement (cf. Crédits dissociés)
Crédits non dissociés
Crédits provisionnels
Crédits provisoires
Crédits reportés
Crédits supplémentaires
Crédits variables (cf. aussi Recettes affectées)
Débudgétisation
Déficit spending
Dépenses
Dépenses courantes
Dépenses de capital
Dépenses financières
Dépenses fiscales
Dépenses fixes
Dette publique
1. Dette à court terme
2. Dette à moyen terme
3. Dette consolidée
4. Dette débudgétisée
5. Dette flottante
6. Dette garantie

Droits
Droit acquis
Droit constaté
Droit constaté annulé
Droit constaté porté en surséance indéfinie
Droit constaté reporté
Droit couru
Droit échu
Encours
Engagement des dépenses
Engagement préalable
Engagement provisionnel
Engagement simultané
Exposé général
Feuilleton d'ajustement
Fonds budgétaires
Fonds de tiers
Impôt conjoint
Impôt partagé
Liquidation des dépenses
Liquidation provisoire
Liquidation définitive
Mouvements internes
Moyens d’action
Moyens de paiement
Opérations
Opérations budgétaires
Opérations de trésorerie
Opérations patrimoniales
Ordonnancement des dépenses
Ordonnancement définitif
Ouverture de crédit
Paiement des dépenses
Partie attribuée des recettes (cf. Recettes)
Préfiguration budgétaire
Préfinancement des dépenses (voir Débudgétisation)
Premier ordonnancement (cf.Ordonnancement)
Prévision des recettes (cf. Recettes)
Programme
Programme d'activités
Programme de subsistance
Recettes
Recettes affectées
Recettes ristournées
Règlement définitif du budget
Regroupement économique
Regroupement fonctionnel
Reports de crédits
Reventilation d’allocations de base
Section particulière
Soldes du budget
1. Solde des opérations courantes
2. Solde des opérations de capital
3. Solde net à financer
4. Solde des opérations de trésorerie (cf. : Opérations)
5. Solde brut à financer
Structure de programmes
Subside facultatif
Système bouclé
Système de la gestion
Système de l'exercice
Système intégré
Tableau budgétaire
Transfert de crédit budgétaire

ACTIVITE
Action à laquelle sont consacrés des moyens budgétaires et qui, isolément ou associée à d'autres, apporte une contribution à la réalisation de l'objectif poursuivi par un programme d'activités.

ALLOCATION DE BASE
Ventilation dans les tableaux budgétaires des crédits afférents à un programme, en allocations budgétaires plus détaillées, conformément à la classification économique. L'imputation des dépenses s'effectue sur les allocations de base (cf. aussi Article budgétaire)
Le code de l'allocation de base consiste en six chiffres :
- classification économique (deux chiffres);
- numéro d'ordre (deux chiffres);
- programme (deux chiffres).

ARTICLE BUDGETAIRE
Elément numéroté du budget des recettes et du budget général des dépenses, accompagné d'un libellé définissant une recette ou une dépense.
Le code de l'article budgétaire dans le budget général des dépenses consiste en quatre chiffres :
- division organique (deux chiffres),
- programme (deux chiffres).
C'est sur cet article budgétaire - les crédits par programme - qu'est fondée la spécialité *légale*. Il ne peut être dérogé à la spécialité légale que par le vote, par le Parlement wallon, d'un feuilleton d'ajustement au budget général des dépenses.
Le deuxième volet de la spécialité budgétaire hiérarchisée - la spécialité budgétaire *administrative* - s'applique aux crédits qui, à l'intérieur d'un programme, sont ventilés suivant la classification économique en allocations de base.

AUTORISATION D'ENGAGEMENT
Autorisation, donnée dans le dispositif du budget général des dépenses, de contracter des engagements à concurrence d'un certain montant (AE). Cette autorisation conduit - mais de manière différée - au vote de crédits budgétaires, appelés crédits corrélatifs, destinés au paiement des dépenses engagées sur ladite autorisation.

BUDGET
Acte émanant de l'autorité budgétaire et par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses d'un pouvoir public pour une période déterminée, en général un an.

BUDGET DES RECETTES
Le budget des recettes donne l'autorisation de recouvrer l'impôt conformément aux lois, arrêtés et tarifs qui s'y rapportent. Il présente une évaluation complète des recettes de la Région, les recettes des fonds organiques ainsi qu'une estimation du produit des emprunts consolidés. Il autorise, dans les limites et sous les conditions qu'il définit, de contracter des emprunts.

BUDGET GENERAL DES DEPENSES
Le budget général des dépenses prévoit et contient l'autorisation d'effectuer les dépenses, par programme, des Services d'administration générale de la Région. Les crédits prévus pour les programmes regroupent séparément les moyens budgétaires qui couvrent les objectifs des programmes d'activités et les frais qui s'y rapportent.
Le budget général des dépenses fixe, s'il y a lieu, les conditions relatives aux dépenses. Il comprend des dispositions spéciales pour les subsides facultatifs et, si nécessaire, des dérogations notamment aux lois sur la comptabilité de l'Etat.
Il est divisé en un certain nombre de divisions organiques.
Globalement, chaque division organique, qui correspond aux grandes composantes de chacun des départements (par exemple, les directions générales), se subdivise ensuite en programmes de subsistance et d'activités, lesquels sont divisés à leur tour en allocations de base.

Le budget général des dépenses comprend une partie justificative qui se compose de notes exposant les lignes générales de la politique des départements et les missions assignées, et par programme, les objectifs poursuivis, ainsi que les moyens à mettre en oeuvre pour les réaliser.

CAVALIER BUDGETAIRE
Disposition reprise dans le dispositif d'un décret budgétaire autorisant de déroger à la législation sur la comptabilité de l'Etat ou à d'autres dispositions légales et réglementaires.

CHARGE FISCALE
Le produit des impôts pour une année déterminée exprimé en pourcentage du P.N.B. de cette année.

CLASSIFICATION ECONOMIQUE
Présentation en fonction de critères macro-économiques (consommation, transfert, investissement, etc.), d'articles budgétaires permettant d'intégrer les opérations de la Région en même temps que celles des autres services publics dans le système de la comptabilité nationale (les Comptes nationaux). Les allocations de base doivent suivre cette classification.

CLASSIFICATION FONCTIONNELLE
Regroupement des opérations des pouvoirs publics selon leur destination, c'est-à-dire d'après les différentes fonctions et missions assumées par eux.

COMPTABILITE ECONOMIQUE
Il s'agit de la transposition, aux institutions de droit public, des techniques comptables mises en oeuvre pour les sociétés commerciales (comptabilité "générale" en partie double, loi du 17 juillet 1975), de manière à :
- déterminer les produits et les charges d'une institution (et, éventuellement, au sein d'une même institution, pour chacune des entités qui la composent);
- dégager les résultats de l'exercice.
Elle se complète de la comptabilité patrimoniale, qui a pour vocation de faire apparaître la situation active et passive de l'institution, de permettre l'établissement du bilan et du compte des variations du patrimoine.
La comptabilité économique est l'instrument par excellence du contrôle de gestion, et, plus précisément, du volet "efficience".

COMPTE DE LA TRESORERIE
Ce compte expose les opérations effectuées pour maintenir l'équilibre entre les ressources et les besoins de la Région, ainsi que les mouvements de fonds appartenant à des tiers et les autres opérations financières du Trésor régional.

COMPTE DES VARIATIONS DU PATRIMOINE
Ce compte expose les modifications de l'actif et du passif de la Région.
Le compte des variations du patrimoine enregistre les variations du patrimoine suivant des règles fixées par le Roi. Les opérations portées dans ce compte peuvent avoir pour origine, soit des dépenses budgétaires, soit des modifications d'actif ou de passif constatées en dehors de toute imputation budgétaire.
Les biens patrimoniaux sont repris à leur valeur d'acquisition.

COMPTE D'EXECUTION DU BUDGET

Il s'agit d'un ensemble de tableaux comportant les mêmes subdivisions que le budget et faisant apparaître :
1) pour les recettes :
- les prévisions
- les droits constatés
- les recettes imputées
- la différence entre les droits constatés et les recettes imputées
- les droits reportés
- les droits annulés ou portés en surséance indéfinie
- la différence entre les prévisions et les imputations;

2) pour les dépenses :
- les crédits ouverts par le décret
- les crédits reportés de l'année précédente
- les opérations imputées
- la différence entre les crédits et les opérations imputées
- les crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire
- les crédits reportés à l'année suivante
- les crédits annulés.

Dans le courant du mois de mai suivant la fin de l'année budgétaire, la Cour des comptes donne connaissance au Parlement wallon d'une préfiguration du résultat de l'exécution du budget, laquelle peut donner lieu à l'approbation d'une motion motivée de règlement provisoire dudit budget.

Dans le courant du mois d'octobre suivant la fin de l'année budgétaire, le Ministre chargé du Budget dépose au Parlement wallon le projet de décret portant règlement définitif du budget.

COMPTE GENERAL

Le compte général est établi annuellement par le Ministre chargé du Budget. Il comprend toutes les opérations budgétaires, patrimoniales et de trésorerie accomplies du 1er janvier au 31 décembre et comporte le compte synthétique des opérations de la Région et les comptes de développement suivant : le compte d'exécution du budget, le compte des variations du patrimoine et le compte de la Trésorerie.
Le compte général est transmis à la Cour des comptes avant le 30 juin de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.
La Cour des comptes fait parvenir au Parlement wallon le compte général avec ses observations dans le courant du mois d'octobre suivant la fin de l'année budgétaire.

CONTROLE BUDGETAIRE

Procédure de suivi budgétaire, par laquelle les services de la Région actualisent les données budgétaires initiales, ce qui permet de déceler préventivement les écarts éventuels par rapport aux recettes et/ou aux dépenses et de prendre des mesures correctives. Les résultats du contrôle budgétaire peuvent, le cas échéant, amener le Gouvernement à ajuster le budget des recettes, le budget général des dépenses, et à présenter, s'il échet, un nouvel Exposé général du Budget.

CREDITS ANNULES

Tombent en annulation (art. 34 et 35 des lois coordonnées) :

- les crédits dissociés disponibles à la fin de l'année budgétaire, sauf en cas de nécessité dûment motivée (voir crédits reportés);
- les crédits non dissociés reportés de l'année précédente et qui n'ont pas été ordonnancés avant le 31 décembre.

CREDITS BUDGETAIRES

Montants repris au tableau budgétaire sous un numéro d'article ou d'allocation de base et constituant une autorisation de dépense, dans les limites et pour les objets prévus pour cet article.

CREDITS COMPLEMENTAIRES

Ce sont des crédits additionnels, ouverts par le décret de comptes, pour régularisation à posteriori (par exemple, dans le cas des dépenses fixes).

CREDITS CORRELATIFS

Voir : AUTORISATION D'ENGAGEMENT.

CREDITS D'ENGAGEMENT Voir : CREDITS DISSOCIES.

CREDITS DISSOCIES

Crédits destinés à couvrir les dépenses pour travaux ou fournitures de biens ou de services qui nécessitent un délai d'exécution supérieur à douze mois.
Ils sont scindés en :

a) crédits d'engagement (CE) : crédits faisant apparaître le montant des obligations susceptibles d'être contractées durant l'année budgétaire.

b) crédits d'ordonnancement (CO) : crédits faisant apparaître le montant qui peut être ordonnancé pendant l'année budgétaire, en vue d'apurer des obligations contractées en cours d'année ou antérieurement.

CREDIT D'ORDONNANCEMENT Voir : CREDIT DISSOCIE

CREDITS NON DISSOCIES

Crédits dont le montant couvre à la fois les actes d'engagement et les opérations d'ordonnancement.

CREDITS PROVISIONNELS

Crédits inscrits, le cas échéant, au budget pour couvrir des dépenses complémentaires prévisibles, mais non encore réparties, découlant notamment de la hausse escomptée de l'indice des prix à la consommation et de la programmation sociale dans le secteur public.

CREDITS PROVISOIRES

Crédits accordés par le Parlement wallon au Gouvernement pour un ou plusieurs mois (maximum quatre mois), lorsque le budget des dépenses n'a pas été voté avant le début de l'année budgétaire (douzièmes provisoires). Ils doivent être considérés comme des avances à valoir sur les crédits budgétaires restant à voter. Ces crédits ne peuvent être affectés à la couverture de dépenses nouvelles non autorisées antérieurement par le législateur. Les crédits provisoires sont limités, sauf exception, à ceux du budget de dépenses approuvé en dernier lieu, et ce proportionnellement à la période à laquelle ces crédits provisoires se rapportent.

CREDITS REPORTES
Les crédits non dissociés disponibles à la fin de l'année budgétaire sont reportés l'année suivante et peuvent être utilisés dès le commencement de cette année pour ordonnancer toute dépense engagée pendant l'année budgétaire révolue. Les crédits non dissociés reportés à l'année suivante sont rattachés à l'allocation correspondante du budget de ladite année.
Les crédits dissociés disponibles à la fin de l'année budgétaire tombent en annulation mais, en cas de nécessité dûment motivée, des crédits déterminés peuvent être reportés à l'année suivante selon des modalités et des conditions à fixer par Le Roi. Dans ce cas, les crédits disponibles à la fin de l'année budgétaire s'ajoutent, en s'y confondant, aux allocations correspondantes du budget de l'année suivante.
Les soldes des crédits variables disponibles à la fin de l'année budgétaire sont reportés à l'année suivante et peuvent être utilisés dès le début de cette année.

CREDITS SUPPLEMENTAIRES
Crédits votés en cours d'année par le Parlement wallon en vue d'ajuster les crédits prévus initialement, ou concernant des années antérieures.

CREDITS VARIABLES
Crédits propres à un fonds budgétaire organique, repris dans le budget général des dépenses et, variant en fonction des recettes affectées imputées sur les postes correspondants du budget des recettes (Voir : RECETTES AFFECTEES). Le cas échéant, il peut être tenu compte du solde disponible de l'année précédente.

DEBUDGETISATION
Terme général qui indique qu'une dépense qui devrait être incluse dans un budget, ne l'est pas. La débudgétisation peut prendre plusieurs formes, par exemple, le recours à des autorisations d'engagement.

DEFICIT SPENDING
Politique budgétaire expansive visant à stimuler ou soutenir la conjoncture par des déficits budgétaires intentionnels.

DEPENSES
Les dépenses courantes (ou opérations courantes) ont essentiellement trait à la consommation, à la formation de revenu et à sa répartition; elles se répartissent en :
- opérations pour biens et services;
- intérêts, etc..;
- transferts de revenus aux entreprises, aux ménages et à l'étranger;
- transferts de revenus à l'intérieur du secteur public.
Par dépenses de capital (ou opérations de capital) on entend :
- les transferts en capital : transferts financiers qui constituent pour un autre secteur (ménages, entreprises, autres pouvoirs publics) respectivement une diminution ou une augmentation de son capital;
- les octrois de crédits et participations : les octrois de crédits se rapportent aux capitaux octroyés par les pouvoirs publics lorsque ces derniers agissent en tant que banquiers ou détenteurs d'obligations; les participations se rapportent aux capitaux octroyés par les pouvoirs publics lorsque ces derniers agissent comme actionnaires ou seuls propriétaires.

DEPENSES FINANCIERES
Dépenses de capital autres que les investissements civils directs : transferts de capitaux (subventions destinées à la constitution de biens de capitaux), octrois de crédits et prises de participation.

DEPENSES FISCALES
Les dépenses fiscales comprennent toutes les déductions, réductions et exceptions au régime général de taxation, qui sont appliquées en faveur des contribuables ou au profit d'activités économiques, sociales ou culturelles.

DEPENSES FIXES
Dépenses non soumises au visa préalable de la Cour des comptes (traitements, salaires, indemnités, abonnements, loyers, pensions, intérêts de la dette à court et long termes).

DETTE PUBLIQUE
Dette du secteur public (pouvoir central, organismes parastataux, organismes de la sécurité sociale, administrations locales, Communautés et Régions).
1. Dette à court terme
   Dette représentée par des titres dont la durée ne dépasse pas un an et qui est destinée à faire face à un déficit de trésorerie pendant des périodes relativement courtes en raison d'un manque de synchronicité de recettes et de dépenses résultant de mouvements saisonniers ou imprévus.

2. Dette à moyen terme

Dette dont l'échéance est à plus d'un an. Cette dette est un élément de la dette flottante.

3. Dette consolidée

Dette à long terme (de plus de 5 ans) dont le produit des émissions figure dans le budget des recettes. Cette dette donne souvent lieu à des amortissements contractuels.

4. Dette débudgétisée

Obligations nées de dépenses préfinancées par des emprunts dont les intérêts et les amortissements tombent à charge de la Région.

5. Dette flottante

Comprend les emprunts à court et à moyen termes. Seuls les intérêts à payer sur cette dette sont prévus dans les crédits du budget de la dette publique, étant donné que le produit et le remboursement des émissions à court terme sont portés sur un compte de trésorerie.

6. Dette garantie

La dette garantie par la Région est l'ensemble des emprunts émis par de nombreux organismes ou institutions du secteur public pour couvrir leurs besoins de financement propres. Ces emprunts bénéficient de la garantie de la Région en ce qui concerne le paiement des intérêts et/ou amortissements.

DROITS

Droit acquis

Un droit peut être considéré comme acquis dès lors que les quatre conditions suivantes sont satisfaites :

- le droit peut être déterminé de manière exacte quant à son montant;
- l'identité du débiteur et/ou du créancier du droit est parfaitement connue;
- le droit au paiement vient (est venu) à échéance au cours de l'année budgétaire envisagée (année civile);
- l'existence d'une pièce justificative émanant d'un tiers ou adressée à un tiers.

Les droits acquis portent autant sur les recettes budgétaires (droits acquis par une institution du chef de ses relations avec les tiers) que sur les dépenses budgétaires (droits acquis par des tiers du chef de leurs relations avec une institution).

Droit constaté

En matière de recettes, se dit d'un droit au profit de la Région ayant fait l'objet d'une inscription dans le compte du comptable (en recettes). Le concept de droit constaté revêt un caractère essentiellement administratif - c'est l'inscription du droit dans le compte du comptable qui en fait un droit constaté - alors que le concept de droit acquis est davantage juridique.

Droit constaté annulé

Droit constaté dont le recouvrement est définitivement abandonné :

- soit par décision du législateur, dans le décret budgétaire ou le décret de compte ("abandon de créance");
- soit par décision ministérielle (prescription invoquée par le débiteur, déconfiture de celui-ci, etc).

Droit constaté porté en surséance indéfinie

Droit constaté dont le recouvrement n'a pas été opéré et qui, d'après les prévisions, n'apparaît pas susceptible de déboucher sur une recette au cours de l'exercice suivant; il reste inscrit dans le "sommier" des droits en surséance indéfinie et il doit en principe faire l'objet de mesures destinées à assurer son recouvrement aussi longtemps que la créance n'est pas frappée de prescription.

Droit constaté reporté

Droit constaté qui, à l'expiration de l'année budgétaire, n'a pas fait l'objet d'un recouvrement, (d'une annulation ou d'une inscription en surséance indéfinie) et qui est reporté à l'année suivante. Le droit reporté fait l'objet d'une nouvelle inscription : il est comptabilisé avec les droits de même nature constatés au cours de celle-ci, sans distinction d'année d'origine (article 32, alinéas 1 et 2, des lois coordonnées).

Droit couru

C'est un droit né au cours d'une année civile qui n'est pas encore échu à l'expiration de cette année. Il est enregistré uniquement en comptabilité économique donc, pas dans la comptabilité budgétaire.

Droit échu

C'est un droit couru dont le paiement est venu à échéance. Il est enregistré dans la comptabilité budgétaire.

ENCOURS
L'encours représente le stock des obligations contractées par un pouvoir public, mais qui ne sont pas encore payées. L'existence d'un encours est naturelle. Il y a en général un décalage entre l'engagement d'une dépense et celui de son ordonnancement, rendu possible par la prestation ou le service commandé par exemple.

ENGAGEMENT DES DEPENSES
Première phase du cycle des dépenses. En droit budgétaire, obligation contractée par le ministre ou son délégué aux termes de laquelle naissent des droits et des obligations à charge du budget. Sur le plan comptable, inscription dans le registre du contrôleur des engagements du montant par lequel sont bloqués les crédits budgétaires affectés à cette opération.
Les contrôleurs des engagements veillent à ce que les crédits budgétaires ne soient pas dépassés et à ce que les ordonnancements effectués n'excèdent pas le montant des engagements auxquels ils se rapportent.

Engagement préalable
Certaines dépenses doivent être visées par le contrôleur des engagements avant leur notification; il s'agit des contrats et marchés pour travaux et fournitures de biens et de services dont le montant dépasse 5.500 Eur, HTVA et des arrêtés d'octroi de subventions supérieures à 1.250 Eur.

Engagement provisionnel
Au début de l'année budgétaire, des crédits sont réservés pour l'ordonnancement de dépenses qui ne sont pas soumises à l'obligation d'engagement préalable à la notification mais qui sont nécessaires au bon fonctionnement des administrations et des services publics (rémunérations, pensions, abonnements, ...).
A la fin de l'année budgétaire, des crédits sont engagés sur la base d'une estimation des dépenses qui restent à ordonnancer pendant la seconde année d'exécution du budget et dont le montant n'est pas encore connu exactement.
Des crédits sont également réservés pour les ordonnances d'ouverture de crédit (sauf si les dépenses concernées ont fait l'objet d'un engagement visé antérieurement).

Engagement simultané
Situation qui se présente lorsque l'engagement et l'ordonnancement de la dépense ont lieu en même temps; c'est le cas des contrats, marchés et subventions non soumis à l'obligation d'engagement avant notification, en raison de la modicité des montants en cause, ainsi que des dépenses involontaires.

EXPOSE GENERAL
Document par lequel le Gouvernement fournit une synthèse et une analyse des projets de budgets pour les recettes et les dépenses d'une année budgétaire déterminée.

FEUILLETON D'AJUSTEMENT
Acte législatif contenant les projets d'ajustement du budget des recettes ou du budget général des dépenses.

FONDS BUDGETAIRES
Actuellement, une loi organique peut créer des fonds budgétaires en affectant à des dépenses, dont elle définit l'objet, certaines recettes imputées au budget des recettes (voir crédits variables).

FONDS DE TIERS
Fonds gérés par le Trésor pour compte par exemple des autorités locales, ...

IMPOT CONJOINT
Impôt national perçu d'une manière uniforme sur tout le territoire du Royaume et dont une partie déterminée du produit est attribuée aux Régions conformément aux dispositions de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. Sur cette partie attribuée du produit, les Régions sont autorisées à percevoir des centimes additionnels et, depuis le 1er janvier 1994, elles peuvent accorder des remises sur lesdits impôts, sans que cette remise puisse dépasser le montant du produit qui leur est attribué.

IMPOT PARTAGE
Impôt national perçu d'une manière uniforme sur tout le territoire du Royaume et dont le produit est, en tout ou en partie, attribué aux Communautés française et flamande. Les impôts partagés au sens de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions se composent de la redevance radio et télévision, la taxe sur la valeur ajoutée et l'impôt des personnes physiques.

LIQUIDATION DES DEPENSES
Seconde phase de l'exécution des dépenses (après l'engagement).
Elle correspond à la reconnaissance de la réalité, de la régularité et de la légalité de la dette d'un créancier de la Région.

Liquidation provisoire
La liquidation provisoire suit l'engagement juridique et est effectuée par le département concerné. Il faut que la dette existe et qu'une déclaration de créance soit introduite.
Liquidation définitive
La liquidation définitive a lieu à la Cour des comptes, par l'octroi du visa préalable ou, dans certains cas, par l'octroi d'un visa à posteriori.

La liquidation ne fait pas l'objet d'un enregistrement comptable, à moins que le département n'ait mis au point son propre système. Seul le résultat de la liquidation définitive par la Cour des comptes est enregistré par la Trésorerie.

MOUVEMENTS INTERNES
Il s'agit d'opérations qui ne résultent pas des relations avec les tiers. Ces mouvements sont donc à distinguer des opérations budgétaires et ne doivent être enregistrés qu'en comptabilité patrimoniale.
Exemples : formation, transformation et disparition de valeurs patrimoniales, amortissements, provisions, plus-values, moins-values, constitution de fonds de réserve, opérations effectuées entre entités d'une même institution, etc. ...

MOYENS D'ACTION
Les moyens d'action sont constitués de l'ensemble des crédits qui impliquent un engagement de dépenses, soit les crédits d'engagement (CE), auxquels s'ajoutent les crédits non-dissociés (CND) et les autorisations spéciales d'engagement (AE)

MOYENS DE PAIEMENT
Les moyens de payement sont constitués de l'ensemble des crédits qui impliquent des sorties de fonds à charge du budget de l'année, soit les crédits d'ordonnancement (CO) et les crédits non-dissociés (CND).

OPERATIONS
Le compte général embrasse toutes les opérations budgétaires, patrimoniales et de trésorerie accomplies du 1er janvier au 31 décembre. La différence entre ces opérations peut être définie comme suit.

Par opérations budgétaires, on entend les recettes au profit de la Région et les dépenses à charge de celle-ci, effectuées, selon le cas, dans le cadre des prévisions ou des autorisations contenues dans les décrets budgétaires.

Par opérations de trésorerie, on entend toutes les entrées et sorties de fonds qui ne constituent pas des recettes ou des dépenses définitives de la Région, les mouvements de tous fonds ou valeurs qui, sans appartenir au Trésor, lui sont temporairement confiés par des tiers ou qui transitent par les caisses des comptables à destination d'autres comptables, de tiers ou de pouvoirs locaux, ainsi que toutes les opérations concernant le service des emprunts et le placement des fonds disponibles.

Les opérations de trésorerie regroupent à la fois des opérations d'exécution des lois budgétaires et des opérations non-budgétaires et sont reprises dans le compte de la Trésorerie.

Par opérations patrimoniales, on entend celles relatives aux deniers et aux valeurs mobilières appartenant à la Région, celles qui influencent les créances et les dettes de celle-ci (dette, participations, etc. ...), les opérations portant sur des biens corporels, immeubles, mobilier, matières, etc. ...; en bref, les opérations relatives aux valeurs actives et passives à porter à l'inventaire.

ORDONNANCEMENT DES DEPENSES

Troisième phase de l'exécution des dépenses. Elle comporte l'émission, par l'ordonnateur primaire (le ministre) ou son délégué, du mandat de paiement et l'ordre définitif de paiement.

Premier ordonnancement
Cette première partie de l'ordonnancement est effectuée par le service de comptabilité du département concerné, où a lieu également la liquidation provisoire, et consiste en l'émission d'une ordonnance, datée et signée par l'ordonnateur. Elle est soumise au contrôleur des engagements.

Ordonnancement définitif
Cette dernière phase de l'ordonnancement se situe à l'administration de la Trésorerie, après la liquidation définitive de la dépense par la Cour des comptes.
Il aboutit actuellement à l'imputation définitive de la dépense sur le budget.

OUVERTURE DE CREDIT
Régime budgétaire qui permet de régler, sans visa préalable de la Cour des comptes, les dépenses qui doivent, dans l'intérêt du service, être effectuées rapidement. Une justification a posteriori est soumise à la Cour des comptes.
PARTIE ATTRIBUEE DES RECETTES
Partie des impôts conjoints et des impôts partagés qui est respectivement attribuée aux Régions et aux Communautés conformément aux dispositions de la loi spéciale du 16 janvier 1989.

PAIEMENT DES DEPENSES
Quatrième et dernière phase de l'exécution des dépenses, qui se traduit par des sorties de caisse par l'intermédiaire des comptables. Les paiements sont centralisés à la Trésorerie.

PREFIGURATION BUDGETAIRE
Prévision budgétaire établie dans l'hypothèse où la politique du Gouvernement reste inchangée. Premier stade de l'examen technique du budget, la préfiguration permet de mesurer l'ampleur des mesures d'accompagnement qui s'imposent pour atteindre un objectif budgétaire déterminé.

PREFINANCEMENT DES DEPENSES
Forme de débudgétisation portant sur des dépenses, soit incombant à la Région, soit assumées par des institutions distinctes qui recourent à l'emprunt et dont les charges d'intérêts et les amortissements sont supportés par le budget régional (Voir : DEBUDGETISATION).

PROGRAMME
Ensemble d'activités concourant, au sein de chaque section, à la réalisation d'un objectif donné et nécessitant la mise en oeuvre de moyens budgétaires.

PROGRAMME D'ACTIVITES
Regroupe toutes les dépenses additionnelles au programme de subsistance, qui tendent à la réalisation d'un même objectif politique et qui peuvent toutes être considérées comme appartenant à un même domaine essentiel de la politique de la Région.

PROGRAMME DE SUBSISTANCE
Regroupe les frais non répartis en matière de personnel, de fonctionnement et d'équipement concernant l'entité administrative à laquelle le programme se rapporte.

RECETTES
Sommes versées au profit du Trésor dans le courant de l'année budgétaire. L'ensemble des recettes s'applique à l'ensemble des dépenses.

Parties attribuées des recettes
Partie des impôts conjoints et des impôts partagés qui est respectivement attribuée aux Régions et aux Communautés conformément aux dispositions de la loi spéciale du 16 janvier 1989.

Prévisions des recettes
Evaluation, inscrite au budget des Recettes, des montants qui seront versés à la Région au cours de l'année budgétaire.

RECETTES AFFECTEES
Recettes qui sont spécialement réservées à la couverture de certaines dépenses déterminées.

RECETTES RISTOURNEES
Impôts ristournés aux Communautés et aux Régions jusqu'en 1989 et déterminés annuellement par le législateur national conformément à la loi du 9 août 1980 de réformes institutionnelles.
Depuis 1989, ces impôts sont devenus des impôts régionaux. Perçus par l'Etat, ils sont transférés (actuellement en partie) aux Régions.

REGLEMENT DEFINITIF DU BUDGET (décret de compte)
Le décret contenant le règlement définitif du budget renferme la justification - par le Gouvernement au Parlement wallon - de l'emploi qui a été fait des moyens octroyés par le décret budgétaire.

REGROUPEMENT ECONOMIQUE
Synthèse opérée selon les critères de la classification économique des opérations du budget et de celles des fonds et organismes y assimilés, et comprenant, le cas échéant, les débudgétisations.

REGROUPEMENT FONCTIONNEL

Synthèse effectuée, selon les diverses missions assumées par les pouvoirs publics (classification fonctionnelle), des opérations budgétaires et de celles des fonds et organismes y assimilés, et comprenant, la cas échéant, les débudgétisations, et ceci indépendamment du budget d'origine.

REPORTS DE CREDITS
Transferts de parties non utilisées de crédits budgétaires à un exercice annuel ultérieur. Les crédits non dissociés ne peuvent être reportés qu'une seule fois et ce pour effectuer le paiement de dépenses résultant d'obligations nées au cours de l'année qui donne sa dénomination au budget initial. Les crédits dissociés qui restent disponibles à la fin de l'année budgétaire tombent en annulation.

REVENTILATION D'ALLOCATIONS DE BASE
Durant l'année budgétaire et dans les limites de chacun des crédits pour les programmes ouverts dans le budget général des dépenses, le Ministre ordonnateur peut, moyennant l'accord du Ministre qui a le Budget dans ses attributions, procéder à une (des) redistribution(s) des allocations de base. Ces nouvelles ventilations sont communiquées sans délai au Parlement wallon et à la Cour des comptes.

SECTION PARTICULIERE

Section (titre IV du budget), où figurent des fonds qui ne sont pas gérés par des organismes d'intérêt public.
Les catégories les plus importantes sont les fonds principalement alimentés par des crédits budgétaires, les fonds de remploi de crédits budgétaires, les fonds alimentés par des ressources particulières ou par des recettes affectées, les services de la Région soumis à des règles de gestion particulières.
Depuis le 1.1.1991, date à laquelle le titre IV aurait dû être supprimé, la section particulière a été maintenue compte tenu et dans l'attente de la suppression (progressive) de ses fonds et de l'apurement de leur encours.

SOLDES DU BUDGET

1. Solde des opérations courantes
   Différence entre les recettes courantes et les dépenses courantes. Indique l'épargne (c'est-à-dire l'utilisation de moyens financiers courants pour les investissements) ou la désépargne (c'est-à-dire le recours à l'emprunt pour couvrir une partie des dépenses courantes) du pouvoir public concerné.
2. Solde des opérations de capital
   La différence entre les recettes de capital et les dépenses de capital.
3. Solde net à financer
   Somme du solde des opérations courantes et du solde des opérations de capital. Il est appelé net parce que les amortissements de la dette ne sont compris ni dans les opérations courantes ni dans les opérations de capital. Le solde net à financer peut se rapporter uniquement aux opérations budgétaires ou il peut être majoré du solde des opérations de trésorerie. En théorie, le solde net à financer, y compris les opérations de trésorerie, correspond à l'accroissement de la dette publique.
4. Solde des opérations de trésorerie Cf. : OPERATIONS
5. Solde brut à financer
   Somme du solde net à financer et des amortissements contractuels de la dette consolidée et des remboursements des emprunts. Il correspond au volume total de l'appel des capitaux qui sera fait par la Région durant une année budgétaire déterminée.

STRUCTURE DE PROGRAMMES
Répartition des articles budgétaires en ensembles et sous-ensembles selon le schéma suivant : budget départemental, division organique, programme d'activités et allocations de base.

SUBSIDE FACULTATIF
Allocation dont l'objet n'a pas de base légale. Dans ce cas, une disposition spéciale qui en précise la nature doit figurer au dispositif du budget général des dépenses.

SYSTEME BOUCLE

Il s'agit d'un système assurant la tenue simultanée de la comptabilité budgétaire et de la comptabilité "économique". Les deux comptabilités forment un seul et même ensemble. Tous les comptes sont reliés entre eux.

SYSTEME DE LA GESTION

En vertu de ce système, les opérations budgétaires sont rattachées à l'exercice budgétaire au cours duquel elles ont été effectivement réalisées, indépendamment de la date du fait ou de l'acte qui est à son origine.

C'est ce système de la gestion qui régit l'imputation des recettes. Dès lors, sont inscrites dans le budget des recettes, celles qui seront versées dans l'année au titre de recettes de la Région. De même, seront inscrites dans les comptes les sommes effectivement encaissées au cours de l'année. C'est la date de l'enregistrement de la recette auprès du caissier qui est déterminante.

Pour ce qui est des dépenses, le système de la gestion est appliqué aux engagements sur crédits dissociés et à tous les ordonnancements (pour le budget) et à l'enregistrement de ces ordonnancements dans les comptes.

SYSTEME DE L'EXERCICE

En vertu de ce système, les opérations budgétaires sont rattachées à l'année budgétaire au cours de laquelle la naissance du droit de la Région ou de son obligation a eu lieu, quelle que soit par ailleurs la date de l'encaissement effectif de la recette ou de l'ordonnancement réel de la dépense.

Le système de l'exercice n'est appliqué qu'aux engagements sur crédits non dissociés et à leur enregistrement dans les comptes.

SYSTEME INTEGRE

Il s'agit d'un système dans lequel la comptabilité et la comptabilité économique forment un seul et même ensemble en ce sens que toutes les imputations effectuées sur les comptes budgétaires sont transposées, soit régulièrement, soit immédiatement, dans des comptes "économiques".

TABLEAU BUDGETAIRE

Tableau des crédits budgétaires figurant en annexe du budget des recettes et du budget général des dépenses, où sont détaillés respectivement les crédits par programme, et les crédits par programme scindés en allocations de base.

TRANSFERT DE CREDIT BUDGETAIRE

Opération qui consiste à faire passer en tout ou en partie un crédit à un programme du budget, soit à un autre programme du même département, soit à un programme d'un autre département. Il ne peut être autorisé que par un décret d'ajustement budgétaire ou par une disposition légale spécifique reprise dans le dispositif du décret budgétaire initial.